

Corporation Fiera Capital

Rapport de gestion



Pour le trimestre et l'exercice clos le
31 décembre 2025

Table des matières

| | |
|---|----|
| Mode de présentation et déclarations prospectives | 1 |
| Transactions stratégiques | 4 |
| Faits saillants financiers | 5 |
| Vue d'ensemble | 9 |
| Responsabilité d'entreprise | 13 |
| Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement | 15 |
| Perspectives | 25 |
| Résultats financiers | 27 |
| Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits | 29 |
| Résultats d'exploitation et performance globale – Charges | 47 |
| Résultats d'exploitation et performance globale – Résultat net | 52 |
| Mesures non conformes aux IFRS | 54 |
| Situation de trésorerie et sources de financement | 61 |
| Sommaire des résultats trimestriels | 70 |
| Principales données annuelles | 78 |
| Situation financière | 79 |
| Transactions entre parties liées | 80 |
| Instruments financiers | 81 |
| Événements postérieurs à la date de clôture | 87 |
| Estimations comptables d'importance critique | 88 |
| Nouvelles normes comptables | 89 |
| Contrôle interne et procédures | 90 |
| Renseignements importants | 91 |

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

MODE DE PRÉSENTATION ET DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Mode de présentation

Le présent rapport de gestion, daté du 25 février 2026, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») au 31 décembre 2025 et pour l'exercice clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes y afférentes pour l'exercice clos le 31 décembre 2025. La Société prépare ses états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (les *International Financial Reporting Standards*, ou les « IFRS »). Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et des autres entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle, ce qui peut nécessiter l'exercice d'un jugement important. La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Certaines données comparatives ont été reclassées pour que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »)¹⁾, le BAIIA ajusté¹⁾, la marge du BAIIA ajusté¹⁾, le BAIIA ajusté par action¹⁾, le résultat net ajusté¹⁾, le résultat net ajusté par action¹⁾, les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois¹⁾, les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois¹⁾ et la dette nette¹⁾ comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives se rapportant à des événements futurs ou au rendement futur, lesquelles rendent compte des attentes ou des opinions de la direction concernant des événements futurs, y compris, sans s'y limiter, les conditions, tendances et perspectives économiques, la croissance de Fiera Capital ainsi que ses résultats d'exploitation, son rendement, ses possibilités ou occasions d'affaires, ses objectifs, ses plans et priorités stratégiques et ses initiatives, dont celles liées à la durabilité, ainsi que d'autres énoncés qui ne se rapportent pas à des faits historiques. Les déclarations prospectives peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de Fiera Capital, les stratégies qu'elle emploie pour les atteindre, ses résultats financiers prévisionnels, ses dividendes attendus et les perspectives quant à ses activités, ainsi que concernant les économies canadienne, américaine, européenne, asiatique et les autres économies mondiales. Ces déclarations prospectives reflètent les opinions actuelles de la direction et sont fondées sur des facteurs et des hypothèses que celle-ci considère comme raisonnables à la lumière des renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle. Ces déclarations prospectives peuvent généralement être repérées par l'emploi de mots ou d'expressions comme « hypothèse », « continuer », « estimer », « prévision », « but », « orientation », « probable », « plan », « objectif », « perspective », « potentiel », « prévoir », « projet », « stratégie » et « cible », ou d'autres mots ou expressions similaires, ou par l'emploi de verbes au futur ou au conditionnel (y compris dans leur forme négative), tels que « viser », « anticiper », « croire », « pouvoir », « s'attendre à », « prévoir », « avoir l'intention de », « planifier », « prédire », « chercher à », « devoir », « s'efforcer de » et « vouloir ».

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 71 à 74.

Par leur nature, les déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes inhérents et reposent sur plusieurs hypothèses qui peuvent faire en sorte que les résultats ou événements réels diffèrent considérablement des attentes de la direction et que les prévisions, projections, attentes, conclusions ou énoncés ne se révèlent pas exacts. Par conséquent, la Société ne garantit pas que les déclarations prospectives se réaliseront et les lecteurs sont priés de ne pas se fier indûment à celles-ci. Les déclarations prospectives sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties intéressées à comprendre certains éléments clés des objectifs, des stratégies, des attentes, des plans et des perspectives commerciales de la Société, ainsi que le contexte d'exploitation prévu. Les lecteurs sont toutefois avertis que ces informations peuvent ne pas être appropriées à d'autres fins.

Les événements, les résultats ou le rendement réels pourraient différer sensiblement des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes, des conclusions ou des énoncés formulés dans les déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs de risque et d'incertitudes importants, dont bon nombre sont indépendants de la volonté de Fiera Capital, notamment, sans toutefois s'y limiter, les risques liés à ce qui suit : le rendement des placements et aux placements des actifs sous gestion (les « ASG »), la concentration des ASG en lien avec les stratégies à l'égard desquelles Gestion d'actifs PineStone inc. (« PineStone ») agit à titre de sous-conseiller, les employés clés, le secteur de la gestion d'actifs et les pressions concurrentielles, l'atteinte à la réputation, les litiges, la conformité réglementaire, la fidélité et les rachats des clients, le recours à des technologies de l'information et à des systèmes de télécommunications et les pannes ou perturbations potentielles de ces systèmes, les fautes ou erreurs de la part d'employés, la couverture d'assurance, les relations avec les tiers, les conflits d'intérêt, les questions de confidentialité, les modèles d'investissement et l'évaluation des placements, les limites de la gestion des risques d'entreprise, les facteurs environnementaux et sociaux, les acquisitions et les cessions, le rythme de croissance des actifs sous gestion de Fiera Capital, l'endettement, les taux et les prix du marché, l'inflation, les fluctuations des taux d'intérêt, les récessions, le crédit, la liquidité, les impôts, la structure de propriété et la possibilité de dilution; ainsi que les autres risques et incertitudes décrits dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 à la rubrique « Facteurs de risque et incertitudes » ou présentés dans d'autres documents que la Société dépose de temps à autre auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières et qui sont disponibles sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca.

L'information contenue dans les déclarations prospectives est fondée sur certains facteurs ou hypothèses significatifs ayant permis de tirer une conclusion ou d'effectuer une prévision ou une projection, y compris, sans s'y limiter, les perceptions de la direction en ce qui concerne les tendances historiques, les conditions actuelles et l'évolution future prévue, la réalisation de transactions stratégiques, d'acquisitions, de désinvestissements ou d'autres stratégies de croissance et d'optimisation, la précision des estimations, hypothèses et jugements en vertu des méthodes comptables applicables, l'absence de modification significative des normes et méthodes comptables applicables à la Société, l'absence de variation significative des taux d'intérêt, l'absence de modification importante du taux d'imposition effectif de la Société, la cohérence des rendements des placements avec les attentes de la Société et les tendances historiques, l'absence de changements inattendus au sein de l'environnement économique, concurrentiel ou réglementaire, du secteur de la gestion d'actifs ou des mesures prises par les organismes de réglementation qui pourraient avoir une incidence significative sur les activités ou l'exploitation de la Société et de ses partenaires d'affaires, l'absence de fluctuations importantes des taux de change entre le dollar canadien et les autres monnaies (y compris le dollar américain et la livre sterling) et l'absence de concrétisation des facteurs de risques et autres facteurs mentionnés ci-dessus, ou évoqués dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou présentés dans d'autres documents que la Société dépose de temps à autre auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières et qui sont disponibles sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.ca, et qui pourraient avoir une incidence sur le rendement ou les résultats de la Société.

Les lecteurs sont avertis que la liste précédente de facteurs de risque et d'incertitudes n'est pas exhaustive et que d'autres risques et incertitudes pourraient avoir une incidence sur la Société. D'autres risques et incertitudes, y compris ceux dont Fiera Capital n'a pas connaissance à l'heure actuelle ou qu'elle juge actuellement négligeables, pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur les activités commerciales, la situation financière, les liquidités, les activités d'exploitation ou les résultats financiers de la Société. Lorsqu'ils se fient aux déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion ou dans toute autre communication faite par Fiera Capital, les investisseurs et les autres parties intéressées devraient examiner attentivement les risques et les incertitudes énumérés ci-dessus, ainsi que d'autres événements potentiels qui pourraient avoir une incidence sur la situation financière, les activités d'exploitation, le rendement ou les résultats de la Société.

Sauf indication contraire, les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion décrivent les attentes de la direction en date des présentes et, par conséquent, sont susceptibles d'être modifiées après cette date. Fiera Capital ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être formulées de temps à autre par elle ou en son nom afin de tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou de circonstances futures, ou pour un autre motif, sauf si elle y est tenue en vertu des lois applicables.

Transactions stratégiques

Exercice 2025

Acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement immobilier

Le 6 janvier 2025, une filiale en propriété exclusive indirecte de la Société (la « filiale ») a acquis des actions additionnelles dans le capital social d'une plateforme de placement immobilier spécialisée dans les habitations locatives, ce qui a fait passer sa participation d'environ 33 % à 51 %. La participation additionnelle de 18 % acquise confère le contrôle à la filiale. La transaction d'achat comprenait une contrepartie en trésorerie de 8,0 millions de dollars (4,4 millions de livres sterling). De plus, la transaction d'achat comprenait une contrepartie éventuelle dont le versement maximal s'élève à 2,8 millions de dollars (1,5 million de livres sterling) si certaines mesures de la performance sont atteintes. Au 31 décembre 2025, la valeur actualisée de cette contrepartie éventuelle était de 1,0 million de dollars.

Un ajustement de réévaluation du placement de 33 % précédemment détenu a été comptabilisé au cours du premier trimestre de 2025, ce qui a donné lieu à une augmentation du bénéfice net de 12,7 millions de dollars. Les actionnaires membres de la direction de la plateforme de placement immobilier conservent une participation de 49 % dans la société acquise. Certaines modalités de la convention entre actionnaires prévoient une période d'emploi continu avant que les actionnaires membres de la direction n'aient pleinement accès à la juste valeur de leur placement, ce qui est prévu pour 2032. Par conséquent, la juste valeur de leur participation de 49 % à la date d'acquisition était de 19,8 millions de dollars, montant qui sera passé en charges sur la période d'acquisition des droits. Une charge de 2,9 millions de dollars a été comptabilisée pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, cette acquisition a eu pour incidence une augmentation de 6,1 millions de dollars des produits et de 2,2 millions de dollars du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

| <i>(en milliards de dollars)</i> | ASG et ASG trimestriels moyens aux et pour les trimestres clos les | | | Variation | |
|---|---|----------------------|---------------------|-----------------------------|----------------------------|
| | 31 décembre 2025 | 30 septembre 2025 | 31 décembre 2024 | D'un trimestre à l'autre | D'un exercice à l'autre |
| Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone | 108,2 | 107,6 | 103,4 | 0,6 | 4,8 |
| Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone | 33,9 | 37,3 | 44,0 | (3,4) | (10,1) |
| Total des ASG – marchés publics¹⁾ | 142,1 | 145,0 | 147,4 | (2,9) | (5,3) |
| ASG – marchés privés ²⁾ | 22,0 | 22,0 | 19,7 | — | 2,3 |
| Total des ASG¹⁾ | 164,1 | 166,9 | 167,1 | (2,8) | (3,0) |
| ASG trimestriels moyens ³⁾ – marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone | 109,2 | 105,9 | 103,0 | 3,3 | 6,2 |
| ASG trimestriels moyens ³⁾ – marchés publics, ASG sous-conseillés par PineStone | 35,3 | 36,5 | 44,2 | (1,2) | (8,9) |
| Total des ASG trimestriels moyens^{1), 3)} – marchés publics | 144,5 | 142,4 | 147,2 | 2,1 | (2,7) |
| ASG trimestriels moyens ³⁾ – marchés privés | 22,0 | 21,3 | 19,4 | 0,7 | 2,6 |
| Total des ASG trimestriels moyens^{1), 3)} | 166,4 | 163,7 | 166,6 | 2,7 | (0,2) |

| <i>(en millions de dollars, à moins d'indication contraire)</i> | Sommaire des résultats financiers pour les trimestres clos les | | | Sommaire des résultats financiers pour les exercices clos les | |
|---|---|----------------------|---------------------|---|---------------------|
| | 31 décembre 2025 | 30 septembre 2025 | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2025 | 31 décembre 2024 |
| Produits | 180,1 | 167,1 | 184,0 | 673,0 | 688,6 |
| Résultat net⁴⁾ | 7,7 | 5,8 | (0,2) | 39,0 | 25,0 |
| BAIIA ajusté⁵⁾ | 54,7 | 50,3 | 53,4 | 194,1 | 195,8 |
| Marge du BAIIA ajusté⁵⁾ | 30,4 % | 30,1 % | 29,0 % | 28,8 % | 28,4 % |
| Résultat net ajusté^{4), 5)} | 29,9 | 25,0 | 22,8 | 107,6 | 102,7 |
| Par action – de base | | | | | |
| Résultat net ⁴⁾ | 0,07 | 0,05 | (0,00) | 0,36 | 0,23 |
| BAIIA ajusté ⁵⁾ | 0,51 | 0,47 | 0,50 | 1,81 | 1,83 |
| Résultat net ajusté ⁵⁾ | 0,28 | 0,23 | 0,21 | 1,00 | 0,96 |
| Par action – dilué | | | | | |
| Résultat net ⁴⁾ | 0,07 | 0,05 | (0,00) | 0,34 | 0,23 |
| BAIIA ajusté ⁵⁾ | 0,43 | 0,45 | 0,50 | 1,51 | 1,80 |
| Résultat net ajusté ⁵⁾ | 0,24 | 0,23 | 0,21 | 0,87 | 0,94 |
| Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois⁵⁾ | 78,9 | 87,1 | 87,4 | 78,9 | 87,4 |

¹⁾ Les totaux partiels peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

²⁾ Les actifs sous gestion au 31 décembre 2025 et au 30 septembre 2025 comprennent des actifs sous gestion additionnels de 0,9 milliard de dollars découlant de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier. Se reporter à la rubrique « Transactions stratégiques » à la page 4.

³⁾ Les actifs sous gestion trimestriels moyens pour une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur des actifs sous gestion à la fin de chaque mois de la période.

⁴⁾ Attribuable aux actionnaires de la Société.

⁵⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 71 à 74.

Faits saillants financiers trimestriels

- Les actifs sous gestion ont diminué de 2,8 milliards de dollars, ou 1,7 %, par rapport au 30 septembre 2025, en raison principalement des contributions nettes négatives de 3,5 milliards de dollars. La diminution a été partiellement contrebalancée par l'incidence favorable du marché de 0,7 milliard de dollars, puisque l'augmentation de la valeur de marché des actifs sous gestion, provenant essentiellement des mandats fondés sur des actions, a été contrebalancée en partie par l'incidence défavorable du change découlant de la dépréciation du dollar américain.
 - La croissance interne nette négative comprend un montant de 3,1 milliards de dollars lié aux actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, lequel est attribuable aux contributions nettes liées aux clients actuels, et un montant de 0,4 milliard de dollars lié aux marchés publics, compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller.
 - La croissance interne nette attribuable aux stratégies sur les marchés privés a été relativement stable puisque les nouveaux mandats ont été en grande partie contrebalancés par les contributions nettes négatives découlant principalement des remboursements de capital.
- Les produits ont augmenté de 13,0 millions de dollars, ou 7,8 %, par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse des honoraires de performance matérialisés sur les marchés publics et les marchés privés, de la hausse des commissions d'engagement et frais de transaction et de la hausse des honoraires de gestion, principalement sur les marchés publics.
 - Les produits ont diminué de 3,9 millions de dollars, ou 2,1 %, par rapport à la période correspondante de 2024. La diminution tient principalement à la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics et à la baisse de la quote-part du résultat net des contreprises et entreprises associées, facteurs contrebalancés en partie par une hausse des honoraires de gestion sur les marchés privés.
- Le BAIIA ajusté a augmenté de 4,4 millions de dollars, ou 8,7 %, par rapport au trimestre précédent, en raison de l'augmentation des produits, partiellement contrebalancée par une hausse des honoraires de sous-conseiller liée aux honoraires de performance, par l'augmentation des frais de déplacement et par l'augmentation de la charge de rémunération variable.
 - Le BAIIA ajusté a augmenté de 1,3 million de dollars, ou 2,4 %, par rapport à la période correspondante de 2024, en raison de la baisse des honoraires de sous-conseiller et de la diminution de la rémunération fixe, partiellement contrebalancées par la diminution des produits.
- Le résultat net ajusté a augmenté de 4,9 millions de dollars, ou 19,6 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des produits et d'une réévaluation favorable du change au bilan, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions.
 - Le résultat net ajusté a augmenté de 7,1 millions de dollars, ou 31,1 %, par rapport à la période correspondante de 2024, principalement en raison de la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, ainsi que des pertes au bilan liées à la réévaluation du change au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des produits.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a augmenté de 1,9 million de dollars, ou 32,8 %, par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des produits et d'une réévaluation favorable du change au bilan, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des frais de vente et charges générales et administratives et l'augmentation des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts.

- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a augmenté de 7,9 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2024, principalement en raison de la baisse des frais de vente et charges générales et administratives et des pertes au bilan liées à la réévaluation du change comptabilisées au trimestre correspondant de l'exercice précédent, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts ainsi que par la baisse des produits.
- Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois ont diminué de 8,2 millions de dollars, ou 9,4 %, par rapport au trimestre précédent. La diminution est principalement attribuable à l'augmentation des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et au calendrier de recouvrement des débiteurs, facteurs partiellement contrebalancés par l'augmentation des distributions reçues des coentreprises et entreprises associées.
 - Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois ont diminué de 8,5 millions de dollars, ou 9,7 %, par rapport à la période correspondante de 2024. La diminution est principalement attribuable à la hausse des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et à la baisse des distributions reçues des coentreprises et entreprises associées, facteurs partiellement contrebalancés par les règlements des obligations au titre du prix d'achat comptabilisés à l'exercice précédent, la baisse des paiements de loyers et la diminution de l'intérêt versé sur la dette à long terme et les débentures.

Faits saillants financiers depuis le début de l'exercice

- Les actifs sous gestion ont diminué de 3,0 milliards de dollars, ou 1,8 %, par rapport au 31 décembre 2024, en raison principalement de la croissance interne nette négative de 10,9 milliards de dollars, essentiellement imputable aux actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, partiellement contrebalancée par l'incidence favorable du marché de 8,3 milliards de dollars provenant de mandats fondés sur des actions et de mandats fondés sur des titres à revenu fixe. Compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, la croissance interne nette positive s'est chiffrée à 1,0 milliard de dollars et était principalement attribuable aux stratégies liées aux marchés privés.
 - La croissance interne nette négative relative aux actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller a entraîné une diminution des actifs sous gestion de 11,9 milliards de dollars. Cette diminution comprend des contributions nettes négatives de 5,4 milliards se rapportant principalement à des clients actuels qui ont simplement rééquilibré leur portefeuille en excluant les stratégies sous-conseillées par PineStone. De plus, la croissance interne nette négative liée aux actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller reflète les mandats perdus de 6,5 milliards de dollars, lesquels comprennent des mandats d'environ 5,9 milliards de dollars qui, à notre connaissance, ont été retirés et transférés directement à PineStone. En date des présentes, la direction n'a connaissance d'aucune demande de transfert d'actifs directement à PineStone. Les transferts précédents étaient essentiellement attribuables au départ d'importants clients des Intermédiaires financiers. Selon l'information connue à l'heure actuelle, la direction s'attend ainsi à ce que ces transferts d'actifs sous gestion à PineStone soient inférieurs aux mandats transférés en 2025.
 - Compte non tenu des actifs sous gestion pour lesquels PineStone est sous-conseiller, la croissance interne nette positive est principalement attribuable à des nouveaux mandats se chiffrant à 3,2 milliards de dollars pour les stratégies liées aux marchés publics, et à 1,9 milliard de dollars pour les stratégies liées aux marchés privés, facteur partiellement contrebalancé par les contributions nettes négatives et les mandats perdus de 2,9 milliards de dollars et de 1,3 milliard de dollars, respectivement.

Faits saillants financiers

- Les produits ont diminué de 15,6 millions de dollars, ou 2,3 %, en raison principalement de la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics, de la baisse des autres produits et de la diminution de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, facteurs partiellement compensés par la hausse des honoraires de gestion sur les marchés privés.
- Le BAIIA ajusté a diminué de 1,7 million de dollars, ou 0,9 %, principalement en raison de la baisse des produits, contrebalancée en partie par la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, en raison principalement de la baisse des honoraires de sous-conseiller.
- Le résultat net ajusté a augmenté de 4,9 millions de dollars, ou 4,8 %, principalement en raison de la baisse des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions et des pertes au bilan liées à la réévaluation du change au cours de l'exercice précédent, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des produits et la hausse de la charge d'impôt sur le résultat net ajusté.
- Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a augmenté de 14,0 millions de dollars, surtout en raison de la diminution des frais de vente et charges générales et administratives, d'un profit de 12,7 millions de dollars à la réévaluation d'un placement lié à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier ainsi que des pertes au bilan liées à la réévaluation du change au cours de l'exercice précédent. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par la baisse des produits et la hausse des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts.

VUE D'ENSEMBLE

Vue d'ensemble de la Société

Fiera Capital est une société de gestion de placement indépendante de premier plan jouissant d'une présence mondiale en croissance dont les actifs sous gestion se chiffraient à 164,1 milliards de dollars au 31 décembre 2025. La Société offre des solutions multi-actifs personnalisées tirant parti d'un vaste éventail de catégories d'actifs sur les **marchés publics** et **privés**. Nos stratégies s'adressent à la clientèle des **Marchés institutionnels**, des **Intermédiaires financiers** et de la **Gestion privée** d'investisseurs individuels établie au **Canada**, aux **États-Unis**, en **Europe**, au **Moyen-Orient**, en **Afrique** (« EMOA ») et dans les principaux marchés d'**Asie**.

Au 31 décembre 2025, la Société comptait environ 780 employés permanents, dont environ 221 professionnels des placements.

Philosophie de placement et équipes de placement

Fiera Capital croit qu'une analyse disciplinée et méthodique, combinée à un processus de placement rigoureux, constitue la pierre d'assise de rendements supérieurs. Le modèle de gestion active de la Société met l'accent sur le travail d'équipe ainsi que sur le libre échange d'idées au sein d'une équipe chevronnée de professionnels en placement.

La recherche est au cœur de la philosophie de placement de la Société et sert de fondement aux décisions tout au long du processus de gestion de portefeuille. Les capacités de recherche de Fiera Capital sont intégrées à l'ensemble de l'organisation et s'expriment par l'intermédiaire d'équipes et de pratiques spécialisées. Une recherche indépendante fondamentale ascendante sous-tend les stratégies de la Société fondées sur les actions et ses approches en revenu fixe orientées vers le crédit. Les équipes de placement effectuent chaque année un contrôle diligent des entreprises, incluant des visites chez les émetteurs et des rencontres avec leurs équipes de direction. Une recherche fondamentale descendante rigoureuse, non liée à l'analyse de courtiers externes ni à celle des agences de notation, constitue la pierre d'assise des stratégies à revenu fixe gérées activement. Cette approche se traduit par des opinions indépendantes des tendances du marché.

Une recherche interne à l'échelle macroéconomique et sur les marchés est au cœur du processus de répartition de l'actif de la Société, lequel a été conçu pour assurer l'équilibre entre les objectifs de rendements et la préservation du capital, et ce, quel que soit le contexte du marché. La gestion du risque est intégrée à l'ensemble du cycle de vie des placements, de la prise ferme initiale et de la constitution du portefeuille jusqu'au suivi et à l'examen continus. La Société applique un cadre rigoureux conçu pour repérer, évaluer et gérer les risques significatifs, dans le but de maintenir les portefeuilles à l'intérieur d'une fourchette de paramètres de risque définis et de respecter les contraintes imposées par les clients et les organismes de réglementation.

Le Bureau de placement mondial (le « BPM ») exerce une surveillance indépendante du risque de placement de façon à séparer le réexamen et la gouvernance de la fonction de gestion de portefeuille. Le BPM surveille un large éventail d'indicateurs de risque dans le portefeuille, vérifie les concentrations de risque et les expositions à ceux-ci et soutient les processus d'escalade hiérarchique et de correction, au besoin, ce qui contribue à l'application uniforme des normes de gestion du risque et à une solide gouvernance des placements.

Vue d'ensemble

Fiera Capital et ses professionnels des placements, y compris les gestionnaires de portefeuille et leurs équipes, sont tenus d'agir de manière professionnelle, responsable et diligente, dans l'intérêt supérieur des clients, en vue de créer une valeur durable à long terme. Les professionnels en placement de Fiera Capital constituent un vaste bassin de compétences en gestion d'actifs dont le mandat consiste à générer le meilleur rendement possible pour la clientèle tout en respectant les contraintes de risque de chaque politique de placement.

Plateformes de placement

Fiera Capital adopte une approche centrée sur la création de valeur et l'optimisation des processus pour gérer ses plateformes de placement sur les marchés publics et privés, ce qui se traduit par une gestion stratégique et tactique de la répartition du capital au sein des deux plateformes à l'échelle mondiale, l'objectif étant de générer des rendements supérieurs et durables pour ses clients.

- **Marchés publics** : La gamme mondiale de placements et de solutions de Fiera Capital sur les marchés publics comprend un large éventail de stratégies couvrant les actions, les titres à revenu fixe et les stratégies équilibrées de différents styles de placement. Ces stratégies sont gérées grâce à des processus d'investissement rigoureux, tant de type ascendant que descendant. Ces stratégies s'étendent aux marchés nationaux et internationaux, couvrant un large éventail de capitalisations boursières, de qualités de crédit, d'échéances et d'autres critères essentiels propres à chaque catégorie d'actifs.
- **Marchés privés** : Dans le domaine des marchés privés, la plateforme de placement diversifiée de Fiera Capital continue de se développer à un rythme constant, en offrant aux clients des produits adaptés à des profils de risque et de rendement différenciés et durables, grâce à une gamme de stratégies de placement spécialisées. La plateforme des marchés privés de Fiera Capital propose aux clients une gamme complète de stratégies, chacune visant à atteindre des objectifs de placement spécifiques, tout en favorisant la diversification du portefeuille et l'amélioration des rendements à long terme.

Réseaux de distribution

Fiera Capital reconnaît que des relations solides avec les investisseurs sont cruciales pour sa croissance et son succès à long terme. Par l'intermédiaire de ses réseaux de distribution, la Société s'efforce de prodiguer des conseils de premier plan personnalisés et adaptés aux besoins particuliers de chaque client. Ses activités de service à la clientèle s'articulent autour de trois réseaux de distribution principaux :

- **Marchés institutionnels** : Fiera Capital dessert une clientèle institutionnelle diversifiée à l'échelle mondiale qui comprend des régimes de retraite de grandes sociétés et institutions financières, des fonds de dotation, des fondations des communautés des Premières Nations, des organisations religieuses et organismes de bienfaisance, ainsi que des fonds du secteur public d'importantes municipalités et universités. Ces comptes sont gérés sur une base séparée et groupée, offrant des solutions sur mesure pour répondre aux besoins diversifiés des investisseurs institutionnels.

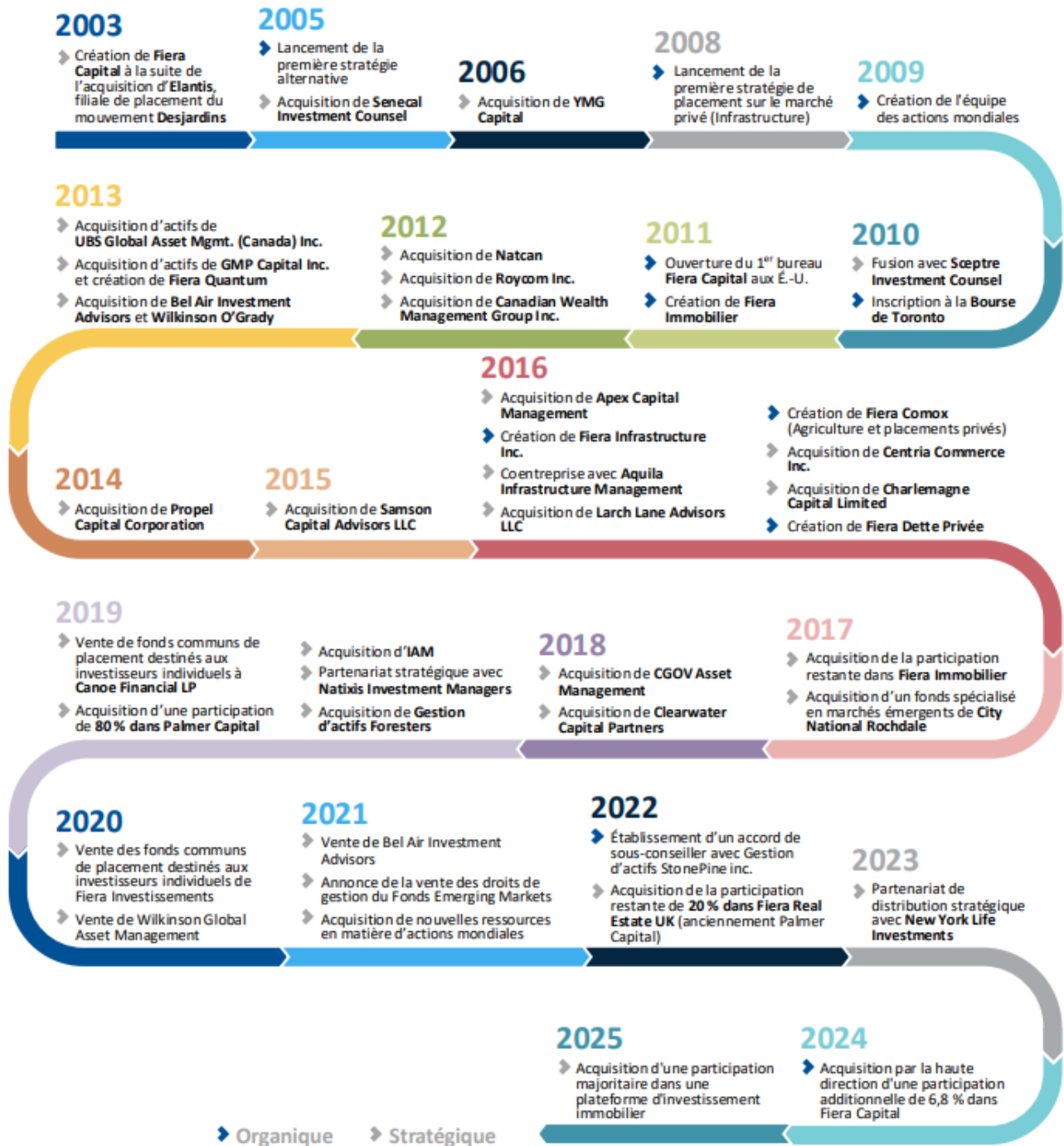
- **Intermédiaires financiers** : Fiera Capital entretient des relations avec des institutions financières et des intermédiaires financiers à l'échelle mondiale, comme des banques et les membres de leur groupe, des compagnies d'assurance et des réseaux de conseillers financiers indépendants. La Société agit à titre de sous-conseillère relativement à la gestion de leurs fonds communs de placement, portefeuilles modèles, fonds en gestion commune et fonds négociés en bourse dans diverses catégories d'actifs. Les relations de sous-conseil permettent aux investisseurs de détail et aux investisseurs fortunés d'accéder aux stratégies de placement complètes de la Société et de bénéficier de son expertise approfondie des secteurs. Fiera Capital met également ses propres fonds et stratégies à la disposition des intermédiaires financiers au moyen d'ententes de courtage et de distribution.
- **Gestion privée** : Fiera Capital offre également des solutions de gestion de patrimoine sur mesure pour les particuliers fortunés et les bureaux de famille, ainsi que pour les fondations familiales, les fonds de dotation et les fiducies et les successions, et ce, tant au Canada qu'aux États-Unis. Ce volet se concentre sur la réalisation de rendements absolus tout en préservant le capital. Pour atteindre ces objectifs, Fiera Capital adopte une approche globale qui combine des stratégies de placement sur les marchés publics et privés, incluant l'analyse des placements existants et de la situation personnelle des clients, l'élaboration de politiques de placements sur mesure, ainsi que la prise de décisions éclairées en matière d'allocation tactique et stratégique des actifs.

Fiera Capital a également conclu des partenariats de sous-conseillers et de distribution pour distribuer certaines stratégies, ce qui lui permet d'étendre sa portée dans les régions et les segments de clientèle ciblés.

Vue d'ensemble

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les principaux développements des activités depuis la création de la Société en 2003.



RESPONSABILITÉ D'ENTREPRISE

Investissement durable

En tant que gestionnaire de placement mondial, Fiera Capital reconnaît qu'il lui incombe d'attribuer efficacement le capital de façon à générer de la valeur durable à long terme pour ses clients tout en contribuant positivement aux collectivités et aux marchés dans lesquels elle exerce ses activités. L'engagement de la Société en matière d'investissement durable est un élément central de son approche visant à favoriser la création d'une richesse durable pour ses clients.

Pour ce faire, Fiera Capital a élaboré une stratégie d'investissement durable fondée sur trois piliers clés grâce auxquels elle intègre les facteurs liés à la durabilité dans ses activités et ses décisions de placement.

Résilience : Nous bénéficions d'une plateforme d'investissement résiliente et innovante, en répondant aux défis grâce à une gouvernance et à des processus efficaces.

Responsabilité : Nous cherchons à exploiter nos activités de manière responsable, et à tenir compte de notre impact sur la planète et les personnes.

Engagement : Nous croyons qu'il est crucial de favoriser la collaboration et l'inclusion pour atteindre les objectifs de durabilité de la Société. La compréhension et l'intégration des points de vue des parties prenantes sont essentielles à son succès.

Grâce à la stratégie de durabilité de Fiera Capital, la Société est prête à gérer les risques et à profiter d'occasions de création de valeur à long terme. La Société est d'avis que les organisations qui comprennent et gèrent adéquatement les facteurs significatifs liés à la durabilité, ainsi que les risques et les occasions connexes, ont tendance à créer des entreprises et des actifs plus résilients et de meilleure qualité, et sont donc mieux positionnées pour produire une valeur économique durable à long terme. Par conséquent, Fiera Capital estime que pour être en mesure de remplir son obligation fiduciaire et d'exercer son mandat, il est essentiel qu'elle intègre les facteurs liés à la durabilité et des critères de saine gouvernance à son analyse et à ses processus décisionnels en matière de placements.

Depuis 2009, Fiera Capital est signataire des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies, dont l'objectif est de favoriser l'acceptation et la mise en œuvre de ces principes au sein de l'industrie des placements. La Société collabore avec les parties prenantes dans l'ensemble de la chaîne de valeur des placements, participe activement à de nombreux réseaux et initiatives d'investissement durable, et adhère aux politiques et aux codes d'éthique établis.

Pour en savoir davantage sur l'approche de la Société en matière d'investissement durable en ce qui a trait à sa plateforme de placement, nous vous invitons à consulter la page « Investissement durable » du site Web de Fiera Capital.

Diversité, équité et inclusion (« DEI »)

La diversité des opinions et des points de vue décuple la capacité de Fiera Capital à trouver des solutions innovantes et donc à garantir la prospérité durable de tous ses clients. Pour Fiera Capital, il est indispensable de créer une culture axée sur le respect, l'inclusion et l'entraide pour pouvoir collaborer, générer des perspectives d'affaires concurrentielles et prendre des décisions plus éclairées. À mesure que la Société poursuit sa croissance, elle aspire à atteindre un degré de diversité qui constitue un reflet fidèle des collectivités et des entreprises du monde auxquelles elle fournit de l'assistance et des services.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur nos initiatives en matière de DEI, veuillez consulter la section « Responsabilité d'entreprise » du site Web de la Société ainsi que la rubrique sur la DEI dans la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, laquelle est disponible sur le site de SEDAR+, à l'adresse www.sedarplus.ca, et sur le site Web de la Société.

Programme de cybersécurité

Fiera Capital a mis en place un programme complet de cybersécurité à l'échelle mondiale, guidé par une politique mondiale de sécurité de l'information et une gestion rigoureuse des risques, et qui intègre les personnes, les processus, la technologie et l'information. Le programme, conforme à la norme ISO 27001/2, a pour objectif le respect du cadre de cybersécurité du NIST et l'intégration des CIS Critical Security Controls (les « contrôles CIS »); il est dirigé par le bureau du chef mondial de la sécurité des systèmes d'information et est supervisé par le comité de gouvernance de la sécurité de Fiera Capital, lequel inclut les membres de la haute direction. Le comité d'audit et de gestion des risques joue un rôle crucial dans la gouvernance du programme de cybersécurité, en assurant la surveillance aux fins de la reddition de comptes et de l'alignement stratégique. Il obtient au moins une fois par année, et de façon ponctuelle, un rapport de la haute direction sur le programme de sécurité de l'information de la Société, y compris sur les questions de cybersécurité.

Les risques liés à la cybersécurité sont pris en compte dans le cadre de gestion des risques d'entreprise, et Fiera Capital assure une surveillance et une gestion efficaces des risques liés à la cybersécurité au moyen de contrôles d'atténuation proactifs et d'une couverture d'assurance appropriée. Un cadre exhaustif de gestion des risques liés aux tiers est en place pour assurer des mesures de cybersécurité adéquates au sein de la chaîne d'approvisionnement et de l'écosystème de fournisseurs.

Afin de renforcer la sécurité et la protection de ses données, la Société a recours à une stratégie de défense en profondeur axée sur la détection, la protection et la réponse efficaces aux menaces, grâce à des moyens technologiques avancés tels que les systèmes de détection des intrusions, les protocoles de chiffrement et une protection robuste des points terminaux. L'approche proactive de Fiera Capital s'étend à la reprise après sinistre, à la planification de la continuité des activités, aux tests de pénétration annuels, aux évaluations mensuelles de la vulnérabilité et à un plan d'intervention officiel en cas d'incident couvrant toutes les étapes de la gestion des incidents. Fiera Capital passe en revue et améliore constamment son environnement afin d'optimiser la sécurité tout en favorisant la gestion des opérations.

En parallèle, Fiera Capital favorise l'adoption d'une culture de la cybersécurité au moyen d'une formation complète et de campagnes de sensibilisation. Les nouveaux employés sont tenus de suivre des programmes de sensibilisation à la sécurité, et tous les employés reçoivent une formation annuelle en matière de sécurité accompagnée d'une attestation de connaissance des politiques connexes. Des simulations d'hameçonnage fréquentes, y compris des campagnes ciblées et des formations d'appoint pour les employés fautifs et ceux exerçant des rôles à risque élevé, aident à la sensibilisation et à la préparation en matière de cybersécurité.

REVUE DES MARCHÉS, DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DE LA STRATÉGIE DE PLACEMENT

Perspective macroéconomique – Contexte mondial

La croissance mondiale est demeurée robuste tout au long de 2025, grâce à la modération des tarifs douaniers annoncés, aux investissements importants liés à l'intelligence artificielle et à un contexte de liquidité encore accommodant. Au début de 2026, le contexte macroéconomique se complexifie, le ralentissement de l'activité se conjuguant à une inflation persistante. La répercussion différée des tarifs douaniers devrait peser sur la demande tout en accentuant les pressions sur les prix, et l'orientation vers une expansion budgétaire pourrait se traduire par le maintien de rendements à long terme élevés.

Aux États-Unis, l'élan de fin de cycle continue d'être stimulé par les dépenses des ménages et les dépenses d'investissement liées à l'intelligence artificielle (l'« IA »). L'inflation étant encore supérieure à la cible, la Réserve fédérale est susceptible de faire preuve de prudence. L'assouplissement de la politique monétaire pourrait être retardé ou limité, en raison de la dynamique du marché du travail, des répercussions des tarifs douaniers sur les prix, ainsi que des prévisions pour l'inflation. L'incertitude sur plan commercial et budgétaire demeure un facteur important influant sur la confiance et les conditions financières.

Au Canada, l'économie est demeurée résiliente malgré les négociations commerciales en cours avec les États-Unis. Un marché du travail solide et l'inflation se rapprochant de la limite supérieure de la fourchette cible appuient une pause de la Banque du Canada et augmentent la probabilité d'un maintien des taux à un niveau élevé sur une plus longue période, si les pressions sur les prix à l'échelle nationale devaient se raviver. L'Europe montre des signes modestes d'amélioration à mesure que l'Allemagne progresse dans l'application des mesures de relance budgétaire axées sur la défense et les infrastructures, bien que l'économie de la région soit orientée sur les exportations et demeure donc vulnérable à de nouveaux risques liés aux tarifs douaniers et à une fragmentation de la chaîne d'approvisionnement. La Chine est sur la bonne voie pour atteindre son objectif de croissance pour 2025, mais la faiblesse de la demande intérieure et les perturbations continues liées au secteur immobilier soulignent la nécessité de mesures de relance supplémentaires en 2026.

Ces facteurs ont des répercussions directes sur les marchés publics. Pour les titres à revenu fixe, l'exercice s'amorce dans un contexte d'asymétrie moins favorable, car la persistance de l'inflation et l'élargissement de l'empreinte fiscale font en sorte que les primes à terme demeurent élevées et font augmenter le risque d'une accentuation baissière des courbes de rendement. Dans un tel contexte, une durée longue procure une protection limitée, sauf dans le cas d'un scénario de récession, et nous demeurons prudents à l'égard des obligations classiques lorsque la hausse semble limitée par rapport au risque de taux.

Pour les actions, la modération de la croissance et les contraintes que connaissent les banques centrales plaident pour une approche plus sélective. Les attentes en matière d'évaluations et de bénéfices demeurent élevées, ce qui rend les actifs à risque de plus en plus sensibles à la déception si l'assouplissement monétaire est plus lent que prévu ou si l'écosystème de l'IA connaît un ajustement des bénéfices ou des dépenses d'investissement. Nous maintenons donc une sous-pondération modérée sur l'horizon tactique, en mettant l'accent sur la qualité, la solidité du bilan et le pouvoir de fixation des prix.

Les marchés des devises et des marchandises reflètent ces facteurs contradictoires. Le dollar américain est demeuré stable dans l'ensemble, grâce à la demande de valeur refuge et à la faiblesse du yen, contrebalancées par les attentes relatives à l'assouplissement monétaire éventuel aux États-Unis et par l'incertitude quant aux politiques. Les prix du pétrole continuent de subir des pressions alimentées par les préoccupations relatives à l'offre excédentaire, tandis que le prix de l'or continue d'être stimulé par la demande en matière de protection des actifs réels et les achats constants par les banques centrales. Le prix du cuivre demeure vigoureux, en raison de la demande liée à l'électrification et des contraintes continues en matière d'offre.

Dans une telle conjoncture, nous continuons de mettre l'accent sur la sélectivité, la liquidité et la diversification en tant qu'outils les plus efficaces pour gérer un contexte de fin de cycle marqué par une forte incertitude sur le plan macroéconomique.

Performance des stratégies de placement – Marchés publics

Stratégies fondées sur les actions

Actions de sociétés à forte capitalisation

La plupart des stratégies phares fondées sur des actions de sociétés à forte capitalisation ont généré des rendements absolus positifs au cours du trimestre, tandis que le rendement relatif a été plus contrasté, puisque les indices boursiers se rapprochaient de sommets records, ou inégalés depuis plusieurs années, à la fin de l'exercice. Les marchés ont maintenu un ton favorable au risque, en raison de l'assouplissement appliqué par la Réserve fédérale et de la faiblesse du dollar américain, ce qui a diversifié les moteurs du marché pour inclure les titres cycliques, les titres du secteur des services financiers et les titres axés sur la valeur émis à l'extérieur des États-Unis. Ce contexte a été plus difficile pour les approches axées sur la qualité et la forte capitalisation.

- Le rendement des **stratégies canadiennes de forte capitalisation** a été inférieur à celui de l'indice S&P/TSX, ce qui reflète la faiblesse de certains placements prometteurs et l'exposition limitée aux titres phares ayant enregistré un rendement élevé et au secteur des matières. Les sociétés de grande qualité affichant des facteurs fondamentaux durables demeurent les piliers du portefeuille, et les deux stratégies continuent d'ajouter de la valeur depuis leur création, ce qui cadre avec la priorité que nous accordons à la résilience tout au long des cycles du marché.
- La **stratégie Actions américaines « Core » Apex** a subi des conditions défavorables propres à certains titres, et quelques positions ont affiché des rendements décevants, principalement dans les secteurs des technologies de l'information et des soins de santé. Malgré les résultats au cours du trimestre, la stratégie continue de prioriser rigoureusement les sociétés de grande qualité.
- Le rendement de la **stratégie internationale – certificats américains d'actions étrangères Apex** a été inférieur à celui de son indice de référence au cours du trimestre, car la sélection de titres dans les secteurs des technologies de l'information et des services financiers a nui aux rendements relatifs. La stratégie continue de procurer une valeur élevée aux investisseurs depuis sa création en 2011.
- La stratégie **Atlas de sociétés mondiales** a affiché un rendement inférieur au cours du trimestre, en raison de difficultés liées à la sélection de titres dans les secteurs des technologies de l'information, des soins de santé et des services financiers. L'exécution à long terme demeure solide, la stratégie ayant continué de surclasser l'indice MSCI World depuis sa création en 2017, ce qui renforce l'objectif de création de richesse pour les actionnaires.
- Les stratégies sous-conseillées par **PineStone** ont enregistré des rendements inférieurs dans l'ensemble des mandats. Les stratégies Actions américaines et Actions mondiales ont principalement subi l'incidence de la sélection de titres dans les secteurs des technologies de l'information et des produits industriels, alors que la stratégie Actions internationales a enregistré un rendement inférieur essentiellement en raison de la sélection de titres dans les secteurs des soins de santé et des matières. Malgré les conditions défavorables à court terme, chaque stratégie continue de surclasser son indice de référence depuis sa création, conformément à une approche qui donne la priorité aux facteurs fondamentaux à long terme.

Stratégies de petite capitalisation, moyenne capitalisation, marchés émergents et marchés frontaliers

Toutes les stratégies phares de ce segment ont enregistré des rendements absolus positifs au cours du trimestre, mais le rendement relatif a varié selon les régions et les styles.

- La **stratégie canadienne de petite capitalisation « Core »** a enregistré un rendement inférieur principalement en raison de la sélection de titres dans les secteurs des matières et des produits industriels, puisqu'elle comportait une faible exposition au secteur des matières qui a également nuí aux résultats. La stratégie continue de surclasser son indice de référence depuis sa création.
- La **stratégie U.S. SMid Cap Growth** a enregistré un rendement supérieur à celui de l'indice Russell 2500 Growth, surtout en raison de l'excellente sélection de titres dans le secteur des technologies de l'information, ainsi que des apports des secteurs des soins de santé et des produits de consommation de base. Les résultats à long terme sont demeurés solides, grâce à une valeur ajoutée de plus de 300 points de base depuis l'année 2000.
- La **stratégie axée sur les marchés émergents** a continué d'enregistrer un rendement supérieur à celui de l'indice MSCI Marchés émergents, en raison de l'excellente sélection de titres en Chine et à Taïwan. Depuis la création de la stratégie, le rendement demeure élevé, ce qui renforce la valeur d'une approche ascendante solide dans un contexte macroéconomique volatil.
- La **stratégie Marchés émergents sélects** a enregistré un rendement inférieur au cours du trimestre, car la sélection de titres du Vietnam et de la Grèce a nuí aux résultats. Depuis sa création en 2021, la stratégie continue de générer une valeur ajoutée d'environ 900 points de base.
- La **stratégie Marchés frontaliers** a enregistré un rendement inférieur, ce qui reflète la sélection de titres du Vietnam et l'exposition à l'Arabie saoudite et à la Grèce, absentes de l'indice de référence. Malgré les résultats au cours du trimestre, la stratégie affiche un gain de plus de 550 points de base depuis sa création.
- Les **stratégies Marchés émergents et Marchés frontaliers** ont généré des rendements absolus positifs, surtout en raison d'une exposition à long terme aux Émirats arabes unis et au Vietnam, et elles continuent de générer des rendements à long terme annualisés à deux chiffres.

Stratégies de revenu fixe

Les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés canadiennes ont toutes affiché un rendement supérieur à celui de leurs indices de référence au cours du trimestre.

- Les **stratégies Active Core et Strategic Core** ont tiré avantage de la gestion de la durée et de la compression des écarts de taux.
- Les **stratégies de gestion intégrée « Core » et Universel de sociétés** ont ajouté de la valeur au moyen de la répartition sectorielle et de la sélection de titres, grâce à des surpondérations par rapport à leurs indices de référence.
- La **stratégie axée sur les obligations d'infrastructure** a enregistré une valeur relative significative, soutenue par la répartition sectorielle et la sélection de titres.
- La **stratégie de gestion axée sur la valeur relative** a connu quelques difficultés découlant de la composante à positions acheteur seulement, facteur plus que compensé par la stratégie de superposition favorable.

Les stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés étrangères ont enregistré des rendements positifs, plusieurs d'entre elles ayant surclassé leurs indices de référence.

- La **stratégie de revenu multisectoriel mondial** a enregistré un rendement supérieur, grâce à une gestion active des durées dans l'ensemble des marchés du Mexique, du Royaume-Uni et des États-Unis, à une surpondération dans les marchés émergents et à une bonne sélection de titres à rendement élevé.
- Les stratégies **U.S. Core Intermediate** ont été légèrement à la traîne de leurs indices de référence en raison d'une préférence pour les émetteurs de grande qualité, car les placements assortis d'une notation inférieure ont enregistré des rendements supérieurs. La stratégie **Tax-Efficient Core Plus** a affiché un rendement supérieur au cours du trimestre, en grande partie en raison de son exposition aux obligations à plus long terme, absentes des indices de référence. La gestion de la durée a soutenu les mandats fondés sur des titres à revenu fixe de sociétés américaines au moyen d'une durée relative plus longue dans un contexte de baisse des rendements.

Dans l'ensemble des stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés étrangères et canadiennes, le rendement à long terme demeure vigoureux, et presque toutes les stratégies ont surclassé les indices de référence depuis leur création.

Stratégies d'investissement équilibré

Les stratégies équilibrées ont enregistré des rendements absolus positifs au quatrième trimestre. Toutefois, le rendement relatif a encore une fois été mis à l'épreuve. Les décisions relatives à la répartition tactique de l'actif ont eu une incidence favorable, mais les résultats plus faibles obtenus par les stratégies d'actions sous-jacentes ont plus que contrebalancé ces profits.

À plus long terme, les stratégies équilibrées ont présenté de solides mesures de protection contre les baisses, et elles continuent d'ajouter de la valeur grâce aux composantes sous-jacentes et au positionnement conforme à une répartition tactique de l'actif, ce qui renforce le rôle de la diversification dans les résultats du portefeuille.

Performance des stratégies de placement – Marchés privés

Crédit privé

Les stratégies axées sur le crédit privé de la Société ont continué de faire preuve de résilience et d'une exécution constante, grâce à un déploiement rigoureux et à une génération de revenus solide dans l'ensemble des portefeuilles. L'amélioration des conditions de liquidité dans l'immobilier et la demande continue de financement garanti de premier rang créent un contexte plus constructif pour le début de 2026. Compte tenu des facteurs fondamentaux stables et des bassins solides d'occasions dans les secteurs de la dette privée, de la dette immobilière et de la dette liée aux infrastructures, la plateforme demeure bien placée pour saisir des occasions de grande qualité tout en maintenant une position défensive.

Dette privée

La stratégie axée sur la dette privée a poursuivi une exécution constante tout au long du quatrième trimestre, et le rendement du portefeuille est conforme aux attentes. Les activités au cours de la période ont reflété une approche rigoureuse en matière de déploiement axée sur la dette de premier rang et la protection contre les baisses, l'équipe ayant affecté du capital à des occasions structurées de façon défensive dans les secteurs des services essentiels et de l'éducation.

Au cours du trimestre, la stratégie a accru l'exposition au moyen de plusieurs nouveaux placements. Pour l'ensemble de ceux-ci, la structure du portefeuille privilégie les placements de premier rang dans les niveaux de capital et maintient une certaine souplesse grâce à des engagements partiellement financés, et une partie de la capacité demeure inutilisée à la fin de l'exercice. Globalement, au cours du trimestre, l'orientation de la stratégie sur la génération constante de revenus et le positionnement prudent dans le secteur du crédit ont été renforcés au moyen de la surveillance continue du portefeuille et du déploiement sélectif du capital.

Dettes immobilières

Les marchés immobiliers au Canada et au Royaume-Uni ont connu un essor à la fin de 2025, à la suite d'une période prudente au cours des trois premiers trimestres, laquelle a été marquée par une incertitude financière générale et une volatilité liée aux politiques. L'amélioration de la liquidité du marché, les réductions de taux appliquées par les banques centrales et le regain d'intérêt des investisseurs ont favorisé un contexte plus constructif à l'approche de 2026, même si les valeurs immobilières ne reflètent pas encore pleinement ce revirement de situation. Tout au long de la transition, les stratégies axées sur la dette immobilière au Canada et au Royaume-Uni ont affiché un rendement stable et sont demeurées en bonne position, en raison de la surpondération en titres des secteurs des produits industriels, de la logistique et du logement.

Au Canada, aux États-Unis, en Europe, en Australie et en Nouvelle-Zélande, les stratégies axées sur la dette immobilière ont continué de générer des rendements attrayants et des flux de trésorerie stables. Un recul soutenu des prêts bancaires traditionnels a fait augmenter les occasions de financement garanti de premier rang sur des actifs de grande qualité. En Amérique du Nord, les prêteurs alternatifs ont continué d'accroître leur part de marché à mesure que le nombre de transactions a augmenté. Au Royaume-Uni et en Europe, la baisse des coûts d'emprunt contribue à une reprise graduelle, puisque le financement par emprunt devient de plus en plus rentable. En Australie et en Nouvelle-Zélande, les rendements stables ont été soutenus par les remboursements d'emprunteurs et par un bassin solide d'occasions de premiers prêts hypothécaires. Dans l'ensemble, les stratégies sont demeurées résilientes.

Dettes liées aux infrastructures

La stratégie axée sur la dette liée aux infrastructures a affiché un solide rendement au quatrième trimestre, grâce au revenu constant tiré des actifs sous-jacents, partiellement contrebalancé par l'incidence liée à la valeur de marché attribuable aux variations des taux de base sur les positions à taux fixe. Si les réductions de taux progressent au Canada et aux États-Unis, certaines de ces incidences latentes sur les évaluations pourraient s'inverser, même si les perspectives à l'égard des taux et du change demeurent incertaines. Le déploiement est demeuré actif, deux nouveaux placements ont été financés, et le rendement du portefeuille a été conforme aux attentes. Compte tenu de la nature défensive des principaux actifs liés aux infrastructures, le portefeuille demeure bien protégé contre la volatilité macroéconomique et géopolitique générale. Grâce à un solide bassin d'occasions, l'équipe prévoit terminer son déploiement au début de 2026 et commencer à mobiliser des capitaux pour le prochain placement vedette.

Actifs réels

Les portefeuilles d'actifs réels ont affiché un rendement positif pour l'ensemble de l'exercice 2025, en raison de facteurs fondamentaux d'exploitation sous-jacents résilients. Les résultats trimestriels ont faibli, car la hausse des taux d'actualisation a exercé des pressions sur les évaluations des infrastructures renouvelables, et les conditions du marché sont demeurées contrastées pour certains placements. Dans l'ensemble, la répartition des actifs réels permet de maintenir une position favorisant la création de valeur à long terme au moyen de flux de trésorerie résistants à l'inflation, à un financement rigoureux et à une gestion active.

Immobilier

Les marchés immobiliers au Canada et au Royaume-Uni ont repris de l'élan vers la fin de 2025, lorsque l'incertitude financière à l'échelle mondiale et la politique tarifaire américaine ont pesé sur les décisions des investisseurs. L'amélioration des activités, de même que l'appétit des investisseurs pour les transactions et les conditions favorables du secteur, y compris la liquidité accrue du marché et les baisses de taux appliquées par les banques centrales, ont commencé à créer un contexte plus constructif à l'approche de 2026, même si la croissance des valeurs immobilières ne reflète pas encore pleinement la solidité sous-jacente du marché. Dans ce contexte, les stratégies axées sur l'immobilier au Canada et au Royaume-Uni ont été décrites comme offrant un rendement stable et constant en 2025 et demeurant positionnées pour une normalisation éventuelle des activités, grâce à une surpondération en titres des secteurs des produits industriels, de la logistique et du logement, que la direction considère comme des secteurs relativement durables à mesure que la confiance s'améliore.

Infrastructure

La stratégie axée sur l'infrastructure a enregistré un rendement positif pour l'ensemble de l'exercice 2025, mais la hausse des taux d'actualisation sur les actifs d'exploitation renouvelables a eu une incidence sur les rendements au quatrième trimestre. Malgré ces pressions à court terme, le portefeuille continue de faire preuve de résilience dans le contexte macroéconomique et géopolitique actuel, grâce aux produits liés à l'inflation et aux structures d'endettement à long terme à taux fixe ou couvertes.

Le rendement au chapitre des facteurs ESG est demeuré solide, et les notes du GRESB se sont améliorées de trois points d'un exercice à l'autre, surclassant à nouveau celles de l'indice de référence. Ces résultats reflètent l'intégration harmonieuse des pratiques exemplaires dans toutes les plateformes et l'engagement continu à tous les niveaux de la direction.

Agriculture

La stratégie axée sur l'agriculture a enregistré une solide performance opérationnelle au cours du trimestre, grâce à une génération constante de revenus et à une exécution rigoureuse dans l'ensemble de son portefeuille diversifié. Même si les prix des marchandises ont globalement continué d'évoluer dans une même fourchette au cours de la période, ce qui a modéré les rendements dans l'ensemble, les activités sous-jacentes ont continué d'afficher un bon rendement, reflétant la qualité des actifs et la solidité de la gestion dans l'ensemble de la plateforme.

Au cours du trimestre, la stratégie a tiré parti des niveaux de production stables, des gains d'efficacité continus et d'une demande soutenue dans les principaux marchés finaux. Les indicateurs préliminaires indiquent que le rendement pour l'ensemble de l'exercice 2025 dépasse celui des indices de référence du secteur des terres agricoles, grâce à des rendements stables, à l'amélioration des marges d'exploitation dans plusieurs secteurs principaux et à l'exposition diversifiée du portefeuille à l'ensemble des cultures, des régions et des modèles d'exploitation.

Terres forestières durables

La stratégie de Terres forestières durables a continué d'afficher un bon rendement au cours du trimestre, grâce à la constance de l'exécution des opérations et aux progrès réalisés à l'égard des initiatives stratégiques. Malgré la conjoncture économique modérée à l'échelle mondiale, le rendement du portefeuille est demeuré résilient, reflétant une gestion active rigoureuse et une dynamique favorable des prix plus tôt au cours de l'exercice. L'équipe continue de mettre l'accent sur l'optimisation de la production, l'amélioration de l'accès aux marchés et le positionnement du portefeuille en vue de la création de valeur à long terme, à mesure que les calendriers de récolte sont adaptés à l'évolution des conditions du marché.

Placements privés

La stratégie axée sur les placements privés a enregistré des résultats contrastés au cours du trimestre, car la faiblesse dans quelques secteurs et les coûts liés à l'intégration ont nui aux rendements. Toutefois, ces pressions ont été compensées par l'apport solide de plusieurs plateformes à forte croissance qui ont continué de générer des flux de trésorerie solides, une croissance interne favorable et une performance d'exploitation améliorée. Le déploiement de capitaux et les distributions sont demeurés actifs au cours du trimestre, ce qui a permis de soutenir un portefeuille bien diversifié et de renforcer la trajectoire de la stratégie en matière de création de valeur à long terme.

Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement

Tableau 1 – Taux de rendement au 31 décembre 2025 pour les Marchés publics

| Stratégies de placement – Marchés publics | Indice de référence | Date de création | Devise | T4 2025 | | | 1 an | | | 3 ans | | | 5 ans ou depuis la création* (si cette date se situe à l'intérieur des 5 dernières années) | | |
|--|---|------------------|--------|---------------------------|----------------|----------|---------------------------|----------------|----------|---------------------------|----------------|----------|---|----------------|----------|
| | | | | Rendement de la stratégie | Valeur ajoutée | Quartile | Rendement de la stratégie | Valeur ajoutée | Quartile | Rendement de la stratégie | Valeur ajoutée | Quartile | Rendement de la stratégie | Valeur ajoutée | Quartile |
| Répartition d'actifs – Gestion tactique | | | | | | | | | | | | | | | |
| Répartition d'actifs – Gestion tactique | Indice de référence mixte ³¹ | Janv. 2006 | CAD | 2,03 | 0,12 | s.o. | 12,19 | (1,09) | s.o. | 10,33 | (1,39) | s.o. | 8,33 | 0,65 | s.o. |
| Stratégies d'investissement équilibré | | | | | | | | | | | | | | | |
| Fonds équilibré diversifié | Indice de référence mixte ²¹ | Janv. 2004 | CAD | 0,59 | (0,86) | 3 | 6,71 | (4,57) | 4 | 8,42 | (4,67) | 4 | 6,37 | (2,62) | 4 |
| Équilibré éthique | Indice de référence mixte ²¹ | Avr. 1993 | CAD | 0,58 | (1,48) | 4 | 6,53 | (7,39) | 4 | 9,70 | (4,12) | 4 | 8,38 | (1,32) | 3 |
| Croissance équilibrée | Indice de référence mixte ⁴¹ | Févr. 1997 | CAD | 0,06 | (1,89) | 4 | 3,38 | (10,76) | 4 | 7,23 | (8,14) | 4 | 3,92 | (6,08) | 4 |
| Équilibré marchés publics | Indice de référence mixte ⁵¹ | Janv. 1988 | CAD | 0,26 | (1,52) | 4 | 7,46 | (5,96) | 4 | 10,26 | (4,08) | 4 | 7,99 | (0,89) | 3 |
| Équilibre intégré | Indice de référence mixte ⁶¹ | Avr. 2013 | CAD | 0,25 | (1,66) | 4 | 7,33 | (6,85) | 4 | 10,26 | (4,21) | 4 | 8,03 | (0,80) | 3 |
| Actions diversifiées | Indice de référence mixte ⁷¹ | Oct. 2024 | CAD | 0,51 | (2,71) | s.o. | 12,23 | (8,81) | s.o. | — | — | s.o. | 12,92 | (7,19) | s.o. |
| Actions de sociétés à forte capitalisation | | | | | | | | | | | | | | | |
| Actions canadiennes | S&P/TSX | Janv. 2013 | CAD | 2,55 | (3,70) | 4 | 12,48 | (19,19) | 4 | 16,07 | (5,35) | 4 | 13,91 | (2,18) | 4 |
| Actions canadiennes « Core » | S&P/TSX | Janv. 1992 | CAD | 2,70 | (3,54) | 4 | 15,72 | (15,96) | 4 | 14,52 | (6,90) | 4 | 14,01 | (2,08) | 3 |
| Actions américaines « Core » | S&P 500 | Déc. 2015 | USD | (0,35) | (3,01) | 4 | 11,12 | (6,76) | 4 | 17,61 | (5,40) | 3 | 12,96 | (1,47) | 3 |
| Actions américaines | S&P 500 | Avr. 2009 | CAD | (2,23) | (3,36) | 4 | 3,18 | (9,17) | 4 | 14,52 | (8,96) | 4 | 12,73 | (3,39) | 4 |
| Actions internationales toutes capitalisations – certificats américains d'actions étrangères | MSCI ACWI Ex USA | Sept. 2011 | USD | 1,30 | (3,75) | 4 | 30,37 | (2,01) | 3 | 17,35 | 0,02 | 2 | 9,19 | 1,28 | 2 |
| Actions internationales | MSCI EAFE | Janv. 2010 | CAD | 2,26 | (1,05) | 3 | 7,02 | (18,05) | 4 | 13,36 | (4,32) | 4 | 7,95 | (2,58) | 4 |
| Atlas de sociétés mondiales | MSCI World | Avr. 2017 | CAD | (1,89) | (3,48) | 3 | 4,46 | (10,96) | 3 | 11,80 | (9,84) | 4 | 5,83 | (7,97) | 4 |
| Actions mondiales | MSCI World | Oct. 2009 | CAD | 1,20 | (0,39) | 3 | 10,19 | (5,23) | 3 | 16,36 | (5,28) | 3 | 11,82 | (1,98) | 3 |
| Petite capitalisation, marchés émergents et marchés frontaliers | | | | | | | | | | | | | | | |
| Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core » | S&P/TSX petites capitalisations | Janv. 1987 | CAD | 3,19 | (7,04) | 3 | 23,80 | (26,39) | 3 | 14,15 | (9,06) | 4 | 9,51 | (5,83) | 3 |
| U.S. SMid Cap Growth | Russell 2500 Growth | Avr. 2000 | USD | 3,59 | 3,26 | 2 | 6,68 | (3,63) | 3 | 12,67 | (1,65) | 3 | 5,84 | 2,86 | 2 |
| Marchés émergents | MSCI Marchés émergents | Juill. 2010 | USD | 6,54 | 1,94 | 1 | 47,01 | 13,62 | 1 | 24,11 | 7,76 | 1 | 9,31 | 5,14 | 1 |
| Marchés émergents sélects | MSCI Marchés émergents, sauf certains marchés ⁸¹ | Janv. 2021 | USD | 2,20 | (1,34) | 3 | 28,06 | 4,73 | 3 | 21,69 | 10,94 | 1 | 17,30 | 9,03 | 1 |
| Marchés frontaliers | MSCI Marchés frontaliers | Mars 2010 | USD | 1,57 | (4,99) | 4 | 27,38 | (19,48) | 3 | 22,72 | 1,22 | 2 | 17,93 | 8,33 | 2 |

Revue des marchés, de la conjoncture économique et de la stratégie de placement

| Stratégies de placement – Marchés publics | Indice de référence | Date de création | Devise | T4 2025 | | | 1 an | | | 3 ans | | | 5 ans ou depuis la création* (si cette date se situe à l'intérieur des 5 dernières années) | | |
|--|---|------------------|--------|---------------------------|----------------|----------|---------------------------|----------------|----------|---------------------------|----------------|----------|---|----------------|----------|
| | | | | Rendement de la stratégie | Valeur ajoutée | Quartile | Rendement de la stratégie | Valeur ajoutée | Quartile | Rendement de la stratégie | Valeur ajoutée | Quartile | Rendement de la stratégie | Valeur ajoutée | Quartile |
| Placements alternatifs liquides | | | | | | | | | | | | | | | |
| Emerging & Frontier Opportunities | Sans indice de référence | Sept. 2013 | USD | 3,71 | s.o. | s.o. | 24,92 | s.o. | s.o. | 21,78 | s.o. | s.o. | 17,84 | s.o. | s.o. |
| Titres à revenu fixe de sociétés canadiennes | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gestion active « Core » | Indice des obligations universelles FTSE Canada | Janv. 2018 | CAD | (0,18) | 0,14 | 2 | 3,44 | 0,79 | 1 | 5,28 | 0,77 | 2 | 0,04 | 0,40 | 3 |
| Gestion stratégique « Core » | Indice des obligations universelles FTSE Canada | Janv. 2018 | CAD | (0,27) | 0,05 | 3 | 3,65 | 1,00 | 1 | 5,61 | 1,10 | 1 | 0,22 | 0,57 | 2 |
| Gestion intégrée « Core » | Indice des obligations universelles FTSE Canada | Janv. 1993 | CAD | (0,27) | 0,05 | 3 | 3,18 | 0,53 | 2 | 5,28 | 0,77 | 2 | 0,28 | 0,64 | 2 |
| Gestion valeur relative | Indice des obligations gouvernementales FTSE Canada | Déc. 2017 | CAD | (0,08) | 0,46 | s.o. | 2,76 | 0,71 | s.o. | 3,75 | (0,07) | s.o. | (0,71) | 0,28 | s.o. |
| Universel de sociétés | Indice des obligations de sociétés FTSE Canada | Mars 2012 | CAD | 0,44 | 0,11 | 2 | 4,95 | 0,47 | 2 | 7,17 | 0,58 | 2 | 2,01 | 0,51 | 3 |
| Obligations d'infrastructure | Indice de référence mixte ¹⁾ | Févr. 2015 | CAD | (0,05) | 0,52 | s.o. | 4,21 | 2,03 | s.o. | 6,69 | 2,35 | s.o. | (0,09) | 1,47 | s.o. |
| Stratégies fondées sur les titres à revenu fixe de sociétés étrangères | | | | | | | | | | | | | | | |
| Revenu multisectoriel mondial | Bloomberg Global Agg. Bond Index CAD-Hedged | Déc. 2009 | CAD | 0,64 | 0,31 | s.o. | 3,46 | 0,41 | s.o. | 6,69 | 2,77 | s.o. | 3,02 | 3,44 | s.o. |
| US High Grade Core Intermediate | Bloomberg Intermediate US Aggregate | Janv. 2005 | USD | 1,27 | (0,08) | 2 | 7,40 | (0,05) | 2 | 4,70 | (0,31) | 4 | 0,89 | 0,21 | 4 |
| US Tax Efficient Core Intermediate 1-10 Year | Bloomberg 1-10 Year Municipal Bond | Avr. 2007 | USD | 0,94 | (0,03) | 4 | 5,27 | 0,13 | 2 | 3,53 | (0,01) | 4 | 1,16 | (0,05) | 3 |
| US Tax Efficient Core Plus | Bloomberg 1-10 Year Municipal Bond | Janv. 2012 | USD | 1,32 | 0,35 | 3 | 5,64 | 0,50 | 1 | 4,09 | 0,55 | 2 | 1,37 | 0,17 | 2 |

- ¹⁾ **Indice de référence mixte :** 5 % Indice des Bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada; 25 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P T500; 10 % S&P 500 en \$ CA; 10 % MSCI EAFE en \$ CA; 5 % MSCI Marchés émergents en \$ CA; 25 % Actifs réels
- ²⁾ **Indice de référence mixte :** 50 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 13 % S&P/T500; 24 % MSCI Monde en \$ CA; 13 % MSCI Monde couvert en \$ CA
- ³⁾ **Indice de référence mixte :** 45 % (60 % Indice des obligations globales à court terme FTSE Canada et 40 % Indice des obligations universelles FTSE Canada); 20 % S&P/T500; 10 % S&P 500 en \$ CA; 10 % MSCI EAFE en \$ CA; 10 % MSCI Monde en \$ CA; 5 % MSCI Monde couvert en \$ CA
- ⁴⁾ **Indice de référence mixte :** 35 % (50 % Indice des obligations à court terme + 50 % Indice des obligations à moyen terme FTSE Canada); 55 % (30 % S&P/T500 + 70 % MSCI Monde en \$ CA); 10 % MSCI Monde couvert en \$ CA
- ⁵⁾ **Indice de référence mixte :** 40 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P T500; 40 % MSCI Monde en \$ CA
- ⁶⁾ **Indice de référence mixte :** 38 % Indice des obligations universelles FTSE Canada; 20 % S&P T500; 42 % MSCI Monde tous pays en \$ CA
- ⁷⁾ **Indice de référence mixte :** 27,5 % S&P/T500; 25 % S&P 500 en \$ CA; 12,5 % MSCI EAFE en \$ CA; 7,5 % Russell 2500 Growth en \$ CA; 7,5 % MSCI Marchés émergents 2500 en \$ CA; 20 % MSCI Monde couvert en \$ CA
- ⁸⁾ **Marchés sélects :** Chine, Corée du Sud, Taiwan, Inde, Brésil, Afrique du Sud
- ⁹⁾ **Indice de référence mixte :** Indice des obligations provinciales à moyen terme FTSE Canada et Indice des obligations provinciales à long terme FTSE Canada interpolés

Notes importantes :

Les rendements présentés ci-dessus sont annualisés pour les périodes de un an et plus.

Tous les rendements sont présentés avant déduction des honoraires de gestion et des frais de garde, mais après déduction des coûts de transaction et des retenues fiscales.

Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.

La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.

Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société.

Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

L'attestation de conformité aux normes GIPS sur les indices composés est fournie sur demande.

Tableau 2 – Taux de rendement au 31 décembre 2025 pour les Marchés privés

| Stratégies de placement – Marchés privés | Devise | Date de création | Capital variable | Capital fixe | Taux de rendement interne brut depuis la création | | Valeur liquidative (en M\$) | Total des engagements non utilisés (en M\$) |
|--|--------|------------------|------------------|--------------|---|------------------------|-----------------------------|---|
| | | | | | Rendement ¹⁾ | TRI brut ²⁾ | | |
| Immobilier | | | | | | | | |
| Fonds CORE Fiera Immobilier, s.e.c. | CAD | Juin 2013 | ✓ | | 8,21 % | — | 3 444 | 45 |
| Fonds industriel à petite capitalisation Fiera Immobilier s.e.c. | CAD | Mars 2015 | ✓ | | 13,15 % | — | 900 | — |
| Fiera Real Estate Long Income Fund (UK) | GBP | Août 2009 | ✓ | | 5,57 % | — | 167 | — |
| Infrastructure | | | | | | | | |
| EagleCrest Infrastructure (pour les investisseurs canadiens seulement) ³⁾ | CAD | Janv. 2016 | ✓ | | — | 4,91 % | 1 693 | 80 |
| EagleCrest Infrastructure (pour les investisseurs mondiaux) ⁴⁾ | USD | Juin 2018 | ✓ | | — | 8,41 % | 1 838 | — |
| Crédit privé | | | | | | | | |
| Fonds Fiera Financement immobilier Canada | CAD | Déc. 2006 | ✓ | | 12,13 % | — | 636 | — |
| Fiera Infrastructure Debt Fund II LP | CAD | Nov. 2021 | | ✓ | — | 11,04 % | 225 | 88 |
| Fiera Infrastructure High Yield Debt Fund LP | USD | Avr. 2022 | ✓ | | 10,24 % | — | 35 | 14 |
| Clearwater Capital Partners Direct Lending Opportunities Fund, L.P. | USD | Août 2018 | ✓ | | — | 11,16 % | 580 | — |
| Fiera Private Debt Fund VI | CAD | Févr. 2019 | | ✓ | 5,31 % | — | 423 | — |
| Fiera Comox Private Credit Opportunities Open-End Fund L.P. ⁵⁾ | USD | Avr. 2020 | ✓ | | — | 8,23 % | 548 | 1 |
| Agriculture mondiale | | | | | | | | |
| Fonds d'Agriculture Mondial Ouvert Fiera Comox s.e.c. ⁵⁾ | USD | Juill. 2017 | ✓ | | — | 8,45 % | 1 874 | 199 |
| Placements privés | | | | | | | | |
| Fiera Comox Global Private Equity Fund I L.P. ⁵⁾ | USD | Sept. 2018 | ✓ | | — | 12,88 % | 688 | 15 |
| Solutions axées sur les marchés privés diversifiés | | | | | | | | |
| Fiera Diversified Lending Fund ^{6), 7)} | CAD | Avr. 2008 | ✓ | | 9,01 % | — | 1 637 | — |
| Fiera Diversified Real Assets Fund ^{6), 7)} | CAD | Juin 2019 | ✓ | | 5,56 % | — | 619 | — |
| Fiera Diversified Real Estate Fund ^{6), 7)} | CAD | Juill. 2013 | ✓ | | 6,76 % | — | 541 | — |

Notes importantes :

¹⁾ Tous les rendements pondérés en fonction du temps annualisés sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance et charges, à moins d'indications contraires.

²⁾ Présenté avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance et charges, à moins d'indications contraires.

³⁾ Représente la performance d'EagleCrest Infrastructure Canada LP, le véhicule de placement parallèle pour les investisseurs canadiens seulement. Rendement avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance, charges d'exploitation et fluctuations du change ajustées. La valeur liquidative et le total des engagements non utilisés comprennent les montants des placements des stratégies pertinentes pour EagleCrest Infrastructure Canada LP.

⁴⁾ Représente la performance combinée des actifs disponibles pour les investisseurs mondiaux. Rendement avant déduction des honoraires de gestion, honoraires de performance, charges d'exploitation et fluctuations du change ajustées. La valeur liquidative et le total des engagements non utilisés comprennent les montants des actifs partagés de la stratégie EagleCrest combinée (actifs partagés entre EagleCrest Infrastructure Canada LP et EagleCrest Infrastructure SCSp).

⁵⁾ Taux de rendement interne brut, déduction faite des charges d'exploitation.

⁶⁾ Stratégies avec répartition diversifiée à divers fonds de financement privé (L.P.), y compris certaines stratégies mentionnées ci-dessus.

⁷⁾ Les rendements bruts sont recalculés en fonction des honoraires et des charges réels engagés par les fonds dans lesquels le fonds en gestion commune a investi.

PERSPECTIVES

Les conditions de marché sont demeurées globalement favorables tout au long du quatrième trimestre, malgré les variations des activités des clients entre les canaux et les stratégies. Dans ce contexte, nous avons mis l'accent sur une exécution uniforme : être à l'écoute de nos clients, protéger les résultats en matière de placement grâce à une gestion rigoureuse des risques et maintenir une attention particulière sur l'efficacité opérationnelle. Nous avons également pris des mesures réfléchies afin de renforcer notre souplesse financière pour que notre société soit en mesure d'affecter les capitaux de manière équilibrée, en gérant prudemment les emprunts tout en favorisant les initiatives de croissance et les rendements pour les actionnaires.

Notre mission est claire : être l'institution de premier choix pour les professionnels des placements à l'échelle mondiale; celle qui a la confiance des clients pour générer de l'alpha et gérer le risque de façon responsable. Pour remplir cette mission, nous donnons aux gestionnaires de portefeuille l'autonomie, les ressources et la discipline nécessaires pour saisir des occasions pour les clients dans le respect d'un cadre de valeurs rigoureux.

Priorités stratégiques orientant nos perspectives

Recentrer l'organisation sur les résultats : Nous forgeons pour l'ensemble de la Société une mentalité axée sur les résultats prometteurs pour les clients. Il s'agit d'améliorer l'analyse des rendements, d'obtenir rapidement des données de qualité sur les placements et d'encourager le partage de connaissances entre les équipes.

Offrir un service à la clientèle supérieur grâce à une distribution ciblée : Nous dirigeons nos efforts de distribution vers les marchés où nous avons de l'élan et où une plus grande spécialisation nous permet de mieux répondre à la demande des clients. La collaboration entre les équipes de placement et de distribution continuera de se renforcer afin que l'engagement envers les clients soit constant, réactif et axé sur les solutions.

Nous appuyer davantage sur les stratégies sur les marchés privés en tant que moteur de croissance et de différenciation : Les marchés privés demeurent un facteur de différenciation clé. Nous clarifions les priorités stratégiques, harmonisons les plateformes avec la demande des investisseurs et renforçons le soutien au financement et à l'engagement des clients, tout en perfectionnant notre stratégie de croissance dans les secteurs clés.

Optimiser notre modèle d'exploitation afin d'améliorer l'adaptabilité et l'exécution : Nous simplifions nos méthodes de travail, réduisons la complexité des technologies et des flux de travail et modernisons nos outils pour accélérer la prise de décision, améliorer la collaboration et uniformiser la prestation de nos services.

Générer à même notre bilan la capacité d'investir dans les bonnes occasions : Nous renforçons nos assises financières afin de soutenir l'innovation et d'investir dans nos activités les plus prometteuses. Il s'agit notamment de maintenir une discipline stricte en matière de dépenses et une approche équilibrée en matière d'affectation des capitaux pour soutenir les réinvestissements, la résilience et le rendement pour les actionnaires.

La suite des choses

Ces priorités s'agencent pour établir un schéma clair en vue de la prochaine phase de l'évolution de Fiera Capital : une organisation résolument axée sur le rendement, un modèle de distribution plus ciblé, une plateforme d'exploitation plus efficace et une assise financière renforcée qui assure une croissance disciplinée. Notre équipe de direction demeure déterminée à mettre en œuvre ce plan avec empressement et de manière responsable, en s'alignant sur la mission, les valeurs et les objectifs à long terme de la Société.

Pour l'avenir, nous poursuivons la réalisation d'un moteur de croissance reproductible et axé sur les clients, alimenté par l'excellence des placements et la rigueur opérationnelle. Nous demeurons déterminés à créer de la valeur pour nos clients, nos actionnaires et les membres de notre personnel, grâce à une exécution cohérente, à une gestion prudente des risques et à une affectation disciplinée des capitaux.

Résultats financiers

RÉSULTATS FINANCIERS

Tableau 3 – États consolidés du résultat net pour les trimestres clos les 31 décembre 2025 et 2024 et le 30 septembre 2025

| ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action) | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES | | | VARIATION | |
|---|------------------------------|-------------------|------------------|--|---|
| | 31 décembre 2025 | 30 septembre 2025 | 31 décembre 2024 | D'un trimestre à l'autre POS/(NÉG) ²⁾ | D'un exercice à l'autre POS/(NÉG) ²⁾ |
| Produits | | | | | |
| Honoraires de gestion | 153 950 | 152 793 | 156 734 | 1 157 | (2 784) |
| Honoraires de performance | 13 505 | 7 010 | 13 592 | 6 495 | (87) |
| Commissions d'engagement et frais de transaction | 7 667 | 2 032 | 7 034 | 5 635 | 633 |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées | 598 | 1 387 | 1 761 | (789) | (1 163) |
| Autres produits | 4 342 | 3 868 | 4 890 | 474 | (548) |
| Total des produits | 180 062 | 167 090 | 184 011 | 12 972 | (3 949) |
| Charges | | | | | |
| Frais de vente et charges générales et administratives | 130 560 | 122 511 | 140 133 | (8 049) | 9 573 |
| Amortissements | 10 803 | 12 307 | 11 921 | 1 504 | 1 118 |
| Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts | 8 790 | 3 405 | 3 816 | (5 385) | (4 974) |
| Intérêts sur la dette à long terme et les débetures | 12 075 | 12 519 | 12 036 | 444 | (39) |
| Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières | 512 | 1 809 | 7 596 | 1 297 | 7 084 |
| Profit sur les placements, montant net | (680) | (203) | (115) | 477 | 565 |
| Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres | (107) | (377) | 320 | (270) | 427 |
| Autres charges (produits) | 88 | (241) | 713 | (329) | 625 |
| Total des charges | 162 041 | 151 730 | 176 420 | (10 311) | 14 379 |
| Résultat avant l'impôt sur le résultat | 18 021 | 15 360 | 7 591 | 2 661 | 10 430 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 6 291 | 5 395 | 4 733 | (896) | (1 558) |
| Résultat net | 11 730 | 9 965 | 2 858 | 1 765 | 8 872 |
| Attribuable : | | | | | |
| Aux actionnaires de la Société | 7 667 | 5 834 | (192) | 1 833 | 7 859 |
| À la participation ne donnant pas le contrôle | 4 063 | 4 131 | 3 050 | (68) | 1 013 |
| Résultat net | 11 730 | 9 965 | 2 858 | 1 765 | 8 872 |
| PAR ACTION – DE BASE | | | | | |
| BAlIA ajusté ¹⁾ | 0,51 | 0,47 | 0,50 | 0,04 | 0,01 |
| Résultat net | 0,07 | 0,05 | (0,00) | 0,02 | 0,07 |
| Résultat net ajusté ¹⁾ | 0,28 | 0,23 | 0,21 | 0,05 | 0,07 |
| PAR ACTION – DILUÉ | | | | | |
| BAlIA ajusté ¹⁾ | 0,43 | 0,45 | 0,50 | (0,02) | (0,07) |
| Résultat net | 0,07 | 0,05 | (0,00) | 0,02 | 0,07 |
| Résultat net ajusté ¹⁾ | 0,24 | 0,23 | 0,21 | 0,01 | 0,03 |

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 71 à 74.

²⁾ POS : positive – NÉG : négative

Résultats financiers

Tableau 4 – États consolidés du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024

| ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action) | POUR LES EXERCICES CLOS LES | | VARIATION |
|---|-----------------------------|---------------------|--|
| | 31 décembre 2025 | 31 décembre 2024 | D'un exercice à l'autre POS/(NÉG) ²⁾ |
| Produits | | | |
| Honoraires de gestion | 609 152 | 611 995 | (2 843) |
| Honoraires de performance | 23 189 | 24 778 | (1 589) |
| Commissions d'engagement et frais de transaction | 17 385 | 16 258 | 1 127 |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées | 6 615 | 12 428 | (5 813) |
| Autres produits | 16 656 | 23 164 | (6 508) |
| Total des produits | 672 997 | 688 623 | (15 626) |
| Charges | | | |
| Frais de vente et charges générales et administratives | 497 442 | 514 324 | 16 882 |
| Amortissements | 47 595 | 49 102 | 1 507 |
| Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts | 25 125 | 14 871 | (10 254) |
| Intérêts sur la dette à long terme et les débetures | 48 040 | 47 903 | (137) |
| Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières | 2 014 | 12 994 | 10 980 |
| Profit sur les placements, montant net | (1 615) | (772) | 843 |
| Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres | (1 423) | (1 717) | (294) |
| Réévaluation d'un placement lié à une acquisition | (12 730) | — | 12 730 |
| Autres charges (produits) | (172) | 1 948 | 2 120 |
| Total des charges | 604 276 | 638 653 | 34 377 |
| Résultat avant l'impôt sur le résultat | 68 721 | 49 970 | 18 751 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 17 164 | 14 708 | (2 456) |
| Résultat net | 51 557 | 35 262 | 16 295 |
| Attribuable : | | | |
| Aux actionnaires de la Société | 39 047 | 24 987 | 14 060 |
| À la participation ne donnant pas le contrôle | 12 510 | 10 275 | 2 235 |
| Résultat net | 51 557 | 35 262 | 16 295 |
| PAR ACTION – DE BASE | | | |
| BAIIA ajusté ¹⁾ | 1,81 | 1,83 | (0,02) |
| Résultat net | 0,36 | 0,23 | 0,13 |
| Résultat net ajusté ¹⁾ | 1,00 | 0,96 | 0,04 |
| PAR ACTION – DILUÉ | | | |
| BAIIA ajusté ¹⁾ | 1,51 | 1,80 | (0,29) |
| Résultat net | 0,34 | 0,23 | 0,11 |
| Résultat net ajusté ¹⁾ | 0,87 | 0,94 | (0,07) |

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 71 à 74.

²⁾ POS : positive; NÉG : négative.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – ACTIFS SOUS GESTION ET PRODUITS

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats pour les stratégies sur les marchés publics ainsi que des nouvelles souscriptions, y compris les nouveaux capitaux engagés non déployés liés aux stratégies sur les marchés privés (« nouveaux mandats »), ii) du montant des mandats perdus (« mandats perdus »), iii) du montant des dépôts et des retraits des clients existants, y compris les remboursements de capital sur les marchés privés (« contributions nettes »), iv) des distributions de revenus sur les marchés privés (« distributions de revenus »), v) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements et de l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sur les ASG libellés en monnaie étrangère (« marché ») et vi) des dépôts et des retraits d'actifs sous gestion découlant d'acquisitions et de cessions d'entreprises (« transactions stratégiques »). La « croissance interne nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus et des contributions nettes.

Les actifs sous gestion comprennent des « capitaux engagés non déployés », qui désignent les capitaux engagés par les investisseurs à l'égard des stratégies de placement sur les marchés privés de la Société n'ayant pas encore été déployés. Le capital engagé qui a été déployé n'a pas d'incidence sur le montant global des actifs sous gestion. Les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion de chacun des mois compris dans la période.

Les tableaux 5 à 10 ci-après présentent l'évolution des actifs sous gestion de la Société par plateforme de placement, réseau de distribution et région, principalement en fonction de l'emplacement des clients.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Tableau 5 – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

| | MARCHÉS PUBLICS | | | | MARCHÉS PRIVÉS | | | | TOTAL |
|---|-------------------------|---------------------------|----------------|-----------------------|-------------------------|---------------------------|----------------|----------------------|----------------|
| | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PUBLICS | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PRIVÉS | |
| ASG – 30 septembre 2025 | 77 738 | 56 221 | 11 015 | 144 974 | 16 792 | 2 206 | 2 977 | 21 975 | 166 949 |
| Nouveaux mandats | | | | | | | | | |
| <i>Canada</i> | 463 | — | 42 | 505 | 90 | — | 4 | 94 | 599 |
| <i>États-Unis</i> | — | — | 4 | 4 | — | — | — | — | 4 |
| <i>EMOA</i> | — | — | — | — | 191 | — | — | 191 | 191 |
| <i>Asie</i> | — | — | — | — | 1 | — | — | 1 | 1 |
| | 463 | — | 46 | 509 | 282 | — | 4 | 286 | 795 |
| Mandats perdus | | | | | | | | | |
| <i>Canada</i> | (81) | — | (24) | (105) | (5) | — | (1) | (6) | (111) |
| <i>États-Unis</i> | (401) | — | (58) | (459) | — | — | — | — | (459) |
| <i>EMOA</i> | (22) | — | — | (22) | — | — | — | — | (22) |
| <i>Asie</i> | — | (149) | — | (149) | (12) | — | — | (12) | (161) |
| | (504) | (149) | (82) | (735) | (17) | — | (1) | (18) | (753) |
| Contributions nettes | | | | | | | | | |
| <i>Canada</i> | 224 | 231 | (253) | 202 | (33) | (119) | (4) | (156) | 46 |
| <i>États-Unis</i> | (693) | (1 719) | (27) | (2 439) | (3) | — | — | (3) | (2 442) |
| <i>EMOA</i> | (11) | (97) | — | (108) | (28) | (1) | — | (29) | (137) |
| <i>Asie</i> | (837) | (122) | — | (959) | (5) | — | — | (5) | (964) |
| | (1 317) | (1 707) | (280) | (3 304) | (69) | (120) | (4) | (193) | (3 497) |
| Croissance interne nette | | | | | | | | | |
| <i>Canada</i> | 606 | 231 | (235) | 602 | 52 | (119) | (1) | (68) | 534 |
| <i>États-Unis</i> | (1 094) | (1 719) | (81) | (2 894) | (3) | — | — | (3) | (2 897) |
| <i>EMOA</i> | (33) | (97) | — | (130) | 163 | (1) | — | 162 | 32 |
| <i>Asie</i> | (837) | (271) | — | (1 108) | (16) | — | — | (16) | (1 124) |
| Total de la croissance interne nette | (1 358) | (1 856) | (316) | (3 530) | 196 | (120) | (1) | 75 | (3 455) |
| Distributions de revenus | — | — | — | — | (37) | (18) | (32) | (87) | (87) |
| Marché | 332 | 223 | 110 | 665 | (22) | 72 | (42) | 8 | 673 |
| ASG – 31 décembre 2025 | 76 712 | 54 588 | 10 809 | 142 109 | 16 929 | 2 140 | 2 902 | 21 971 | 164 080 |

Tableau 6 – Actifs sous gestion par région : variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

| | 30 septembre 2025 | Nouveaux mandats | Mandats perdus | Contributions nettes | Croissance interne nette | Distributions de revenus | Marché | 31 décembre 2025 |
|--------------|-------------------|------------------|----------------|----------------------|--------------------------|--------------------------|------------|------------------|
| Canada | 111 291 | 599 | (111) | 46 | 534 | (84) | 382 | 112 123 |
| États-Unis | 36 774 | 4 | (459) | (2 442) | (2 897) | (1) | 200 | 34 076 |
| EMOA | 15 475 | 191 | (22) | (137) | 32 | (2) | 58 | 15 563 |
| Asie | 3 409 | 1 | (161) | (964) | (1 124) | — | 33 | 2 318 |
| Total | 166 949 | 795 | (753) | (3 497) | (3 455) | (87) | 673 | 164 080 |

Au 31 décembre 2025, les actifs sous gestion consolidés s'élevaient à 164,1 milliards de dollars, comparativement à 166,9 milliards de dollars au 30 septembre 2025, soit une baisse de 2,8 milliards de dollars, ou 1,7 %. La diminution des actifs sous gestion est attribuable aux contributions nettes négatives de 3,5 milliards de dollars et aux mandats perdus de 0,8 milliard de dollars. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par des nouveaux mandats de 0,8 milliard de dollars et l'incidence favorable du marché de 0,7 milliard de dollars. L'augmentation de la valeur de marché des actifs sous gestion, plus particulièrement des mandats fondés sur des actions, a été contrebalancée en partie par l'incidence défavorable de la conversion des monnaies étrangères. Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 166,4 milliards de dollars, comparativement à 163,7 milliards de dollars au trimestre précédent, soit une hausse de 2,7 milliards de dollars, ou 1,6 %. L'augmentation est principalement attribuable au moment de la croissance interne nette et à l'appréciation du marché.

Tableau 7 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

| | Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone | | | | Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone | | | | TOTAL MARCHÉS PUBLICS |
|---|---|---------------------------|----------------|----------------|---|---------------------------|----------------|----------------|-----------------------|
| | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL | |
| ASG – 30 septembre 2025 | 57 772 | 41 369 | 8 488 | 107 629 | 19 966 | 14 852 | 2 527 | 37 345 | 144 974 |
| Nouveaux mandats | 461 | — | 46 | 507 | 2 | — | — | 2 | 509 |
| Mandats perdus | (504) | (143) | (71) | (718) | — | (6) | (11) | (17) | (735) |
| Contributions nettes | 471 | (492) | (215) | (236) | (1 788) | (1 215) | (65) | (3 068) | (3 304) |
| Croissance interne nette | 428 | (635) | (240) | (447) | (1 786) | (1 221) | (76) | (3 083) | (3 530) |
| Marché | 265 | 30 | 153 | 448 | 67 | 193 | (43) | 217 | 665 |
| Transactions stratégiques ¹⁾ | 332 | 209 | — | 541 | (332) | (209) | — | (541) | — |
| ASG – 31 décembre 2025 | 58 797 | 40 973 | 8 401 | 108 171 | 17 915 | 13 615 | 2 408 | 33 938 | 142 109 |

¹⁾ Se rapporte au transfert de mandats axés sur la stratégie de fonds équilibrés pour lesquels PineStone est sous-conseiller vers des mandats fondés sur les actions américaines de croissance au quatrième trimestre de 2025.

Marchés publics

Au 31 décembre 2025, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics s'élevaient à 142,1 milliards de dollars, comparativement à 145,0 milliards de dollars au 30 septembre 2025, ce qui représente une baisse de 2,9 milliards de dollars, ou 2,0 %. Cette baisse est principalement attribuable aux contributions nettes négatives de 3,1 milliards de dollars liées à des mandats de PineStone fondés sur des actions, partiellement contrebalancées par des nouveaux mandats de 0,5 milliard de dollars. Les contributions nettes négatives de PineStone comprennent un montant de 1,8 milliard de dollars du réseau de distribution Marchés institutionnels, principalement pour des clients en Asie et aux États-Unis, ainsi qu'un montant de 1,2 milliard de dollars du réseau de distribution Intermédiaires financiers, principalement pour des clients aux États-Unis.

Les sorties ont été partiellement contrebalancées par de nouveaux mandats de 0,5 milliard de dollars, principalement des mandats fondés sur les titres à revenu fixe et des mandats fondés sur les actions pour des clients du réseau de distribution Marchés institutionnels au Canada. De plus, un transfert stratégique de 0,5 milliard de dollars de mandats fondés sur des actions de la stratégie de fonds équilibrés pour lesquels PineStone est sous-conseiller vers des mandats fondés sur les actions américaines de croissance a été effectué au cours du quatrième trimestre.

Les actifs sous gestion trimestriels moyens se sont chiffrés à 144,5 milliards de dollars, comparativement à 142,4 milliards de dollars au trimestre précédent, soit une hausse de 2,1 milliards de dollars, ou 1,5 %, attribuable en grande partie au moment de la croissance interne nette et à l'appréciation du marché.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Marchés privés

Au 31 décembre 2025, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés s'élevaient à 22,0 milliards de dollars, soit un résultat stable par rapport au 30 septembre 2025. Les nouveaux mandats de 0,3 milliard de dollars ont été contrebalancés par des contributions nettes négatives de 0,2 milliard de dollars et des distributions de revenus de 0,1 milliard de dollars. Les nouveaux mandats sont surtout axés sur l'immobilier et sont liés au réseau de distribution Marchés institutionnels pour des clients de la région EMOA. Les contributions nettes négatives proviennent de divers mandats, principalement pour des clients au Canada, et sont surtout liées aux remboursements de capital.

Les actifs sous gestion consolidés au 31 décembre 2025 comprenaient des capitaux engagés non déployés sur les marchés privés se chiffrant à 2,0 milliards de dollars, contre 2,1 milliards de dollars au 30 septembre 2025.

Variations depuis le début de l'exercice

Tableau 8 – Actifs sous gestion par plateforme de placement, réseau de distribution et région : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

| | MARCHÉS PUBLICS | | | | MARCHÉS PRIVÉS | | | | TOTAL |
|---|-------------------------|---------------------------|----------------|-----------------------|-------------------------|---------------------------|----------------|----------------------|-----------------|
| | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PUBLICS | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PRIVÉS | |
| ASG – 31 décembre 2024 | 75 786 | 60 110 | 11 499 | 147 395 | 14 299 | 2 308 | 3 109 | 19 716 | 167 111 |
| Nouveaux mandats | | | | | | | | | |
| <i>Canada</i> | 1 535 | 858 | 159 | 2 552 | 1 259 | — | 52 | 1 311 | 3 863 |
| <i>États-Unis</i> | 254 | — | 120 | 374 | 102 | — | — | 102 | 476 |
| <i>EMOA</i> | 273 | — | — | 273 | 482 | — | — | 482 | 755 |
| <i>Asie</i> | — | — | — | — | 12 | — | — | 12 | 12 |
| | 2 062 | 858 | 279 | 3 199 | 1 855 | — | 52 | 1 907 | 5 106 |
| Mandats perdus | | | | | | | | | |
| <i>Canada</i> | (299) | (5 744) | (113) | (6 156) | (37) | — | (4) | (41) | (6 197) |
| <i>États-Unis</i> | (472) | — | (270) | (742) | (3) | — | (1) | (4) | (746) |
| <i>EMOA</i> | (22) | (386) | — | (408) | (64) | — | — | (64) | (472) |
| <i>Asie</i> | (168) | (149) | — | (317) | (16) | — | (1) | (17) | (334) |
| | (961) | (6 279) | (383) | (7 623) | (120) | — | (6) | (126) | (7 749) |
| Contributions nettes | | | | | | | | | |
| <i>Canada</i> | (1 594) | 1 381 | (918) | (1 131) | (152) | (268) | (218) | (638) | (1 769) |
| <i>États-Unis</i> | (1 798) | (2 170) | (430) | (4 398) | (38) | — | — | (38) | (4 436) |
| <i>EMOA</i> | 297 | (595) | — | (298) | (145) | (87) | — | (232) | (530) |
| <i>Asie</i> | (850) | (660) | — | (1 510) | (19) | — | — | (19) | (1 529) |
| | (3 945) | (2 044) | (1 348) | (7 337) | (354) | (355) | (218) | (927) | (8 264) |
| Croissance interne nette | | | | | | | | | |
| <i>Canada</i> | (358) | (3 505) | (872) | (4 735) | 1 070 | (268) | (170) | 632 | (4 103) |
| <i>États-Unis</i> | (2 016) | (2 170) | (580) | (4 766) | 61 | — | (1) | 60 | (4 706) |
| <i>EMOA</i> | 548 | (981) | — | (433) | 273 | (87) | — | 186 | (247) |
| <i>Asie</i> | (1 018) | (809) | — | (1 827) | (23) | — | (1) | (24) | (1 851) |
| Total de la croissance interne nette | (2 844) | (7 465) | (1 452) | (11 761) | 1 381 | (355) | (172) | 854 | (10 907) |
| Distributions de revenus | — | — | — | — | (165) | (45) | (79) | (289) | (289) |
| Marché | 4 079 | 2 744 | 762 | 7 585 | 467 | 232 | 44 | 743 | 8 328 |
| Transactions stratégiques¹⁾ | (309) | (801) | — | (1 110) | 947 | — | — | 947 | (163) |
| ASG – 31 décembre 2025 | 76 712 | 54 588 | 10 809 | 142 109 | 16 929 | 2 140 | 2 902 | 21 971 | 164 080 |

¹⁾ Se rapporte à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap annoncée précédemment et réalisée au cours du deuxième trimestre de 2025, ainsi qu'à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au premier trimestre de 2025. Se reporter à la rubrique « Transactions stratégiques » à la page 4 pour obtenir de plus amples renseignements.

Tableau 9 – Actifs sous gestion par région : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

| | 31 décembre 2024 | Nouveaux mandats | Mandats perdus | Contributions nettes | Croissance interne nette | Distributions de revenus | Marché | Transactions stratégiques ¹⁾ | 31 décembre 2025 |
|--------------|------------------|------------------|----------------|----------------------|--------------------------|--------------------------|--------------|---|------------------|
| Canada | 111 893 | 3 863 | (6 197) | (1 769) | (4 103) | (253) | 5 696 | (1 110) | 112 123 |
| États-Unis | 37 411 | 476 | (746) | (4 436) | (4 706) | (16) | 1 387 | — | 34 076 |
| EMOA | 13 913 | 755 | (472) | (530) | (247) | (15) | 965 | 947 | 15 563 |
| Asie | 3 894 | 12 | (334) | (1 529) | (1 851) | (5) | 280 | — | 2 318 |
| Total | 167 111 | 5 106 | (7 749) | (8 264) | (10 907) | (289) | 8 328 | (163) | 164 080 |

¹⁾ Se rapporte à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap annoncée précédemment et réalisée au cours du deuxième trimestre de 2025, ainsi qu'à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au premier trimestre de 2025. Se reporter à la rubrique « Transactions stratégiques » à la page 4 pour obtenir de plus amples renseignements.

Au 31 décembre 2025, les actifs sous gestion consolidés se chiffraient à 164,1 milliards de dollars, comparativement à 167,1 milliards de dollars au 31 décembre 2024, soit une baisse de 3,0 milliards de dollars, ou 1,8 %. La baisse des actifs sous gestion est principalement attribuable aux contributions nettes négatives de 8,3 milliards de dollars, aux mandats perdus de 7,7 milliards de dollars et à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap au cours du deuxième trimestre, laquelle a réduit les actifs sous gestion de 1,1 milliard de dollars. Ces baisses ont été partiellement contrebalancées par l'incidence favorable du marché de 8,3 milliards de dollars provenant des hausses de la valeur de marché des actifs sous gestion pour les mandats fondés sur des actions et les mandats fondés sur des titres à revenu fixe, par les nouveaux mandats de 5,1 milliards de dollars et par les actifs sous gestion de 0,9 milliard de dollars liés à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier.

Tableau 10 – Ventilation des actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics : variation depuis le début de l'exercice (en millions de dollars)

| | Marchés publics, excluant les ASG sous-conseillés par PineStone | | | | Marchés publics – ASG sous-conseillés par PineStone | | | | TOTAL MARCHÉS PUBLICS |
|---|---|---------------------------|----------------|----------------|---|---------------------------|----------------|-----------------|-----------------------|
| | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL | |
| ASG – 31 décembre 2024 | 54 969 | 39 837 | 8 544 | 103 350 | 20 817 | 20 273 | 2 955 | 44 045 | 147 395 |
| Nouveaux mandats | 2 042 | 858 | 277 | 3 177 | 20 | — | 2 | 22 | 3 199 |
| Mandats perdus | (663) | (138) | (349) | (1 150) | (298) | (6 141) | (34) | (6 473) | (7 623) |
| Contributions nettes | (361) | (580) | (991) | (1 932) | (3 584) | (1 464) | (357) | (5 405) | (7 337) |
| Croissance interne nette | 1 018 | 140 | (1 063) | 95 | (3 862) | (7 605) | (389) | (11 856) | (11 761) |
| Marché | 2 787 | 1 588 | 920 | 5 295 | 1 292 | 1 156 | (158) | 2 290 | 7 585 |
| Transactions stratégiques ¹⁾ | 23 | (592) | — | (569) | (332) | (209) | — | (541) | (1 110) |
| ASG – 31 décembre 2025 | 58 797 | 40 973 | 8 401 | 108 171 | 17 915 | 13 615 | 2 408 | 33 938 | 142 109 |

¹⁾ Se rapporte au transfert de mandats axés sur la stratégie de fonds équilibrés pour lesquels PineStone est sous-conseiller vers des mandats fondés sur des actions américaines de croissance au cours du quatrième trimestre de 2025, ainsi qu'à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap réalisée au cours du deuxième trimestre de 2025.

Marchés publics

Au 31 décembre 2025, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés publics s'élevaient à 142,1 milliards de dollars, comparativement à 147,4 milliards de dollars au 31 décembre 2024, soit une baisse de 5,3 milliards de dollars, ou 3,6 %, puisque la croissance interne nette négative de 11,9 milliards de dollars liée à PineStone et la baisse de 1,1 milliard de dollars des actifs sous gestion attribuable à la clôture des stratégies Actions canadiennes de petite capitalisation et Opportunités micro cap réalisée au cours du deuxième trimestre

ont été partiellement contrebalancées par l'incidence favorable du marché de 7,6 milliards de dollars. La croissance interne nette négative liée à PineStone est attribuable à des mandats perdus de 6,5 milliards de dollars et à des contributions nettes négatives de 5,4 milliards de dollars. Les mandats perdus liés à PineStone comprennent des mandats d'environ 5,9 milliards de dollars qui, à notre connaissance, ont été retirés principalement de Canoe Financial LP et transférés directement à PineStone. À notre connaissance, le reste des mandats de PineStone fondés sur des actions qui ont été perdus, se chiffrent à environ 0,6 milliard de dollars, n'ont pas été transférés directement à PineStone. Les contributions nettes négatives de 5,4 milliards de dollars liées à PineStone proviennent de clients actuels qui ont simplement rééquilibré leur placement global, dont un montant de 3,6 milliards de dollars de clients du réseau de distribution Marchés institutionnels aux États-Unis, au Canada et en Asie, un montant de 1,5 milliard de dollars de clients du réseau de distribution Intermédiaires financiers de l'ensemble des régions, et un montant de 0,4 milliard de dollars de clients du réseau de distribution Gestion privée au Canada.

Compte non tenu des mandats de PineStone, des nouveaux mandats de 3,2 milliards de dollars ont été obtenus, dont un montant de 2,0 milliards de dollars provenant du réseau de distribution Marchés institutionnels, lié à divers mandats fondés sur des actions et des titres à revenu fixe pour des clients au Canada et à des mandats fondés sur des actions pour des clients aux États-Unis et dans la région EMOA. En outre, des nouveaux mandats de 0,9 milliard de dollars ont été obtenus au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, principalement en lien avec des mandats fondés sur des actions pour des clients au Canada. Ces nouveaux mandats ont été en grande partie contrebalancés par des contributions nettes négatives de 1,9 milliard de dollars, attribuables pour une bonne part à des mandats fondés sur des titres à revenu fixe pour des clients aux États-Unis et à des mandats fondés sur des actions pour des clients de la région EMOA, ainsi qu'à des mandats perdus de 1,2 milliard de dollars. Les mandats perdus comprennent principalement des mandats fondés sur des actions au sein des réseaux de distribution Marchés institutionnels et Gestion privée pour des clients aux États-Unis et au Canada. De plus, un transfert stratégique de mandats fondés sur des actions de la stratégie de fonds équilibrés pour lesquels PineStone est sous-conseiller vers des mandats fondés sur les actions américaines de croissance a été effectué au cours du quatrième trimestre, pour un montant de 0,5 milliard de dollars.

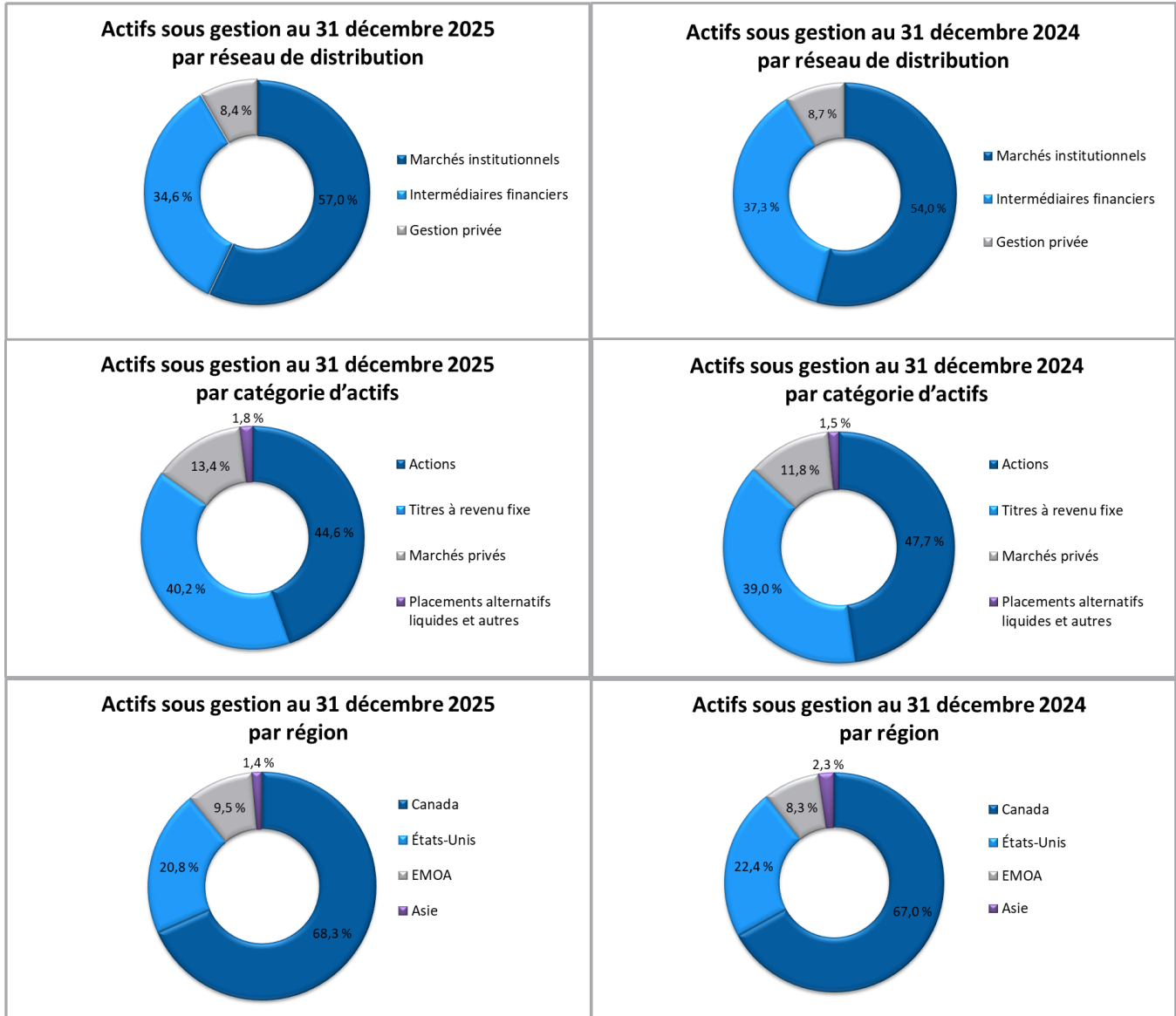
Marchés privés

Au 31 décembre 2025, les actifs sous gestion liés aux stratégies sur les marchés privés s'élevaient à 22,0 milliards de dollars, contre 19,7 milliards de dollars au 31 décembre 2024, soit une hausse de 2,3 milliards de dollars, ou 11,7 %. La hausse des actifs sous gestion est attribuable à des nouveaux mandats de 1,9 milliard de dollars, à des actifs sous gestion de 0,9 milliard de dollars découlant de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier et à l'incidence favorable du marché de 0,7 milliard de dollars. Les nouveaux mandats correspondent en grande partie à des mandats de 0,8 milliard de dollars axés sur les infrastructures et l'immobilier au Canada, dans le cadre du lancement précédemment annoncé, en collaboration avec la Fraternité unie des charpentiers et menuisiers d'Amérique, de la Plateforme canadienne d'opportunités pour les travailleurs syndiqués. Les nouveaux mandats au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels sont notamment axés sur l'agriculture pour des clients de diverses régions et sur l'immobilier pour des clients de la région EMOA. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par des contributions nettes négatives de 0,9 milliard de dollars, lesquelles s'expliquent essentiellement par des remboursements de capital principalement attribuables aux mandats axés sur le crédit privé et l'agriculture pour des clients au Canada, et sur l'immobilier pour des clients de la région EMOA.

Les actifs sous gestion consolidés au 31 décembre 2025 comprenaient des capitaux engagés non déployés sur les marchés privés se chiffrent à 2,0 milliards de dollars, contre 0,9 milliard de dollars au 31 décembre 2024. L'augmentation est en grande partie attribuable au lancement de la Plateforme canadienne d'opportunités pour les travailleurs syndiqués.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par réseau de distribution, par catégorie d'actifs et par région au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, respectivement.



Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance, iii) des commissions d'engagements et frais de transaction, iv) de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées et v) des autres produits. La Société classe ses produits tirés des honoraires de gestion et des honoraires de performance dans deux plateformes de placement, à savoir celles liées aux plateformes de placement sur les marchés publics ou sur les marchés privés, et trois réseaux de distribution, à savoir Marchés institutionnels, Intermédiaires financiers et Gestion privée. Les produits sont ventilés par région principalement en fonction de l'emplacement des clients. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque réseau de distribution, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Les produits comprennent également les commissions d'engagement et frais de transaction liés aux stratégies de placements sur les marchés privés et la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées dans lesquelles la Société possède des participations. Les autres produits, qui ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région, se composent principalement des frais administratifs, des produits d'intérêts, des produits provenant de fonds, des frais de courtage et des honoraires de consultation dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, ainsi que des profits ou des pertes réalisés sur les contrats de change à terme.

Tableaux 11 – Produits trimestriels par plateforme de placement, réseau de distribution et région (en milliers de dollars)

| | | POUR LE TRIMESTRE CLOS LE | | | | | | | | TOTAL |
|---|-------------------|---------------------------|---------------------------|----------------|-----------------------|-------------------------|---------------------------|----------------|----------------------|---------|
| | | 31 décembre 2025 | | | | | | | | |
| | | MARCHÉS PUBLICS | | | | MARCHÉS PRIVÉS | | | | |
| | | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PUBLICS | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PRIVÉS | |
| Honoraires de gestion | <i>Canada</i> | 34 480 | 13 173 | 12 052 | 59 705 | 21 733 | 4 023 | 12 517 | 38 273 | 97 978 |
| | <i>États-Unis</i> | 10 750 | 17 406 | 1 959 | 30 115 | 3 037 | 5 | 4 | 3 046 | 33 161 |
| | <i>EMOA</i> | 3 382 | 7 098 | — | 10 480 | 7 404 | 870 | — | 8 274 | 18 754 |
| | <i>Asie</i> | 1 897 | 1 534 | — | 3 431 | 626 | — | — | 626 | 4 057 |
| | Total | 50 509 | 39 211 | 14 011 | 103 731 | 32 800 | 4 898 | 12 521 | 50 219 | 153 950 |
| Honoraires de performance | <i>Canada</i> | 634 | — | 2 | 636 | 4 067 | 85 | 1 604 | 5 756 | 6 392 |
| | <i>États-Unis</i> | — | — | — | — | 1 185 | 45 | 283 | 1 513 | 1 513 |
| | <i>EMOA</i> | — | 4 589 | — | 4 589 | 729 | — | 243 | 972 | 5 561 |
| | <i>Asie</i> | — | — | — | — | — | — | 39 | 39 | 39 |
| | Total | 634 | 4 589 | 2 | 5 225 | 5 981 | 130 | 2 169 | 8 280 | 13 505 |
| Commissions d'engagement et frais de transaction | <i>Canada</i> | — | — | — | — | 2 816 | 218 | 1 203 | 4 237 | 4 237 |
| | <i>États-Unis</i> | — | — | — | — | 50 | 2 | 4 | 56 | 56 |
| | <i>EMOA</i> | — | — | — | — | 3 292 | 9 | 1 | 3 302 | 3 302 |
| | <i>Asie</i> | — | — | — | — | 20 | — | 52 | 72 | 72 |
| | Total | — | — | — | — | 6 178 | 229 | 1 260 | 7 667 | 7 667 |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾ | <i>Canada</i> | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | <i>États-Unis</i> | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | <i>EMOA</i> | — | — | — | — | — | — | — | 598 | 598 |
| | <i>Asie</i> | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | Total | — | — | — | — | — | — | — | 598 | 598 |
| Autres produits ²⁾ | Total | — | — | — | 2 112 | — | — | — | 1 967 | 4 342 |
| Total des produits | | 51 143 | 43 800 | 14 013 | 111 068 | 44 959 | 5 257 | 15 950 | 68 731 | 180 062 |

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 263 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

| | | POUR LE TRIMESTRE CLOS LE | | | | | | | | TOTAL |
|---|-------------------|---------------------------|---------------------------|----------------|-----------------------|-------------------------|---------------------------|----------------|----------------------|---------|
| | | 30 septembre 2025 | | | | | | | | |
| | | MARCHÉS PUBLICS | | | | MARCHÉS PRIVÉS | | | | |
| | | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PUBLICS | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PRIVÉS | TOTAL |
| Honoraires de gestion | <i>Canada</i> | 33 038 | 12 225 | 12 042 | 57 305 | 21 628 | 3 932 | 12 796 | 38 356 | 95 661 |
| | <i>États-Unis</i> | 12 513 | 17 065 | 1 896 | 31 474 | 3 029 | 6 | — | 3 035 | 34 509 |
| | <i>EMOA</i> | 3 191 | 6 935 | — | 10 126 | 7 168 | 856 | — | 8 024 | 18 150 |
| | <i>Asie</i> | 2 313 | 1 515 | — | 3 828 | 645 | — | — | 645 | 4 473 |
| | Total | 51 055 | 37 740 | 13 938 | 102 733 | 32 470 | 4 794 | 12 796 | 50 060 | 152 793 |
| Honoraires de performance | <i>Canada</i> | 16 | — | — | 16 | 2 274 | 1 072 | 1 778 | 5 124 | 5 140 |
| | <i>États-Unis</i> | — | — | — | — | 871 | 1 | 2 | 874 | 874 |
| | <i>EMOA</i> | — | 154 | — | 154 | 626 | 187 | — | 813 | 967 |
| | <i>Asie</i> | — | — | — | — | 5 | — | 24 | 29 | 29 |
| | Total | 16 | 154 | — | 170 | 3 776 | 1 260 | 1 804 | 6 840 | 7 010 |
| Commissions d'engagement et frais de transaction | <i>Canada</i> | — | — | — | — | 1 025 | 89 | 224 | 1 338 | 1 338 |
| | <i>États-Unis</i> | — | — | — | — | 24 | — | — | 24 | 24 |
| | <i>EMOA</i> | — | — | — | — | 37 | 627 | — | 664 | 664 |
| | <i>Asie</i> | — | — | — | — | 3 | — | 3 | 6 | 6 |
| | Total | — | — | — | — | 1 089 | 716 | 227 | 2 032 | 2 032 |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾ | <i>Canada</i> | | | | | | | | — | — |
| | <i>États-Unis</i> | | | | | | | | — | — |
| | <i>EMOA</i> | | | | | | | | 1 387 | 1 387 |
| | <i>Asie</i> | | | | | | | | — | — |
| | Total | | | | | | | | 1 387 | 1 387 |
| Autres produits ²⁾ | Total | | | | 1 570 | | | | 2 052 | 3 868 |
| Total des produits | | 51 071 | 37 894 | 13 938 | 104 473 | 37 335 | 6 770 | 14 827 | 62 371 | 167 090 |

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 246 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

| | | POUR LE TRIMESTRE CLOS LE | | | | | | | | TOTAL |
|---|------------|---------------------------|---------------------------|----------------|-----------------------|-------------------------|---------------------------|----------------|----------------------|---------|
| | | 31 décembre 2024 | | | | | | | | |
| | | MARCHÉS PUBLICS | | | | MARCHÉS PRIVÉS | | | | |
| | | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PUBLICS | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PRIVÉS | |
| Honoraires de gestion | Canada | 32 184 | 18 341 | 11 465 | 61 990 | 20 462 | 4 588 | 13 554 | 38 604 | 100 594 |
| | États-Unis | 12 896 | 16 586 | 2 345 | 31 827 | 2 848 | — | 19 | 2 867 | 34 694 |
| | EMOA | 3 125 | 7 042 | — | 10 167 | 6 172 | 743 | — | 6 915 | 17 082 |
| | Asie | 1 701 | 1 997 | — | 3 698 | 662 | — | 4 | 666 | 4 364 |
| | Total | 49 906 | 43 966 | 13 810 | 107 682 | 30 144 | 5 331 | 13 577 | 49 052 | 156 734 |
| Honoraires de performance | Canada | 1 148 | — | — | 1 148 | 3 830 | 324 | 1 400 | 5 554 | 6 702 |
| | États-Unis | — | — | — | — | 172 | — | 20 | 192 | 192 |
| | EMOA | — | 4 373 | — | 4 373 | 1 873 | 44 | 342 | 2 259 | 6 632 |
| | Asie | — | — | — | — | 2 | — | 64 | 66 | 66 |
| | Total | 1 148 | 4 373 | — | 5 521 | 5 877 | 368 | 1 826 | 8 071 | 13 592 |
| Commissions d'engagement et frais de transaction | Canada | — | — | — | — | 4 515 | 410 | 937 | 5 862 | 5 862 |
| | États-Unis | — | — | — | — | 382 | — | 15 | 397 | 397 |
| | EMOA | — | — | — | — | 716 | 8 | 13 | 737 | 737 |
| | Asie | — | — | — | — | 37 | — | 1 | 38 | 38 |
| | Total | — | — | — | — | 5 650 | 418 | 966 | 7 034 | 7 034 |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾ | Canada | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | États-Unis | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | EMOA | — | — | — | — | — | — | — | 1 761 | 1 761 |
| | Asie | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | Total | — | — | — | — | — | — | — | 1 761 | 1 761 |
| Autres produits ²⁾ | Total | — | — | — | 2 841 | — | — | — | 1 888 | 4 890 |
| Total des produits | | 51 054 | 48 339 | 13 810 | 116 044 | 41 671 | 6 117 | 16 369 | 67 806 | 184 011 |

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 161 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Tableau 12 – Total des produits par région : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

| | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES | | |
|------------|------------------------------|-------------------|------------------|
| | 31 décembre 2025 | 30 septembre 2025 | 31 décembre 2024 |
| Canada | 111 855 | 105 183 | 116 259 |
| États-Unis | 35 036 | 35 421 | 35 490 |
| EMOA | 28 835 | 21 809 | 26 697 |
| Asie | 4 336 | 4 677 | 5 565 |
| | 180 062 | 167 090 | 184 011 |

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, les produits consolidés se sont chiffrés à 180,1 millions de dollars, comparativement à 167,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, en hausse de 13,0 millions de dollars, ou 7,8 %.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 111,1 millions de dollars, comparativement à 104,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, en hausse de 6,6 millions de dollars, ou 6,3 %. Les produits tirés des stratégies sur les marchés privés pour le trimestre clos le 31 décembre 2025 se sont chiffrés à 68,7 millions de dollars, comparativement à 62,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, en hausse de 6,3 millions de dollars, ou 10,1 %.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés se sont chiffrés à 154,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, contre 152,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, soit une hausse de 1,2 million de dollars, ou 0,8 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour le trimestre clos le 31 décembre 2025 se sont chiffrés à 103,7 millions de dollars, par rapport à 102,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, soit une hausse de 1,0 million de dollars, ou 1,0 %. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de 1,5 million de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers découlant de l'augmentation de l'actif sous gestion moyen, surtout en raison du moment de la croissance interne nette liée aux stratégies fondées sur les actions et à l'incidence favorable du marché. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par une diminution de 0,6 million de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels en raison des sorties nettes liées aux mandats de PineStone fondés sur des actions, facteur lui-même partiellement contrebalancé par la croissance interne nette positive, compte non tenu des mandats de PineStone.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés pour le trimestre clos le 31 décembre 2025 se sont chiffrés à 50,2 millions de dollars, soit un montant relativement stable par rapport à 50,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025. La hausse attribuable aux clients dans la région EMOA a été partiellement contrebalancée par une baisse attribuable aux clients au Canada.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance consolidés se sont chiffrés à 13,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, contre 7,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, soit une hausse de 6,5 millions de dollars, ou 92,9 %. Cette hausse comprenait une augmentation de 5,0 millions de dollars liée aux marchés publics et une augmentation de 1,5 million de dollars liée aux marchés privés. L'augmentation liée aux marchés publics découle des honoraires de performance qui se sont matérialisés grâce à des stratégies de placement pour des clients du réseau de distribution Intermédiaires financiers dans la région EMOA, ainsi qu'à des stratégies de placement pour des clients du réseau de distribution Marchés institutionnels au Canada. L'augmentation liée aux marchés privés découle principalement des honoraires de performance qui se sont matérialisés grâce aux stratégies axées sur l'immobilier.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont établis à 7,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, contre 2,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, en hausse de 5,7 millions de dollars. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des frais de transaction gagnés à l'égard des clients au Canada et dans la région EMOA au cours du trimestre considéré.

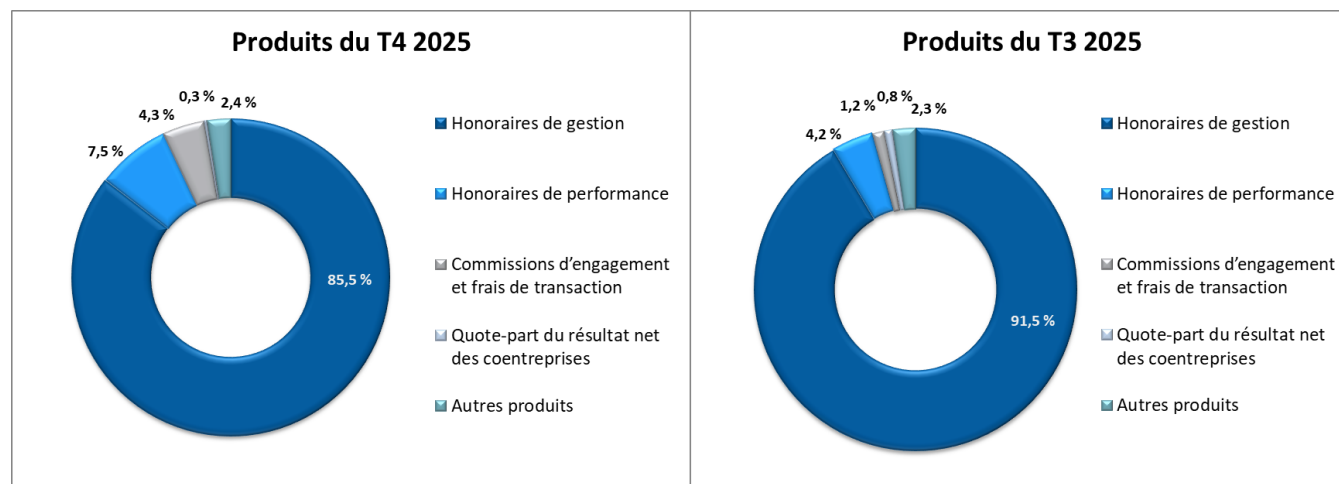
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 0,6 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, contre 1,4 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, en baisse de 0,8 million de dollars, ou 57,1 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés se sont élevés à 4,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à 3,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, soit une augmentation de 0,4 million de dollars, ou 10,3 %. Cette augmentation est principalement attribuable aux distributions de revenus reçues au cours du trimestre considéré.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 31 décembre 2025 et le 30 septembre 2025, respectivement.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les produits consolidés se sont chiffrés à 180,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, contre 184,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 3,9 millions de dollars, ou 2,1 %.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 111,1 millions de dollars, comparativement à 116,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, en baisse de 4,9 millions de dollars, ou 4,2 %. Les produits tirés des stratégies sur les marchés privés pour le trimestre clos le 31 décembre 2025 se sont chiffrés à 68,7 millions de dollars, comparativement à 67,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, en hausse de 0,9 million de dollars, ou 1,3 %.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés se sont chiffrés à 154,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à 156,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, en baisse de 2,7 millions de dollars, ou 1,7 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour le trimestre clos le 31 décembre 2025 se sont chiffrés à 103,7 millions de dollars, comparativement à 107,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, soit une baisse de 4,0 millions de dollars, ou 3,7 %. La baisse des honoraires de gestion est principalement attribuable à une diminution de 4,8 millions de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, en raison principalement de la baisse des produits liés à des clients au Canada, ce qui s'explique par les mandats de PineStone fondés sur des actions qui ont été perdus, dont le mandat auprès de Canoe Financial LP perdu au premier trimestre. La diminution attribuable aux sorties liées aux mandats de PineStone fondés sur des actions a été partiellement contrebalancée par l'incidence favorable du marché. La diminution au sein du réseau Intermédiaires financiers a été en partie contrebalancée par une augmentation de 0,6 million de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels, principalement attribuable aux honoraires de gestion additionnels reçus de clients au Canada en raison de l'incidence favorable du marché, facteur partiellement contrebalancé par les sorties nettes liées aux mandats de PineStone fondés sur des actions aux États-Unis.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés se sont chiffrés à 50,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à 49,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, soit une hausse de 1,1 million de dollars, ou 2,2 %. Cette hausse provient principalement de clients de la région EMOA en raison de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au premier trimestre de 2025. Ce facteur a été partiellement contrebalancé par la baisse des produits liés à diverses stratégies pour des clients au Canada.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance consolidés se sont chiffrés à 13,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à 13,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, soit une diminution de 0,1 million de dollars, ou 0,7 %, puisque la diminution de 0,3 million de dollars liée aux Marchés publics a été partiellement contrebalancée par une augmentation de 0,2 million de dollars liée aux Marchés privés.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont établis à 7,7 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, contre 7,0 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2024, en hausse de 0,7 million de dollars, ou 10,0 %. La hausse est attribuable à l'augmentation des frais de transaction provenant des clients dans la région EMOA, partiellement contrebalancée par la diminution des commissions d'engagement et frais de transaction provenant des clients au Canada.

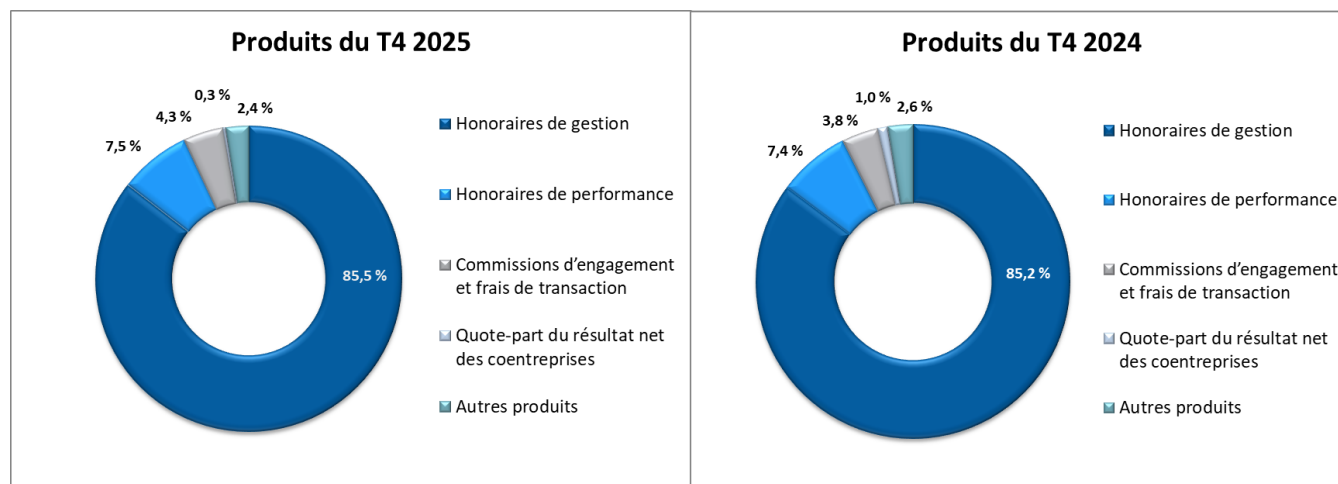
Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est établie à 0,6 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, contre 1,8 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 1,2 million de dollars, ou 66,7 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres produits consolidés pour le trimestre clos le 31 décembre 2025 se sont établis à 4,3 millions de dollars, comparativement à 4,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 0,6 million de dollars, ou 12,2 %. Cette baisse est principalement attribuable au règlement d'une certaine réclamation à l'exercice précédent.

Les graphiques qui suivent illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos le 31 décembre 2025 et le 31 décembre 2024, respectivement.



Tableaux 13 – Produits depuis le début de l'exercice par plateforme de placement, réseau de distribution et région (en milliers de dollars)

| | | POUR L'EXERCICE CLOS LE | | | | | | | | TOTAL |
|---|-------------------|-------------------------|---------------------------|----------------|-----------------------|-------------------------|---------------------------|----------------|----------------------|----------------|
| | | 31 décembre 2025 | | | | | | | | |
| | | MARCHÉS PUBLICS | | | | MARCHÉS PRIVÉS | | | | |
| | | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PUBLICS | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PRIVÉS | TOTAL |
| Honoraires de gestion | <i>Canada</i> | 133 975 | 49 985 | 48 212 | 232 172 | 84 368 | 17 332 | 51 487 | 153 187 | 385 359 |
| | <i>États-Unis</i> | 47 368 | 67 595 | 7 803 | 122 766 | 11 890 | 22 | 15 | 11 927 | 134 693 |
| | <i>EMOA</i> | 12 729 | 27 223 | — | 39 952 | 28 207 | 3 289 | — | 31 496 | 71 448 |
| | <i>Asie</i> | 8 714 | 6 390 | — | 15 104 | 2 546 | — | 2 | 2 548 | 17 652 |
| | Total | 202 786 | 151 193 | 56 015 | 409 994 | 127 011 | 20 643 | 51 504 | 199 158 | 609 152 |
| Honoraires de performance | <i>Canada</i> | 650 | — | 2 | 652 | 7 665 | 1 269 | 4 435 | 13 369 | 14 021 |
| | <i>États-Unis</i> | — | — | — | — | 2 056 | 49 | 290 | 2 395 | 2 395 |
| | <i>EMOA</i> | — | 4 759 | — | 4 759 | 1 364 | 273 | 244 | 1 881 | 6 640 |
| | <i>Asie</i> | — | — | — | — | 7 | — | 126 | 133 | 133 |
| | Total | 650 | 4 759 | 2 | 5 411 | 11 092 | 1 591 | 5 095 | 17 778 | 23 189 |
| Commissions d'engagement et frais de transaction | <i>Canada</i> | — | — | — | — | 6 246 | 597 | 2 157 | 9 000 | 9 000 |
| | <i>États-Unis</i> | — | — | — | — | 152 | 2 | 5 | 159 | 159 |
| | <i>EMOA</i> | — | — | — | — | 4 493 | 3 626 | 1 | 8 120 | 8 120 |
| | <i>Asie</i> | — | — | — | — | 39 | — | 67 | 106 | 106 |
| | Total | — | — | — | — | 10 930 | 4 225 | 2 230 | 17 385 | 17 385 |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾ | <i>Canada</i> | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | <i>États-Unis</i> | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | <i>EMOA</i> | — | — | — | — | — | — | — | 6 615 | 6 615 |
| | <i>Asie</i> | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | Total | — | — | — | — | — | — | — | 6 615 | 6 615 |
| Autres produits ²⁾ | Total | — | — | — | 6 810 | — | — | — | 8 979 | 16 656 |
| Total des produits | | 203 436 | 155 952 | 56 017 | 422 215 | 149 033 | 26 459 | 58 829 | 249 915 | 672 997 |

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 867 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Résultats d'exploitation et performance globale – Actifs sous gestion et produits

| | | POUR L'EXERCICE CLOS LE | | | | | | | | TOTAL |
|---|------------|-------------------------|---------------------------|----------------|-----------------------|-------------------------|---------------------------|----------------|----------------------|----------------|
| | | 31 décembre 2024 | | | | | | | | |
| | | MARCHÉS PUBLICS | | | | MARCHÉS PRIVÉS | | | | |
| | | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PUBLICS | Marchés institutionnels | Intermédiaires financiers | Gestion privée | TOTAL MARCHÉS PRIVÉS | |
| Honoraires de gestion | Canada | 128 285 | 73 286 | 46 929 | 248 500 | 79 834 | 16 915 | 53 980 | 150 729 | 399 229 |
| | États-Unis | 54 165 | 63 934 | 8 351 | 126 450 | 10 380 | — | 93 | 10 473 | 136 923 |
| | EMOA | 12 182 | 26 824 | — | 39 006 | 21 738 | 2 296 | — | 24 034 | 63 040 |
| | Asie | 2 301 | 7 840 | — | 10 141 | 2 646 | — | 16 | 2 662 | 12 803 |
| | Total | 196 933 | 171 884 | 55 280 | 424 097 | 114 598 | 19 211 | 54 089 | 187 898 | 611 995 |
| Honoraires de performance | Canada | 1 488 | — | — | 1 488 | 8 077 | 1 044 | 2 675 | 11 796 | 13 284 |
| | États-Unis | — | — | — | — | 1 243 | — | 38 | 1 281 | 1 281 |
| | EMOA | — | 6 472 | — | 6 472 | 2 838 | 293 | 343 | 3 474 | 9 946 |
| | Asie | — | — | — | — | 159 | — | 108 | 267 | 267 |
| | Total | 1 488 | 6 472 | — | 7 960 | 12 317 | 1 337 | 3 164 | 16 818 | 24 778 |
| Commissions d'engagement et frais de transaction | Canada | — | — | — | — | 9 219 | 710 | 1 745 | 11 674 | 11 674 |
| | États-Unis | — | — | — | — | 490 | — | 19 | 509 | 509 |
| | EMOA | — | — | — | — | 3 932 | 11 | 13 | 3 956 | 3 956 |
| | Asie | — | — | — | — | 97 | — | 22 | 119 | 119 |
| | Total | — | — | — | — | 13 738 | 721 | 1 799 | 16 258 | 16 258 |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées ¹⁾ | Canada | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | États-Unis | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | EMOA | — | — | — | — | — | — | — | 12 428 | 12 428 |
| | Asie | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| | Total | — | — | — | — | — | — | — | 12 428 | 12 428 |
| Autres produits ²⁾ | Total | — | — | — | 13 905 | — | — | — | 7 660 | 23 164 |
| Total des produits | | 198 421 | 178 356 | 55 280 | 445 962 | 140 653 | 21 269 | 59 052 | 241 062 | 688 623 |

¹⁾ La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées n'est pas ventilée par réseau de distribution.

²⁾ Les autres produits comprennent des produits de 1 599 \$ liés au siège social qui ne sont pas ventilés par plateforme de placement. Les autres produits ne sont pas ventilés par réseau de distribution ou région.

Tableau 14 – Total des produits par région : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

| | POUR LES EXERCICES CLOS LES | |
|------------|-----------------------------|------------------|
| | 31 décembre 2025 | 31 décembre 2024 |
| Canada | 421 891 | 436 830 |
| États-Unis | 137 591 | 139 145 |
| EMOA | 94 985 | 91 837 |
| Asie | 18 530 | 20 811 |
| | 672 997 | 688 623 |

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2025 et du cumul annuel au 31 décembre 2024

Les produits consolidés se sont chiffrés à 673,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, contre 688,6 millions de dollars pour l'exercice précédent, en baisse de 15,6 millions de dollars, ou 2,3 %.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les produits tirés des stratégies sur les marchés publics se sont chiffrés à 422,2 millions de dollars, comparativement à 446,0 millions de dollars pour l'exercice précédent, en baisse de 23,8 millions de dollars, 5,3 %. Les produits tirés des stratégies sur les marchés privés pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 se sont établis à 249,9 millions de dollars, comparativement à 241,1 millions de dollars pour l'exercice précédent, en hausse de 8,8 millions de dollars, ou 3,6 %.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 se sont chiffrés à 609,2 millions de dollars, contre 612,0 millions de dollars pour l'exercice précédent, en baisse de 2,8 millions de dollars, ou 0,5 %.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés publics pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 se sont chiffrés à 410,0 millions de dollars, par rapport à 424,1 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit une baisse de 14,1 millions de dollars, ou 3,3 %. La baisse est principalement attribuable à une diminution de 20,7 millions de dollars au sein du réseau de distribution Intermédiaires financiers, en raison principalement de la baisse des produits liés à des clients au Canada, ce qui s'explique par les mandats de PineStone fondés sur des actions qui ont été perdus, dont le mandat auprès de Canoe Financial LP perdu au premier trimestre. La diminution attribuable aux sorties liées aux mandats de PineStone fondés sur des actions a été partiellement contrebalancée par l'incidence favorable du marché et les entrées liées à des mandats pour de nouveaux clients. La diminution a été en partie contrebalancée par une augmentation de 5,9 millions de dollars au sein du réseau de distribution Marchés institutionnels, principalement attribuable aux honoraires de gestion additionnels reçus de clients en Asie et à l'augmentation des honoraires de gestion reçus de clients au Canada en raison de l'incidence favorable du marché, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des produits liés à des clients aux États-Unis, principalement attribuable à des mandats de PineStone fondés sur des actions.

Les honoraires de gestion liés aux stratégies sur les marchés privés pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 se sont chiffrés à 199,2 millions de dollars, comparativement à 187,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit une hausse de 11,3 millions de dollars, ou 6,0 %. Cette hausse provient principalement de clients de la région EMOA en raison de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au premier trimestre de 2025, de l'augmentation des actifs sous gestion déployés et d'une incidence favorable de la conversion des monnaies étrangères. De plus, les produits provenant de clients au Canada et aux États-Unis ont augmenté, en raison surtout de mandats axés sur l'agriculture grâce à la hausse des actifs sous gestion déployés.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance consolidés se sont élevés à 23,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparativement à 24,8 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une baisse de 1,6 million de dollars, ou 6,5 %. La baisse découle de la diminution des honoraires de performance liés aux marchés publics de 2,6 millions de dollars, partiellement contrebalancée par l'augmentation des honoraires de performance liés aux marchés privés de 1,0 million de dollars. La diminution des honoraires de performance sur les marchés publics découle principalement de la baisse des honoraires de performance matérialisés relativement à des stratégies de placement pour des clients du réseau de distribution Intermédiaires financiers dans la région EMOA et relativement à des stratégies de placement pour des clients du réseau de distribution Marchés institutionnels au Canada. L'augmentation des honoraires de performance liés aux marchés privés découle principalement de l'augmentation des honoraires de performance matérialisés relativement aux stratégies axées sur l'agriculture et sur les placements privés, partiellement contrebalancée par la diminution des honoraires de performance liés aux stratégies axées sur l'immobilier.

Commissions d'engagement et frais de transaction

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, les commissions d'engagement et frais de transaction consolidés se sont chiffrés à 17,4 millions de dollars, comparativement à 16,3 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une hausse de 1,1 million de dollars, ou 6,7 %. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des frais de transaction provenant des clients dans la région EMOA, partiellement contrebalancée par la diminution des commissions d'engagement et frais de transaction provenant des clients au Canada.

Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées

La quote-part consolidée du résultat net des coentreprises et entreprises associées s'est chiffrée à 6,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, contre 12,4 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une baisse de 5,8 millions de dollars, ou 46,8 %. La Société détient des participations dans un certain nombre de coentreprises et d'entreprises associées négligeables individuellement dans la plateforme de placement sur les marchés privés qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées peut sensiblement varier d'un trimestre à l'autre en raison de la nature à long terme des projets de coentreprises sous-jacents au sein de Fiera Real Estate UK.

Autres produits

Les autres revenus consolidés se sont chiffrés à 16,7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, contre 23,2 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une baisse de 6,5 millions de dollars, ou 28,0 %. Cette baisse est principalement attribuable au règlement d'une certaine réclamation à l'exercice précédent et à la baisse des produits d'intérêts, facteurs contrebalancés en partie par un versement anticipé d'honoraires reçu pour les Marchés privés au cours de l'exercice considéré.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – CHARGES

Frais de vente et charges générales et administratives

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 130,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à 122,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, soit une augmentation de 8,1 millions de dollars, ou 6,6 %. Cette augmentation est surtout imputable à la hausse des honoraires de sous-conseiller liée aux honoraires de performance comptabilisés au quatrième trimestre, à la hausse des frais de déplacement, ainsi qu'à la hausse de la charge de rémunération variable.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 130,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, contre 140,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 9,5 millions de dollars, ou 6,8 %. La baisse s'explique principalement par la diminution de la charge de rémunération fondée sur des actions, qui comprenait un montant de 3,4 millions de dollars lié à l'accélération de l'acquisition des droits au trimestre correspondant de l'exercice précédent, par la baisse des honoraires de sous-conseiller et par la baisse de la charge de rémunération fixe.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2025 et du cumul annuel au 31 décembre 2024

Les frais de vente et charges générales et administratives se sont établis à 497,4 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, contre 514,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 16,9 millions de dollars, ou 3,3 %. La diminution découle principalement de la baisse des honoraires de sous-conseiller et de la charge de rémunération du personnel.

Amortissements

Tableau 15 – Charge d'amortissement : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

| | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES | | | VARIATION | |
|---|------------------------------|-------------------|------------------|--------------------------|-------------------------|
| | 31 décembre 2025 | 30 septembre 2025 | 31 décembre 2024 | D'un trimestre à l'autre | D'un exercice à l'autre |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 7 973 | 8 825 | 8 332 | (852) | (359) |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 826 | 931 | 952 | (105) | (126) |
| Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation | 2 004 | 2 551 | 2 637 | (547) | (633) |
| Total de la charge d'amortissement | 10 803 | 12 307 | 11 921 | (1 504) | (1 118) |

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

La charge d'amortissement pour le trimestre clos le 31 décembre 2025 s'est établie à 10,8 millions de dollars, comparativement à 12,3 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, soit une diminution de 1,5 million de dollars, ou 12,2 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles liée aux ajustements de la répartition du prix d'achat des immobilisations incorporelles clients découlant de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier. De plus, la modification de certains contrats de location s'est traduite par une baisse de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation.

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

La charge d'amortissement s'est établie à 10,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, contre 11,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 1,1 million de dollars, ou 9,2 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation découlant de la modification de certains contrats de location. De plus, l'amortissement des immobilisations incorporelles a diminué en raison des ajustements de la répartition du prix d'achat pour les immobilisations corporelles découlant de l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2025 et du cumul annuel au 31 décembre 2024

Tableau 16 – Charge d'amortissement : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

| | POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS LES | | VARIATION |
|---|---|------------------|-------------------------|
| | 31 décembre 2025 | 31 décembre 2024 | D'un exercice à l'autre |
| Amortissement des immobilisations incorporelles | 34 172 | 33 406 | 766 |
| Amortissement des immobilisations corporelles | 3 630 | 4 056 | (426) |
| Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation | 9 793 | 11 640 | (1 847) |
| Total de la charge d'amortissement | 47 595 | 49 102 | (1 507) |

La charge d'amortissement s'est établie à 47,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, contre 49,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une diminution de 1,5 million de dollars, ou 3,1 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation découlant surtout de l'arrivée à échéance de certains contrats de location.

Intérêts sur la dette à long terme et les débetures

Tableau 17 – Intérêts sur la dette à long terme et les débetures : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

| | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES | | | VARIATION | |
|---|------------------------------|-------------------|------------------|--------------------------|-------------------------|
| | 31 décembre 2025 | 30 septembre 2025 | 31 décembre 2024 | D'un trimestre à l'autre | D'un exercice à l'autre |
| Intérêts sur la dette à long terme | 7 842 | 8 743 | 10 255 | (901) | (2 413) |
| Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises croisées | (714) | (1 067) | (1 385) | 353 | 671 |
| Intérêts sur les débetures | 4 947 | 4 843 | 3 166 | 104 | 1 781 |
| Total des intérêts sur la dette à long terme et les débetures | 12 075 | 12 519 | 12 036 | (444) | 39 |

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures se sont chiffrés à 12,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à 12,5 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, soit une diminution de 0,4 million de dollars, ou 3,2 %. La diminution est principalement attribuable à la baisse des intérêts sur la dette à long terme, en raison de la baisse des taux d'intérêt et de la diminution de l'encours moyen de la dette. La diminution a été partiellement contrebalancée par la hausse de la charge d'intérêts liée aux swaps de taux d'intérêt.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures se sont établis à 12,1 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à 12,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation négligeable de 0,1 million de dollars, ou 0,8 %. L'augmentation tient principalement à la hausse des intérêts sur les débetures découlant de l'émission des débetures hybrides à 7,75 % au cours de l'exercice considéré et à la hausse de la charge d'intérêts liée aux swaps de taux d'intérêt. Cette augmentation a été en grande partie contrebalancée par la baisse des intérêts sur la dette à long terme, principalement en raison de la baisse des taux d'intérêt et de la diminution de l'encours moyen de la dette.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2025 et du cumul annuel au 31 décembre 2024

Tableau 18 – Intérêts sur la dette à long terme et les débetures : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

| | POUR LES EXERCICES CLOS LES | | VARIATION |
|---|-----------------------------|------------------|-------------------------|
| | 31 décembre 2025 | 31 décembre 2024 | D'un exercice à l'autre |
| Intérêts sur la dette à long terme | 35 222 | 40 776 | (5 554) |
| Intérêts provenant des swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises croisées | (3 785) | (5 392) | 1 607 |
| Intérêts sur les débetures | 16 603 | 12 519 | 4 084 |
| Total des intérêts sur la dette à long terme et les débetures | 48 040 | 47 903 | 137 |

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures se sont établis à 48,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparativement à 47,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation négligeable de 0,1 million de dollars, ou 0,2 %. L'augmentation tient principalement à la hausse des intérêts sur les débetures découlant de l'émission des débetures hybrides à 7,75 % au cours de l'exercice considéré et à la hausse de la charge d'intérêts liée aux swaps de taux d'intérêt et aux swaps de devises. Ces hausses ont été en grande partie contrebalancées par la baisse des intérêts sur la dette à long terme, principalement en raison de la baisse des taux d'intérêt et de la diminution de l'encours moyen de la dette.

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières

Tableau 19 – Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières : variation d'un trimestre à l'autre (en milliers de dollars)

| | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES | | | VARIATION | |
|--|------------------------------|-------------------|------------------|--------------------------|-------------------------|
| | 31 décembre 2025 | 30 septembre 2025 | 31 décembre 2024 | D'un trimestre à l'autre | D'un exercice à l'autre |
| Intérêts sur les obligations locatives | 570 | 526 | 619 | 44 | (49) |
| Conversion des monnaies étrangères et variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés | (114) | 1 346 | 7 053 | (1 460) | (7 167) |
| Autres intérêts et charges financières | 56 | (63) | (76) | 119 | 132 |
| Total des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières | 512 | 1 809 | 7 596 | (1 297) | (7 084) |

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont élevés à 0,5 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à 1,8 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, soit une baisse de 1,3 million de dollars. Cette baisse découle principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan au cours du trimestre précédent, principalement en raison du raffermissement du dollar américain au cours de cette période.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont élevés à 0,5 million de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à 7,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 7,1 millions de dollars. Cette baisse découle principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2025 et du cumul annuel au 31 décembre 2024

Tableau 20 – Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières : variation depuis le début de l'exercice (en milliers de dollars)

| | POUR LES EXERCICES CLOS LES | | VARIATION |
|--|-----------------------------|------------------|-------------------------|
| | 31 décembre 2025 | 31 décembre 2024 | D'un exercice à l'autre |
| Intérêts sur les obligations locatives | 2 246 | 2 582 | (336) |
| Conversion des monnaies étrangères et variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés | (1 461) | 10 053 | (11 514) |
| Autres intérêts et charges financières | 1 229 | 359 | 870 |
| Total des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières | 2 014 | 12 994 | (10 980) |

Les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières se sont chiffrés à 2,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparativement à 13,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 11,0 millions de dollars, ou 84,6 %. Cette baisse découle principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan au cours de l'exercice précédent. La baisse a été partiellement contrebalancée par un ajustement de réévaluation de 1,0 million de dollars en lien avec le règlement anticipé des débetures hybrides à 8,25 % au cours de l'exercice considéré.

Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont chiffrés à 8,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, contre 3,4 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, soit une hausse de 5,4 millions de dollars. La hausse est principalement attribuable à une charge de 2,9 millions de dollars liée à une convention entre actionnaires membres de la direction relativement à l'acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement immobilier, ainsi qu'à l'augmentation des autres coûts de restructuration liés aux réorganisations corporatives.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont établis à 8,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, contre 3,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 5,0 millions de dollars. La hausse est principalement attribuable à une charge de 2,9 millions de dollars liée à une convention entre actionnaires membres de la direction relativement à l'acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement immobilier, ainsi qu'à l'augmentation des autres coûts de restructuration liés aux réorganisations corporatives.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2025 et du cumul annuel au 31 décembre 2024

Les coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts se sont établis à 25,1 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, contre 14,9 millions de dollars pour l'exercice précédent, en hausse de 10,2 millions de dollars, ou 68,5 %. La hausse est principalement attribuable à l'augmentation des coûts de restructuration liés aux indemnités de départ pour l'exercice considéré, en raison des changements au sein de la direction et de l'organisation. De plus, une charge de 2,9 millions de dollars a été comptabilisée en lien avec une convention entre actionnaires membres de la direction relativement à l'acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement immobilier.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET PERFORMANCE GLOBALE – RÉSULTAT NET

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 7,7 millions de dollars, soit 0,07 \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice de 5,8 millions de dollars, soit 0,05 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, ce qui représente une augmentation de 1,9 million de dollars, ou 32,8 %, du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. L'augmentation est attribuable aux facteurs suivants :

- une augmentation de 13,0 millions de dollars des produits, principalement attribuable à la hausse des honoraires de performance sur les marchés publics et les marchés privés, à la hausse des commissions d'engagement et frais de transaction ainsi qu'à la hausse des honoraires de gestion sur les marchés publics;
- une diminution de 1,3 million de dollars des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières, principalement en raison de l'incidence favorable de la réévaluation d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan.

Ces facteurs ayant contribué à l'augmentation du résultat net ont été partiellement contrebalancés par :

- une hausse de 8,1 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives en raison principalement de la hausse des honoraires de sous-conseiller liée aux honoraires de performance comptabilisés au quatrième trimestre, des frais de déplacement et de marketing et de la charge de rémunération variable;
- une hausse de 5,4 millions de dollars des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts, principalement attribuable à une charge liée à l'acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement immobilier, ainsi qu'à l'augmentation des autres coûts de restructuration liés aux réorganisations corporatives.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 7,7 millions de dollars, soit 0,07 \$ par action (de base et dilué), contre une perte nette de 0,2 million de dollars, soit (0,00) \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 7,9 millions de dollars du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. L'augmentation du résultat net est attribuable aux facteurs suivants :

- une diminution de 9,5 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, principalement attribuable à une baisse de la charge de rémunération fondée sur des actions en raison de l'accélération de l'acquisition des droits au trimestre correspondant de l'exercice précédent, de la baisse des honoraires de sous-conseiller et de la baisse de la charge de rémunération fixe;
- une diminution de 7,1 millions de dollars des intérêts sur les obligations locatives, de la conversion des monnaies étrangères et des autres charges financières, découlant principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Résultats d'exploitation et performance globale – Résultat net

Ces facteurs ayant contribué à l'augmentation du résultat net ont été partiellement contrebalancés par :

- une hausse de 5,0 millions de dollars des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts, principalement attribuable à une charge liée à l'acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement immobilier, ainsi qu'à l'augmentation des autres coûts de restructuration liés aux réorganisations corporatives;
- une diminution des produits de 3,9 millions de dollars, principalement attribuable à la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics et à la baisse de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, facteurs contrebalancés en partie par une hausse des honoraires de gestion sur les marchés privés.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2025 et du cumul annuel au 31 décembre 2024

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société correspondant à un bénéfice de 39,0 millions de dollars, soit 0,36 \$ par action (de base) et 0,34 \$ (dilué), contre un résultat net correspondant à un bénéfice de 25,0 millions de dollars, soit 0,23 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 14,0 millions de dollars, ou 56,0 %, du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. L'augmentation est attribuable aux facteurs suivants :

- une diminution de 16,9 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives découlant principalement de la baisse des honoraires de sous-conseiller et de la charge de rémunération du personnel;
- une réévaluation de 12,7 millions de dollars d'un placement lié à une acquisition, relativement à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier au cours de l'exercice considéré;
- une diminution de 11,0 millions de dollars des intérêts sur les obligations locatives, de la conversion des monnaies étrangères et des autres charges financières, découlant principalement de la réévaluation défavorable d'éléments monétaires libellés en monnaies étrangères au sein du bilan au cours de l'exercice précédent.

Ces facteurs ayant contribué à l'augmentation du résultat net ont été partiellement contrebalancés par :

- une diminution de 15,6 millions de dollars des produits en raison principalement de la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics, de la baisse des autres produits et de la diminution de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées, facteurs partiellement compensés par la hausse des honoraires de gestion sur les marchés privés.
- une hausse de 10,2 millions de dollars des coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts, principalement attribuable à l'augmentation des indemnités de départ pour l'exercice considéré en raison des changements au sein de la direction et de l'organisation, et à une charge liée à l'acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement immobilier.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de la charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et nous n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

Nous définissons le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (le « BAIIA »). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des coûts de restructuration, des frais liés aux acquisitions et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, de la perte (du profit) sur les placements, de la réévaluation d'un placement lié à une acquisition, des autres charges (produits), et des charges de rémunération fondée sur des actions.

Le **BAIIA ajusté par action (de base)** est calculé comme le BAIIA ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période. Le **BAIIA ajusté par action (dilué)** est calculé comme le BAIIA ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions dilués en circulation au cours de la période. Le BAIIA ajusté par action de base et le BAIIA ajusté par action dilués sont calculés au moyen du même nombre moyen pondéré d'actions en circulation que, respectivement, le résultat net par action de base et dilués calculés conformément aux IFRS, que le résultat net corresponde à un bénéfice ou à une perte.

Nous estimons que le BAIIA, le BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action (de base et dilués) sont des mesures utiles en ce qu'elles permettent d'évaluer la performance de nos activités de base et les tendances du secteur d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus, que nous ne considérons pas comme représentatifs de la performance de nos activités de base courante. La direction utilise également ces mesures clés de la performance pour établir les budgets et les prévisions internes, pour évaluer les programmes de rémunération de la direction, pour lesquels ces mesures constituent des facteurs importants, pour évaluer les acquisitions éventuelles et pour comparer les résultats des activités de base de la période considérée avec ceux des périodes historiques correspondantes et avec la performance des activités de base d'autres sociétés de notre secteur. La Société considère que ses activités de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme la

restructuration et les acquisitions et les autres charges (produits) ne sont pas considérés comme des coûts de base. La charge d'amortissement et les variations de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat connexes sont, de par leur nature, sans effet sur la trésorerie. La charge de rémunération fondée sur des actions est également exclue, puisqu'elle entraîne une volatilité découlant de l'évaluation du cours de l'action de la Société, qu'elle n'est pas directement liée à la performance des activités de base, qu'elle peut être réglée en actions et qu'elle est par conséquent sans effet sur la trésorerie dans certains cas. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et qu'ils pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Nous définissons la **marge du BAIIA ajusté** comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

Le **résultat net ajusté** est le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la charge d'amortissement, de la rémunération fondée sur des actions, ainsi que des coûts de restructuration, des frais liés aux acquisitions et autres coûts après impôt, de la désactualisation après impôt et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, de la désactualisation de l'intérêt effectif sur les débetures après impôt, de la réévaluation après impôt d'un placement lié à une acquisition, ainsi que des autres charges (produits) après impôt.

Le **résultat net ajusté par action (de base)** est calculé comme le résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période. Le **résultat net ajusté par action (dilué)** est calculé comme le résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions dilués en circulation au cours de la période. Le résultat net ajusté par action de base et le résultat net ajusté par action dilués sont calculés au moyen du même nombre moyen pondéré d'actions en circulation que, respectivement, le résultat net par action de base et dilués calculés conformément aux IFRS, que le résultat net corresponde à un bénéfice ou à une perte.

Nous estimons que le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilués) sont des mesures utiles en ce qu'elles permettent d'évaluer la performance globale de la Société d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et qu'ils pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Les **flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois** correspondent aux 12 derniers mois de trésorerie disponible aux fins de distribution aux actionnaires ou de réinvestissement. Nous définissons les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois comme étant les entrées ou sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ajustées pour comprendre : la trésorerie versée aux fins du règlement d'obligations au titre du prix d'achat; le produit tiré du billet à ordre; les distributions reçues des coentreprises et entreprises associées (déduction faite des investissements); les dividendes et autres distributions versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres; les paiements de location; et l'intérêt versé sur la dette à long terme et les débetures. Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois excluent les frais liés aux acquisitions et autres coûts et les autres coûts de restructuration. Les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois sont présentés pour les 12 derniers mois consécutifs, étant donné qu'une mesure calculée en fonction des 12 derniers mois réduit l'incidence de la fluctuation du fonds de roulement en raison du moment où le calcul est effectué au cours de l'exercice. Les **flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois par action** sont calculés comme les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois divisés par le nombre moyen pondéré d'actions de base en circulation au cours de la période.

Mesures non conformes aux IFRS

Nous estimons que les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois et les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois sont des mesures utiles, car elles offrent des renseignements additionnels sur la trésorerie disponible que la Société pourrait affecter au remboursement du capital aux actionnaires, au déploiement du capital à des fins de réinvestissement dans l'entreprise ou à une réduction de l'endettement.

La **dette nette** correspond à la valeur comptable de la dette à long terme et des débentures, majorée de la juste valeur des swaps de devises croisées, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, telle qu'elle est présentée dans l'état de la situation financière des états financiers consolidés.

Nous définissons le **ratio de la dette nette** comme étant le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté des 12 derniers mois.

La dette nette et le ratio de la dette nette sont couramment utilisés pour évaluer le levier financier. Nous sommes d'avis qu'il s'agit de mesures utiles, car elles permettent de mieux comprendre la capacité de la Société à respecter ses obligations financières courantes.

Les tableaux 30, 31, 32 et 33 présentent un rapprochement des mesures non conformes aux IFRS et des mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables.

Mesures non conformes aux IFRS

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté et le BAIIA ajusté par action de la Société.

Tableau 21 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

| | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES | | | POUR LES EXERCICES CLOS LES | |
|---|------------------------------|-------------------|------------------|-----------------------------|------------------|
| | 31 décembre 2025 | 30 septembre 2025 | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2025 | 31 décembre 2024 |
| Résultat net | 11 730 | 9 965 | 2 858 | 51 557 | 35 262 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 6 291 | 5 395 | 4 733 | 17 164 | 14 708 |
| Amortissements | 10 803 | 12 307 | 11 921 | 47 595 | 49 102 |
| Intérêts sur la dette à long terme et les débetures | 12 075 | 12 519 | 12 036 | 48 040 | 47 903 |
| Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières | 512 | 1 809 | 7 596 | 2 014 | 12 994 |
| BAIIA | 41 411 | 41 995 | 39 144 | 166 370 | 159 969 |
| Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts | 8 790 | 3 405 | 3 816 | 25 125 | 14 871 |
| Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres | (107) | (377) | 320 | (1 423) | (1 717) |
| Rémunération fondée sur des actions | 5 170 | 5 746 | 9 522 | 18 537 | 21 465 |
| Profit sur les placements, montant net | (680) | (203) | (115) | (1 615) | (772) |
| Réévaluation d'un placement lié à une acquisition | — | — | — | (12 730) | — |
| Autres charges (produits) | 88 | (241) | 713 | (172) | 1 948 |
| BAIIA ajusté | 54 672 | 50 325 | 53 400 | 194 092 | 195 764 |
| Marge du BAIIA ajusté | 30,4 % | 30,1 % | 29,0 % | 28,8 % | 28,4 % |
| Par action (de base) | 0,51 | 0,47 | 0,50 | 1,81 | 1,83 |
| Par action (dilué) | 0,43 | 0,45 | 0,50 | 1,51 | 1,80 |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base (en milliers) | 106 699 | 106 742 | 107 609 | 107 394 | 107 060 |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers) | 126 609 | 110 709 | 107 609 | 128 211 | 108 899 |

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, le BAIIA ajusté s'est établi à 54,7 millions de dollars, soit 0,51 \$ par action (de base) et 0,43 \$ par action (dilué), contre 50,3 millions de dollars, soit 0,47 \$ par action (de base) et 0,45 \$ par action (dilué), pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, ce qui représente une augmentation de 4,4 millions de dollars, ou 8,7 %. L'augmentation du BAIIA ajusté est principalement attribuable à une hausse de 13,0 millions de dollars des produits découlant principalement de la hausse des honoraires de performance qui se sont matérialisés pour les stratégies sur les marchés publics, et de la hausse des commissions d'engagement et frais de transaction. L'augmentation du BAIIA ajusté a été partiellement contrebalancée par la hausse de 8,6 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la charge de rémunération fondée sur des actions, principalement attribuable à l'augmentation des honoraires de sous-conseiller liée aux honoraires de performance, à l'augmentation des frais de déplacement et à l'augmentation de la rémunération variable.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, le BAIIA ajusté s'est établi à 54,7 millions de dollars, soit 0,51 \$ par action (de base) et 0,43 \$ par action (dilué), contre 53,4 millions de dollars, soit 0,50 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 1,3 million de dollars, ou 2,4 %. L'augmentation du BAIIA ajusté est principalement attribuable à la baisse de 5,2 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, en raison principalement de la baisse des honoraires de sous-conseiller et de la rémunération fixe. L'augmentation du BAIIA ajusté a été contrebalancée en partie par la baisse des produits de 3,9 millions de dollars, en raison principalement de la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2025 et du cumul annuel au 30 septembre 2024

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, le BAIIA ajusté s'est établi à 194,1 millions de dollars, soit 1,81 \$ par action (de base) et 1,51 \$ par action (dilué), contre 195,8 millions de dollars, soit 1,83 \$ par action (de base) et 1,80 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 1,7 million de dollars, ou 0,9 %. La diminution tient à la baisse des produits de 15,6 millions de dollars, en raison principalement de la baisse des honoraires de gestion sur les marchés publics, de la quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées et des autres produits, facteurs contrebalancés en partie par la hausse des honoraires de gestion sur les marchés privés. Cette diminution du BAIIA ajusté a été en grande partie contrebalancée par la baisse de 13,9 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, ce qui découle essentiellement de la baisse des honoraires de sous-conseiller.

Mesures non conformes aux IFRS

Résultat net ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société.

Tableau 22 – Résultat net et résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

| | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES | | | POUR LES EXERCICES CLOS LES | |
|--|------------------------------|----------------------|---------------------|-----------------------------|---------------------|
| | 31 décembre 2025 | 30 septembre 2025 | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2025 | 31 décembre 2024 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | 7 667 | 5 834 | (192) | 39 047 | 24 987 |
| Amortissements | 10 803 | 12 307 | 11 921 | 47 595 | 49 102 |
| Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts | 8 790 | 3 405 | 3 816 | 25 125 | 14 871 |
| Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, et intérêt effectif sur les débetures | 403 | 30 | 599 | 50 | (746) |
| Rémunération fondée sur des actions | 5 170 | 5 746 | 9 522 | 18 537 | 21 465 |
| Réévaluation d'un placement lié à une acquisition | — | — | — | (12 730) | — |
| Autres charges (produits) | 88 | (241) | 713 | (172) | 1 948 |
| Incidence fiscale des éléments ci-dessus | (3 029) | (2 047) | (3 530) | (9 902) | (8 908) |
| Résultat net ajusté | 29 892 | 25 034 | 22 849 | 107 550 | 102 719 |
| Par action (de base) | | | | | |
| Résultat net | 0,07 | 0,05 | (0,00) | 0,36 | 0,23 |
| Résultat net ajusté | 0,28 | 0,23 | 0,21 | 1,00 | 0,96 |
| Par action (dilué) | | | | | |
| Résultat net | 0,07 | 0,05 | (0,00) | 0,34 | 0,23 |
| Résultat net ajusté | 0,24 | 0,23 | 0,21 | 0,87 | 0,94 |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base (en milliers) | 106 699 | 106 742 | 107 609 | 107 394 | 107 060 |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué (en milliers) | 126 609 | 110 709 | 107 609 | 128 211 | 108 899 |

Mesures non conformes aux IFRS

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Le résultat net ajusté s'est établi à 29,9 millions de dollars, soit 0,28 \$ par action (de base) et 0,24 \$ par action (dilué), pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à un résultat net ajusté de 25,0 millions de dollars, soit 0,23 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre clos le 30 septembre 2025, ce qui représente une augmentation de 4,9 millions de dollars, ou 19,6 %. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des produits de 13,0 millions de dollars et à la baisse des intérêts sur les obligations locatives, à la conversion des monnaies étrangères et aux autres charges de 1,3 million de dollars, s'expliquant essentiellement par la réévaluation favorable du change au bilan, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse de 8,6 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, le résultat net ajusté s'est établi à 29,9 millions de dollars, soit 0,28 \$ par action (de base) et 0,24 \$ par action (dilué), contre 22,8 millions de dollars, soit 0,21 \$ par action (de base et dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 7,1 millions de dollars, ou 31,1 %. Cette augmentation est principalement attribuable à la baisse de 5,2 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, et à la baisse des intérêts sur les obligations locatives, à la conversion des monnaies étrangères et aux autres charges financières de 7,1 millions de dollars, principalement en raison des pertes inscrites au bilan et liées à la réévaluation du change au trimestre correspondant de l'exercice précédent, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des produits de 3,9 millions de dollars.

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2025 et du cumul annuel au 30 septembre 2024

Le résultat net ajusté pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 s'est établi à 107,6 millions de dollars, soit 1,00 \$ par action (de base) et 0,87 \$ par action (dilué), comparativement à un résultat net ajusté de 102,7 millions de dollars, soit 0,96 \$ par action (de base) et 0,94 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 4,9 millions de dollars, ou 4,8 %. Cette augmentation est principalement attribuable à la baisse de 13,9 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives, compte non tenu de la rémunération fondée sur des actions, et à la baisse des intérêts sur les obligations locatives, à la conversion des monnaies étrangères et aux autres charges financières de 11,0 millions de dollars, principalement en raison des pertes inscrites au bilan et liées à la réévaluation du change à l'exercice précédent, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des produits de 15,6 millions de dollars et la hausse de la charge d'impôt sur le résultat net ajusté de 3,5 millions de dollars.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Risque de liquidité

La Société cherche à disposer de liquidités suffisantes pour régler ses passifs à mesure qu'ils viennent à échéance. Elle surveille le solde de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation afin de pouvoir s'acquitter de ses obligations.

La Société génère suffisamment de trésorerie à partir de ses activités d'exploitation et, grâce à sa dette à long terme, dispose de financement suffisant pour lui permettre de financer ses activités et d'honorer ses obligations à leur échéance.

Flux de trésorerie

En plus des frais de vente et charges générales et administratives, la Société affecte sa trésorerie notamment aux versements de dividendes, aux rachats d'actions, au service de la dette, aux dépenses d'investissement et aux acquisitions d'entreprises.

Selon les projections actuelles, nous prévoyons disposer de ressources financières suffisantes (grâce essentiellement à l'utilisation de nos entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation, à des emprunts, à des facilités de crédit et à l'émission de capital social) pour financer notre plan d'affaires, répondre à nos besoins en fonds de roulement et maintenir un niveau de dépenses approprié.

Situation de trésorerie et sources de financement

Tableau 23 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

| | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES | | | POUR LES EXERCICES CLOS LES | | |
|--|---------------------------------|---------------------|-----------|--------------------------------|---------------------|-----------|
| | 31 décembre 2025 | 31 décembre 2024 | VARIATION | 31 décembre 2025 | 31 décembre 2024 | VARIATION |
| Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement | 49 126 | 47 487 | 1 639 | 165 964 | 167 935 | (1 971) |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation | (2 487) | 4 464 | (6 951) | (32 377) | (33 931) | 1 554 |
| Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation | 46 639 | 51 951 | (5 312) | 133 587 | 134 004 | (417) |
| Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement | 2 169 | (695) | 2 864 | (2 180) | 9 389 | (11 569) |
| Sorties de trésorerie liées aux activités de financement | (39 210) | (45 890) | 6 680 | (125 872) | (175 226) | 49 354 |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | 9 598 | 5 366 | 4 232 | 5 535 | (31 833) | 37 368 |
| Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères | 237 | 86 | 151 | 788 | 1 584 | (796) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période | 31 844 | 29 904 | 1 940 | 35 356 | 65 605 | (30 249) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période | 41 679 | 35 356 | 6 323 | 41 679 | 35 356 | 6 323 |
| Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois ¹ | 78 948 | 87 417 | (8 469) | 78 948 | 87 417 | (8 469) |

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 71 à 74.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 46,6 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à 52,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 5,4 millions de dollars, ou 10,4 %. Cette diminution est attribuable aux variations du fonds de roulement de 7,0 millions de dollars, principalement en raison du calendrier de recouvrement des débiteurs et de règlement des créditeurs. Cette diminution a été partiellement contrebalancée par la hausse des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement de 1,6 million de dollars, principalement attribuable à la baisse des frais de vente et charges générales et administratives.

Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 2,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, contre des sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement de 0,7 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une augmentation de 2,9 millions de dollars des entrées de trésorerie. Cette augmentation est principalement attribuable à la baisse de 2,0 millions de dollars des participations dans des coentreprises et des entreprises associées et à la hausse de 1,0 million de dollars des distributions reçues des coentreprises et entreprises associées.

Sorties de trésorerie liées aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 39,2 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, comparativement à des sorties de trésorerie liées aux activités de financement de 45,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 6,7 millions de dollars, ou 14,6 %. La diminution des sorties de trésorerie est principalement attribuable à la hausse de 70,1 millions de dollars des prélèvements sur la facilité de crédit et à la baisse de 11,0 millions de dollars des dividendes versés aux actionnaires, facteurs contrebalancés en partie par le rachat de débetures hybrides à 8,25 % pour un montant de 67,3 millions de dollars au cours du trimestre considéré et par l'augmentation de 6,3 millions de dollars des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres.

Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2025, les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois se sont chiffrés à 78,9 millions de dollars, contre 87,4 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 8,5 millions de dollars, ou 9,7 %. Cette diminution est principalement attribuable à l'augmentation de 10,4 millions de dollars des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres ainsi qu'à la diminution de 4,5 millions de dollars des distributions reçues des coentreprises et des entreprises associées, déduction faite des investissements. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par des règlements des obligations au titre du prix d'achat comptabilisés à l'exercice précédent de 2,4 millions de dollars, par la baisse des paiements de loyers de 2,0 millions de dollars et par la diminution de l'intérêt versé sur la dette à long terme et les débetures de 1,4 million de dollars.

Situation de trésorerie et sources de financement

Comparaison du cumul annuel au 31 décembre 2025 et du cumul annuel au 31 décembre 2024

Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 133,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, contre 134,0 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une légère diminution de 0,4 million de dollars, ou 0,3 %.

Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont élevées à 2,2 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparativement à des entrées de trésorerie de 9,4 millions de dollars pour l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation des sorties de trésorerie de 11,6 millions de dollars. Cette augmentation des sorties de trésorerie est principalement attribuable au montant de 7,7 millions de dollars affecté à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier et à la baisse de 6,8 millions de dollars des distributions reçues des coentreprises et entreprises associées. Ce résultat a été en partie contrebalancé par le règlement d'obligations au titre du prix d'achat de 2,4 millions de dollars au cours de l'exercice précédent.

Sorties de trésorerie liées aux activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement se sont élevées à 125,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comparativement à des sorties de trésorerie de 175,2 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit une diminution des sorties de trésorerie de 49,3 millions de dollars, ou 28,1 %. La diminution est principalement attribuable à l'émission de débentures hybrides s'élevant à 76,3 millions de dollars au cours de l'exercice considéré, à la baisse des dividendes versés aux actionnaires de 33,8 millions de dollars, à l'augmentation des prélèvements sur la facilité de crédit de 11,0 millions de dollars et à la baisse des impôts payés et du rachat d'actions ordinaires liés aux attributions fondées sur des actions de 6,6 millions de dollars. Ces diminutions ont été partiellement contrebalancées par le rachat de débentures hybrides à 8,25 % pour un montant de 67,3 millions de dollars au cours du trimestre considéré et par l'augmentation de 10,4 millions de dollars des dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres.

Composantes du total de la dette

Tableau 24 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

| | Au 31 décembre 2025 | Au 31 décembre 2024 |
|----------------------------------|------------------------|------------------------|
| Facilité de crédit renouvelable | 523 811 | 536 292 |
| Charges de financement différées | (1 388) | (1 845) |
| Partie non courante | 522 423 | 534 447 |

Facilité de crédit

Le 20 avril 2022, la Société a conclu la septième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») qui comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 700,0 millions de dollars (la « facilité ») pouvant être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

Situation de trésorerie et sources de financement

En décembre 2024, la date d'échéance de la facilité a été reportée du 20 avril 2026 au 20 décembre 2028. Chaque année, il est possible de demander une prorogation de un an de la facilité, mais celle-ci ne peut être prorogée au-delà de quatre ans après la date d'entrée en vigueur de la prorogation. La Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité pouvant aller jusqu'à 200,0 millions de dollars, sous réserve de l'acceptation des prêteurs.

La facilité porte intérêt à taux variable en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée. Les taux d'intérêt sont fondés sur le taux préférentiel canadien, sur le taux composé quotidien ajusté ou taux CORRA à terme, sur le taux de base des États-Unis ou sur le SOFR à terme ajusté qui, dans tous les cas, est majoré d'un écart établi en fonction du ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit.

Au 31 décembre 2025, le montant total prélevé sur la facilité se chiffrait à 523,8 millions de dollars, dont une tranche de 519,0 millions de dollars (378,6 millions de dollars américains) prélevée en dollars américains et une tranche de 4,8 millions de dollars prélevée en dollars canadiens. Du montant de 378,6 millions de dollars américains prélevé en dollars américains, une tranche de 298,6 millions de dollars américains était couverte au moyen d'un swap de devises croisées au 31 décembre 2025. Au 31 décembre 2024, le montant prélevé sur la facilité se chiffrait à 536,3 millions de dollars et avait été prélevé entièrement en dollars américains, soit un montant de 372,9 millions de dollars américains. Du montant de 372,9 millions de dollars américains prélevé en dollars américains, une tranche de 268,9 millions de dollars américains était couverte au moyen d'un swap de devises croisées au 31 décembre 2024.

Selon les modalités de l'entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives aux termes de l'entente de crédit.

Tableau 25 – Débentures (en milliers de dollars)

| | Au 31 décembre 2025 | Au 31 décembre 2024 |
|---|------------------------|------------------------|
| Débeture hybride à 6,0 % échéant le 30 juin 2027 | 99 784 | 99 618 |
| Débetures hybrides à 8,25 % rachetées le 31 décembre 2025 | — | 65 321 |
| Débetures hybrides à 7,75 % échéant le 30 juin 2030 | 76 659 | — |
| Partie non courante | 176 443 | 164 939 |

Débeture hybride à 6,0 % échéant le 30 juin 2027

Le 23 juin 2022, la Société a conclu un placement privé visant une débeture hybride subordonnée non garantie de premier rang échéant le 30 juin 2027, pour un montant en capital de 100,0 millions de dollars (la « débeture hybride à 6,0 % »), émise au pair en faveur du Fonds de solidarité FTQ. La débeture hybride à 6,0 % porte intérêt à un taux de 6,0 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, à compter du 31 décembre 2022.

Débetures hybrides à 8,25 % rachetées le 31 décembre 2025

Le 29 juin 2023, la Société a émis des débetures hybrides subordonnées non garanties de premier rang échéant le 31 décembre 2026 (les « débetures hybrides à 8,25 % ») pour un montant en capital de 65,0 millions de dollars au pair. Le 28 juillet 2023, la Société a émis des débetures hybrides subordonnées non garanties de premier rang additionnelles pour un montant en capital de 2,25 millions de dollars à la suite de l'exercice de l'option de surallocation.

Situation de trésorerie et sources de financement

Le 31 décembre 2025, la Société a racheté toutes les débetures hybrides à 8,25 % émises et en circulation à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, le dernier versement d'intérêt étant à payer le 31 décembre 2025. Un ajustement de réévaluation de 1,0 million de dollars, représentant des charges de financement différées non amorties, a été comptabilisé au titre des intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières dans l'état consolidé du résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Débetures hybrides à 7,75 % échéant le 30 juin 2030

Le 3 juin 2025, la Société a émis des débetures hybrides subordonnées non garanties de premier rang échéant le 30 juin 2030 (les « débetures hybrides à 7,75 % ») pour un montant en capital de 70,0 millions de dollars au pair. Les débetures hybrides à 7,75 % portent intérêt à un taux de 7,75 % par année, et les intérêts sont payables semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, le premier versement d'intérêt étant à payer le 31 décembre 2025.

Le 6 juin 2025, la Société a émis des débetures hybrides subordonnées non garanties de premier rang additionnelles pour un montant en capital de 10,0 millions de dollars à la suite de l'exercice de l'option de surallocation.

Tableau 26 – Obligations locatives courantes et non courantes (en milliers de dollars)

| | Au 31 décembre 2025 | Au 31 décembre 2024 |
|---|------------------------|------------------------|
| Partie courante des obligations locatives | 9 198 | 13 712 |
| Partie non courante des obligations locatives | 54 836 | 55 413 |
| Total des obligations locatives | 64 034 | 69 125 |

Obligations locatives

Les contrats de location de la Société concernent surtout des bureaux. Les contrats de location sont généralement conclus pour des périodes fixes; cependant, ils peuvent comporter des options de prolongation. Les modalités des contrats de location sont négociées individuellement et sont très variées. Les contrats de location n'imposent aucune clause restrictive, mais les actifs au titre de droits d'utilisation ne peuvent servir de garanties aux fins d'emprunt. La diminution du total des obligations locatives est principalement attribuable aux paiements de loyers, déduction faite des intérêts, facteur contrebalancé en partie par les entrées liées à de nouveaux contrats de location de bureaux.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de swaps de devises croisées, de swaps de devises et de swaps de taux d'intérêt ainsi que de contrats de change à terme, qui sont présentés à la juste valeur.

Situation de trésorerie et sources de financement

En février et en mars 2023, la Société a conclu des swaps de taux d'intérêt afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt de référence sur les emprunts à taux variable prélevés sur la facilité. Pour gérer ce risque, les swaps de taux d'intérêt consistent à échanger le taux composé quotidien ajusté CORRA contre un taux fixe appliqué au notionnel de chaque contrat. Les contrats de swap de taux d'intérêt viennent à échéance le 26 février 2026. Les swaps de taux d'intérêt sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et répondent aux exigences de la comptabilité de couverture. Par conséquent, la partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le montant du cumul est porté dans une réserve de couverture. Se reporter aux états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024 pour en savoir davantage sur les couvertures de flux de trésorerie.

Capital social

Tableau 27 – Le tableau qui suit présente le détail des actions ordinaires émises, entièrement réglées et en circulation (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

| | Actions de catégorie A | | Actions de catégorie B | | | Total |
|--|------------------------|----------------|------------------------|---------------|--------------------|----------------|
| | Nombre | \$ | Nombre | \$ | Nombre | \$ |
| Au 31 décembre 2024 | 88 399 954 | 814 180 | 19 412 401 | 30 891 | 107 812 355 | 845 071 |
| Émission d'actions | | | | | | |
| Unités d'actions liées au rendement, unités d'actions assujetties à des restrictions et unités assorties de droits à la plus-value réglées | 296 316 | 2 046 | — | — | 296 316 | 2 046 |
| Actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes | 116 182 | 677 | — | — | 116 182 | 677 |
| Rachat et annulation d'actions | (1 602 016) | (14 736) | — | — | (1 602 016) | (14 736) |
| Au 31 décembre 2025 | 87 210 436 | 802 167 | 19 412 401 | 30 891 | 106 622 837 | 833 058 |
| Au 31 décembre 2023 | 85 694 246 | 798 469 | 19 412 401 | 30 891 | 105 106 647 | 829 360 |
| Émission d'actions | | | | | | |
| Actions émises en guise de règlement des obligations au titre du prix d'achat | 1 378 829 | 9 958 | — | — | 1 378 829 | 9 958 |
| Unités d'actions liées au rendement, unités d'actions assujetties à des restrictions et unités assorties de droits à la plus-value réglées | 2 025 849 | 12 242 | — | — | 2 025 849 | 12 242 |
| Actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes | 71 896 | 660 | — | — | 71 896 | 660 |
| Rachat et annulation d'actions | (770 866) | (7 149) | — | — | (770 866) | (7 149) |
| Au 31 décembre 2024 | 88 399 954 | 814 180 | 19 412 401 | 30 891 | 107 812 355 | 845 071 |

Rachat et annulation d'actions

Le 8 août 2025, la Société a annoncé que la Bourse de Toronto avait approuvé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (l'« offre publique de rachat ») visant le rachat à des fins d'annulation d'un nombre maximal de 4 000 000 d'actions de catégorie A, soit environ 4,6 % de ses actions de catégorie A émises et en circulation au 4 août 2025, sur une période de 12 mois débutant le 16 août 2025 et se terminant au plus tard le 15 août 2026. La précédente offre publique de rachat a débuté le 16 août 2024 et a pris fin le 15 août 2025 (la « précédente offre publique de rachat »). En vertu de la précédente offre publique de rachat, la Société était aussi autorisée à racheter à des fins d'annulation un nombre maximal de 4 000 000 d'actions de catégorie A.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a racheté et annulé 1 602 016 actions de catégorie A dans le cadre de la précédente offre publique de rachat de la Société pour une contrepartie totale de 9,8 millions de dollars.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a racheté et annulé 770 866 actions de catégorie A dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société (l'« offre publique de rachat ») alors en vigueur, pour une contrepartie totale de 6,1 millions de dollars, soit 510 866 actions de catégorie A rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat ayant pris fin le 15 août 2024 pour une contrepartie totale de 4,1 millions de dollars, et 260 000 actions de catégorie A rachetées dans le cadre de la précédente offre publique de rachat pour une contrepartie totale d'environ 2,1 millions de dollars.

Dividendes

Au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société a déclaré des dividendes totalisant 11,5 millions de dollars (0,108 \$ par action) et 58,1 millions de dollars (0,540 \$ par action au total), respectivement, sur les actions de catégorie A et les actions de catégorie B avec droit de vote spécial (les « actions de catégorie B »). Au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a déclaré des dividendes totalisant 23,2 millions de dollars (0,216 \$ par action) et 91,8 millions de dollars (0,861 \$ par action au total), respectivement, sur les actions de catégorie A et les actions de catégorie B.

Au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2025, 57 999 et 172 552 actions de catégorie A ont été rachetées sur le marché libre pour un montant de 0,4 million de dollars et de 1,1 million de dollars, respectivement, en vue de régler les dividendes aux termes du régime de réinvestissement des dividendes. De plus, au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2025, aucune et 116 182 actions de catégorie A ont été émises pour un montant de néant et de 0,7 million de dollars, respectivement, lors d'un réinvestissement des dividendes aux termes du régime de réinvestissement des dividendes.

Au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2024, aucune et 276 877 actions de catégorie A ont été rachetées sur le marché libre pour un montant de néant et de 2,1 millions de dollars, respectivement, en vue de régler les dividendes aux termes du régime de réinvestissement des dividendes. De plus, au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2025, 71 896 actions de catégorie A ont été émises pour un montant de 0,7 million de dollars lors d'un réinvestissement des dividendes aux termes du régime de réinvestissement des dividendes.

Situation de trésorerie et sources de financement

Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme et des débentures hybrides, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par les prêteurs. La Société est tenue de maintenir un fonds de roulement minimal, calculé conformément au Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites, sur une base non consolidée. Aux 31 décembre 2025 et 2024, elle se conformait à ces exigences. La Société se conformait également aux clauses restrictives liées à l'endettement auxquelles elle était assujettie aux termes de la facilité.

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions, racheter et annuler des actions aux termes de l'offre publique de rachat, procéder à l'émission ou au remboursement de titres de créance, ou émettre des actions pour satisfaire aux obligations de paiement au titre de la débenture hybride à 6,0 % et des débentures hybrides à 7,75 %.

Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2025, la Société avait les obligations contractuelles suivantes :

Tableau 28 – Obligations contractuelles (en milliers de dollars)

| | Valeur comptable | Total | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | Par la suite |
|--|------------------|---------|--------|---------|---------|--------|--------|--------------|
| Dette à long terme | 523 811 | 523 811 | — | — | 523 811 | — | — | — |
| Débentures | 176 443 | 180 000 | — | 100 000 | — | — | 80 000 | — |
| Obligations locatives | 64 034 | 74 223 | 11 473 | 11 272 | 10 227 | 8 443 | 7 434 | 25 374 |
| Licences, services logiciels et autres | s.o. | 43 556 | 23 009 | 9 783 | 4 517 | 3 324 | 2 923 | — |
| Obligations liées aux acquisitions ¹⁾ | 2 522 | 4 686 | — | 200 | 3 010 | 884 | 252 | 340 |
| Obligations totales | 766 810 | 826 276 | 34 482 | 121 255 | 541 565 | 12 651 | 90 609 | 25 714 |

¹⁾ Représente les obligations au titre du prix d'achat et des honoraires de performance liées à l'acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement immobilier.

Passifs éventuels et provisions pour réclamations

Dans le cours normal de ses activités, la Société est assujettie à des réclamations et est impliquée dans des poursuites ainsi que des enquêtes d'ordre juridique, réglementaire et fiscal. De plus, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, des démarches judiciaires ont été engagées dans le cadre d'un conflit d'actionnaires à l'égard de Fiera Infrastructure Inc., une filiale de la Société. Comme il existe un certain nombre d'incertitudes intrinsèques concernant ces sujets, individuellement ou collectivement, il est actuellement impossible de prévoir raisonnablement l'issue définitive ou le montant et le calendrier des paiements associés à ces sujets. Compte tenu de l'information dont elle dispose actuellement, la direction estime que la défense ou la résolution de ces sujets, pris individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence défavorable significative sur la situation financière de la Société. La direction évalue régulièrement si les charges à payer ou les provisions constituées à l'égard de ces sujets sont adéquates. La Société souscrit des polices d'assurance susceptibles de fournir une protection contre ces réclamations. Au 31 décembre 2025, le total du passif relatif à ces sujets s'élevait à 9,8 millions de dollars (9,3 millions de dollars au 31 décembre 2024).

Sommaire des résultats trimestriels

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté, la marge du BAIIA ajusté, le résultat net et le résultat net ajusté de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres clos de la Société, ainsi que pour la période correspondant aux 12 derniers mois close le 31 décembre 2025.

Tableau 29 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et sauf les données par action)

| | 12 derniers mois ¹⁾ | T4 31 déc. 2025 | T3 30 sept. 2025 | T2 30 juin 2025 | T1 31 mars 2025 | T4 31 déc. 2024 | T3 30 sept. 2024 | T2 30 juin 2024 | T1 31 mars 2024 |
|---|--------------------------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| ASG ²⁾ | 163 274 | 164 080 | 166 949 | 160 474 | 161 594 | 167 111 | 165 471 | 158 862 | 165 165 |
| Total des produits | 672 997 | 180 062 | 167 090 | 162 974 | 162 871 | 184 011 | 171 711 | 164 786 | 168 115 |
| BAIIA ajusté ³⁾ | 194 092 | 54 672 | 50 325 | 45 692 | 43 403 | 53 400 | 51 685 | 45 284 | 45 395 |
| Marge du BAIIA ajusté ³⁾ | 28,8 % | 30,4 % | 30,1 % | 28,0 % | 26,6 % | 29,0 % | 30,1 % | 27,5 % | 27,0 % |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | 39 047 | 7 667 | 5 834 | 3 757 | 21 789 | (192) | 12 639 | 4 895 | 7 645 |
| Résultat net ajusté ³⁾ | 107 550 | 29 892 | 25 034 | 27 198 | 25 426 | 22 849 | 28 909 | 24 872 | 26 089 |
| PAR ACTION – DE BASE ⁴⁾ | | | | | | | | | |
| BAIIA ajusté ³⁾ | 1,81 | 0,51 | 0,47 | 0,42 | 0,40 | 0,50 | 0,48 | 0,42 | 0,43 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | 0,36 | 0,07 | 0,05 | 0,03 | 0,20 | (0,00) | 0,12 | 0,05 | 0,07 |
| Résultat net ajusté ³⁾ | 1,00 | 0,28 | 0,23 | 0,25 | 0,24 | 0,21 | 0,27 | 0,23 | 0,25 |
| PAR ACTION – DILUÉ ⁴⁾ | | | | | | | | | |
| BAIIA ajusté ³⁾ | 1,51 | 0,43 | 0,45 | 0,41 | 0,31 | 0,50 | 0,42 | 0,42 | 0,42 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | 0,34 | 0,07 | 0,05 | 0,03 | 0,17 | (0,00) | 0,11 | 0,04 | 0,07 |
| Résultat net ajusté ³⁾ | 0,87 | 0,24 | 0,23 | 0,24 | 0,20 | 0,21 | 0,25 | 0,23 | 0,24 |

¹⁾ Certains sous-totaux peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

²⁾ Les actifs sous gestion des 12 derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion de clôture pour les quatre derniers trimestres.

³⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 71 à 74.

⁴⁾ Les montants par action des 12 derniers mois sont fondés sur le résultat net annuel et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, de la marge du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 30 – Rapprochement du BAIIA et du BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

| | T4 2025 | T3 2025 | T2 2025 | T1 2025 | T4 2024 | T3 2024 | T2 2024 | T1 2024 |
|---|----------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Résultat net | 11 730 | 9 965 | 5 960 | 23 902 | 2 858 | 16 060 | 6 578 | 9 766 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 6 291 | 5 395 | 1 799 | 3 679 | 4 733 | 6 444 | 2 531 | 1 000 |
| Amortissements | 10 803 | 12 307 | 12 215 | 12 270 | 11 921 | 11 736 | 12 603 | 12 842 |
| Intérêts sur la dette à long terme et les débetures | 12 075 | 12 519 | 12 057 | 11 389 | 12 036 | 11 733 | 12 431 | 11 703 |
| Intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières | 512 | 1 809 | (740) | 433 | 7 596 | 389 | 2 087 | 2 922 |
| BAIIA | 41 411 | 41 995 | 31 291 | 51 673 | 39 144 | 46 362 | 36 230 | 38 233 |
| Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts | 8 790 | 3 405 | 10 112 | 2 818 | 3 816 | 1 422 | 5 140 | 4 493 |
| Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres | (107) | (377) | (7) | (932) | 320 | (238) | (680) | (1 119) |
| Rémunération fondée sur des actions | 5 170 | 5 746 | 5 022 | 2 599 | 9 522 | 3 357 | 4 813 | 3 773 |
| Perte (profit) sur les placements, montant net | (680) | (203) | (190) | (542) | (115) | (448) | (222) | 13 |
| Réévaluation d'un placement lié à une acquisition | — | — | — | (12 730) | — | — | — | — |
| Autres charges (produits) | 88 | (241) | (536) | 517 | 713 | 1 230 | 3 | 2 |
| BAIIA ajusté | 54 672 | 50 325 | 45 692 | 43 403 | 53 400 | 51 685 | 45 284 | 45 395 |
| Produits | 180 062 | 167 090 | 162 974 | 162 871 | 184 011 | 171 711 | 164 786 | 168 115 |
| Marge du BAIIA ajusté | 30,4 % | 30,1 % | 28,0 % | 26,6 % | 29,0 % | 30,1 % | 27,5 % | 27,0 % |
| BAIIA ajusté par action | | | | | | | | |
| De base | 0,51 | 0,47 | 0,42 | 0,40 | 0,50 | 0,48 | 0,42 | 0,43 |
| Dilué | 0,43 | 0,45 | 0,41 | 0,31 | 0,50 | 0,42 | 0,42 | 0,42 |

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 31 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

| | T4 2025 | T3 2025 | T2 2025 | T1 2025 | T4 2024 | T3 2024 | T2 2024 | T1 2024 |
|--|----------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | 7 667 | 5 834 | 3 757 | 21 789 | (192) | 12 639 | 4 895 | 7 645 |
| Amortissements | 10 803 | 12 307 | 12 215 | 12 270 | 11 921 | 11 736 | 12 603 | 12 842 |
| Coûts de restructuration, frais liés aux acquisitions et autres coûts | 8 790 | 3 405 | 10 112 | 2 818 | 3 816 | 1 422 | 5 140 | 4 493 |
| Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et autres, et intérêt effectif sur les débetures | 403 | 30 | 320 | (703) | 599 | (20) | (412) | (913) |
| Rémunération fondée sur des actions | 5 170 | 5 746 | 5 022 | 2 599 | 9 522 | 3 357 | 4 813 | 3 773 |
| Réévaluation d'un placement lié à une acquisition | — | — | — | (12 730) | — | — | — | — |
| Autres charges (produits) | 88 | (241) | (536) | 517 | 713 | 1 230 | 3 | 2 |
| Incidence fiscale des éléments ci-dessus | (3 029) | (2 047) | (3 692) | (1 134) | (3 530) | (1 455) | (2 170) | (1 753) |
| Résultat net ajusté | 29 892 | 25 034 | 27 198 | 25 426 | 22 849 | 28 909 | 24 872 | 26 089 |
| Par action (de base) | | | | | | | | |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | 0,07 | 0,05 | 0,03 | 0,20 | (0,00) | 0,12 | 0,05 | 0,07 |
| Résultat net ajusté | 0,28 | 0,23 | 0,25 | 0,24 | 0,21 | 0,27 | 0,23 | 0,25 |
| Par action (dilué) | | | | | | | | |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | 0,07 | 0,05 | 0,03 | 0,17 | (0,00) | 0,11 | 0,04 | 0,07 |
| Résultat net ajusté | 0,24 | 0,23 | 0,24 | 0,20 | 0,21 | 0,25 | 0,23 | 0,24 |

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 32 – Rapprochement des flux de trésorerie disponibles (en milliers de dollars)

| | T4 2025 | T3 2025 | T2 2025 | T1 2025 | T4 2024 | T3 2024 | T2 2024 | T1 2024 |
|--|---------------|---------------|---------------|-----------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|
| Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant l'incidence du fonds de roulement | 49 126 | 45 533 | 33 647 | 37 658 | 47 487 | 48 589 | 37 218 | 34 641 |
| Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation | (2 487) | 17 462 | 8 287 | (55 639) | 4 464 | 6 187 | 15 807 | (60 389) |
| Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation | 46 639 | 62 995 | 41 934 | (17 981) | 51 951 | 54 776 | 53 025 | (25 748) |
| Règlement d'obligations au titre du prix d'achat | — | — | — | — | (937) | — | (1 500) | — |
| Produit tiré du billet à ordre | 1 348 | 1 395 | 1 406 | 1 509 | 1 538 | 1 502 | 1 521 | 1 501 |
| Distributions reçues des coentreprises et entreprises associées, déduction faite des investissements | 2 682 | 321 | 4 061 | 531 | (321) | 925 | 8 137 | 3 326 |
| Dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle et autres | (6 284) | — | (1 191) | (9 110) | — | — | (6 215) | — |
| Paiements de loyers | (2 607) | (3 900) | (3 851) | (3 913) | (3 862) | (4 727) | (3 038) | (4 718) |
| Intérêts payés sur la dette à long terme et les débentures | (13 313) | (7 769) | (14 213) | (11 814) | (10 519) | (11 244) | (12 775) | (13 995) |
| Autres coûts de restructuration | 4 787 | 928 | 2 329 | 1 873 | 3 333 | 1 015 | 2 685 | 1 569 |
| Frais liés aux acquisitions et autres coûts ¹⁾ | — | — | 27 | 129 | 180 | — | — | 32 |
| Flux de trésorerie disponibles | 33 252 | 53 970 | 30 502 | (38 776) | 41 363 | 42 247 | 41 840 | (38 033) |
| Flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois | 78 948 | 87 059 | 75 336 | 86 674 | 87 417 | 95 215 | 121 148 | 71 847 |

¹⁾ Exclut les charges liées aux acquisitions sans effet sur la trésorerie résultant d'un regroupement d'entreprises (se reporter aux notes 4 et 5 des états financiers consolidés).

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau qui suit présente un rapprochement de la dette nette avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Tableau 33 – Rapprochement de la dette nette et du ratio de la dette nette (en milliers de dollars)

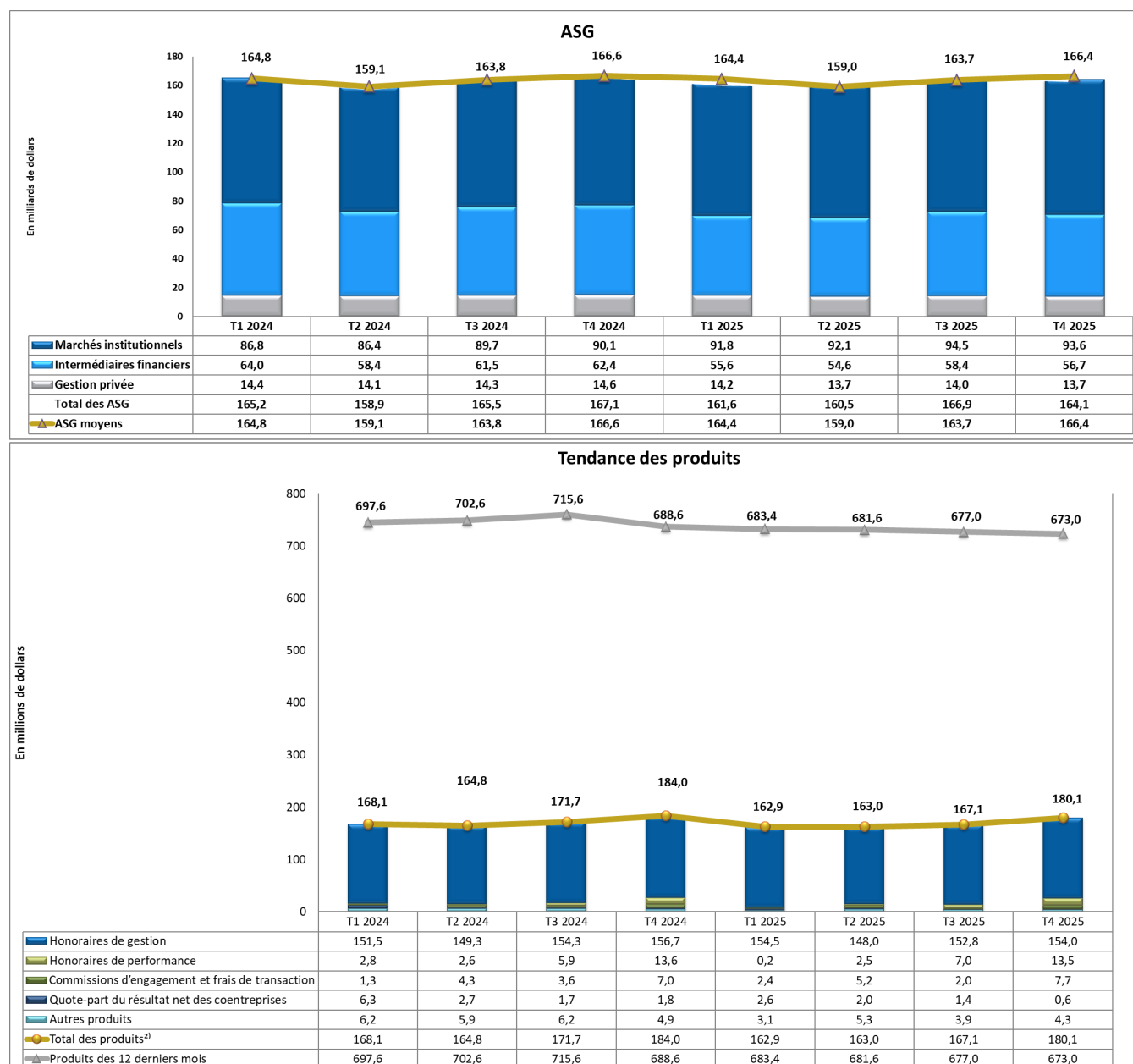
| | T4 2025 | T3 2025 | T2 2025 | T1 2025 | T4 2024 | T3 2024 | T2 2024 | T1 2024 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Dette à long terme | 522 423 | 469 204 | 488 667 | 577 158 | 534 447 | 520 607 | 535 596 | 528 789 |
| Débetures | 176 443 | 243 172 | 242 763 | 165 168 | 164 939 | 164 660 | 164 441 | 164 174 |
| Juste valeur des swaps de devises croisées ¹⁾ | 6 633 | (788) | 3 622 | (2 859) | (12 732) | (462) | (716) | 169 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | (41 679) | (31 844) | (22 924) | (36 526) | (35 356) | (29 904) | (30 328) | (36 634) |
| Dette nette | 663 820 | 679 744 | 712 128 | 702 941 | 651 298 | 654 901 | 668 993 | 656 498 |
| BAlIA ajusté des 12 derniers mois | 194 092 | 192 820 | 194 180 | 193 772 | 195 764 | 219 985 | 212 242 | 212 426 |
| Ratio de la dette nette | 3,42 | 3,53 | 3,67 | 3,63 | 3,33 | 2,98 | 3,15 | 3,09 |

¹⁾ Se reporter à la rubrique « Instruments financiers » des notes complémentaires aux états financiers consolidés.

Sommaire des résultats trimestriels

Tendances des ASG, des produits, du résultat net et des flux de trésorerie

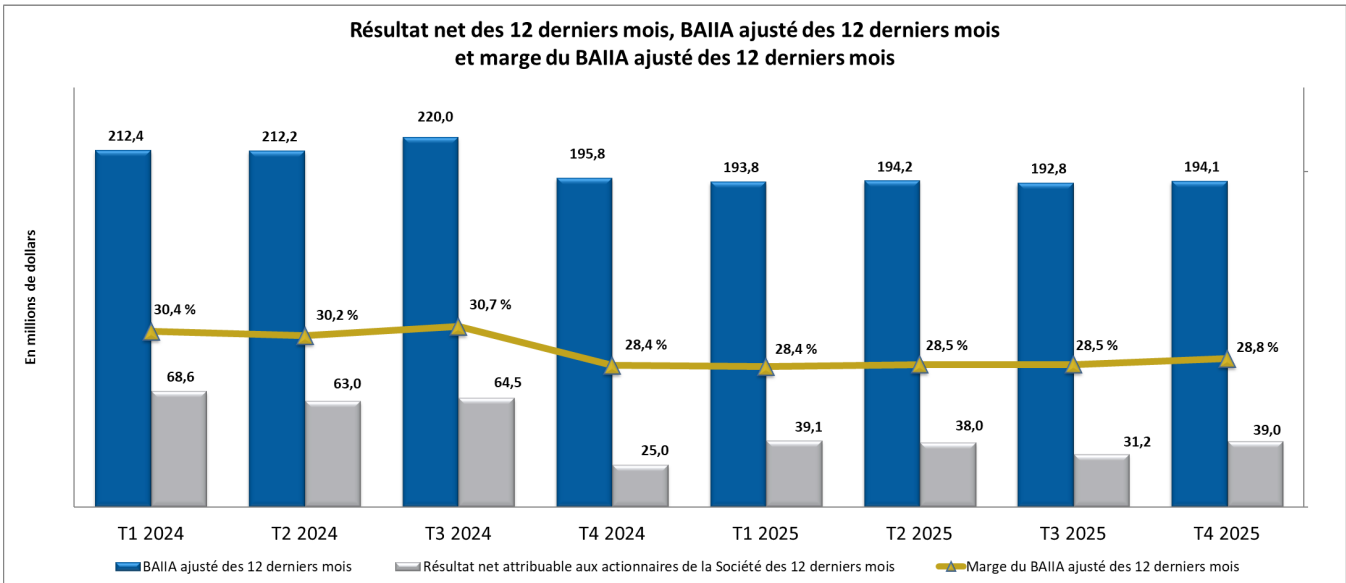
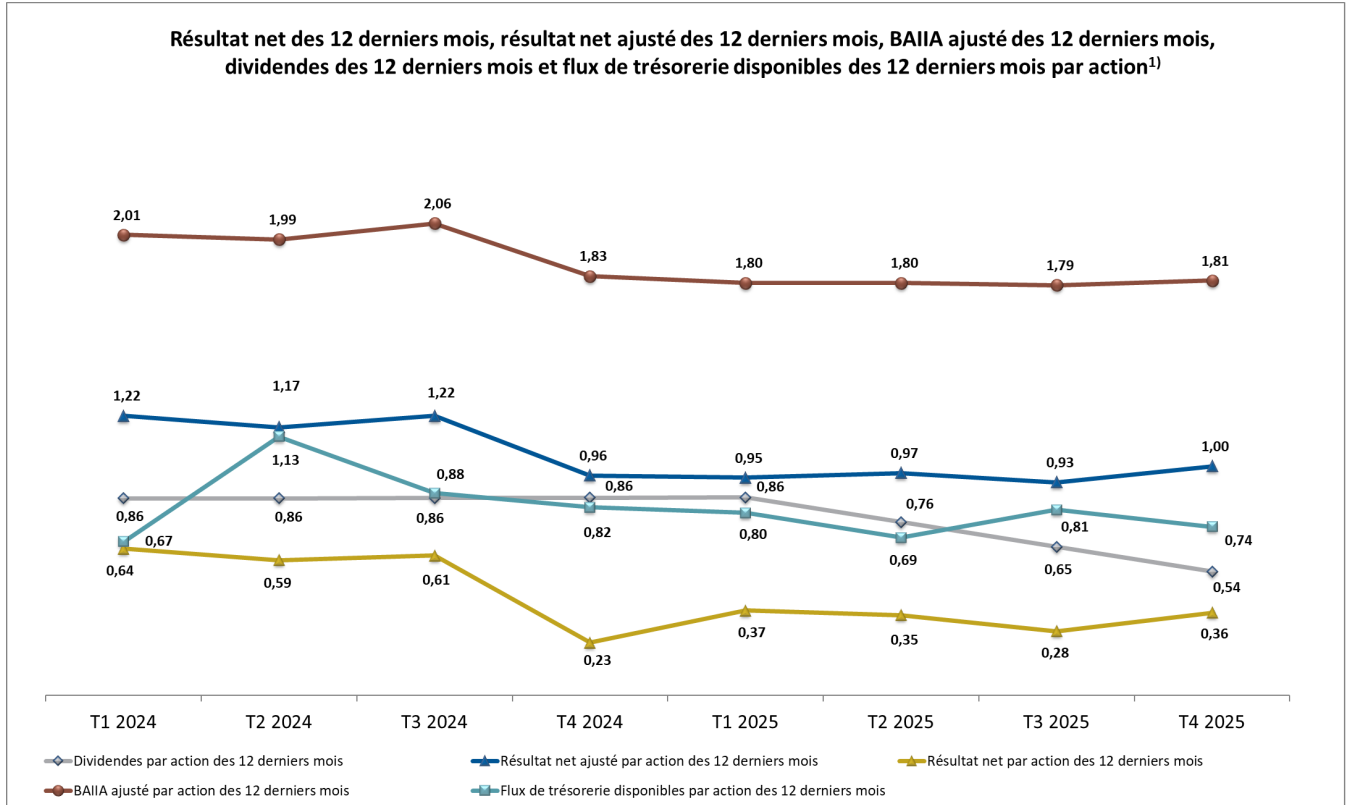
Les diagrammes qui suivent illustrent les tendances en ce qui concerne les ASG, les produits trimestriels, les produits des 12 derniers mois, le résultat net par action des 12 derniers mois, le résultat ajusté par action des 12 derniers mois¹⁾, le BAIIA ajusté par action des 12 derniers mois¹⁾, le dividende par action des 12 derniers mois, les flux de trésorerie disponibles par action des 12 derniers mois¹⁾, le résultat net des 12 derniers mois, le BAIIA ajusté des 12 derniers mois¹⁾ ainsi que la marge du BAIIA ajusté des 12 derniers mois¹⁾. Les diagrammes illustrent aussi les tendances en ce qui concerne les flux de trésorerie disponibles des 12 derniers mois¹⁾ et les dividendes versés des 12 derniers mois, ainsi que le ratio de la dette nette¹⁾ et le ratio de la dette à long terme de la Société.



¹⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 71 à 74.

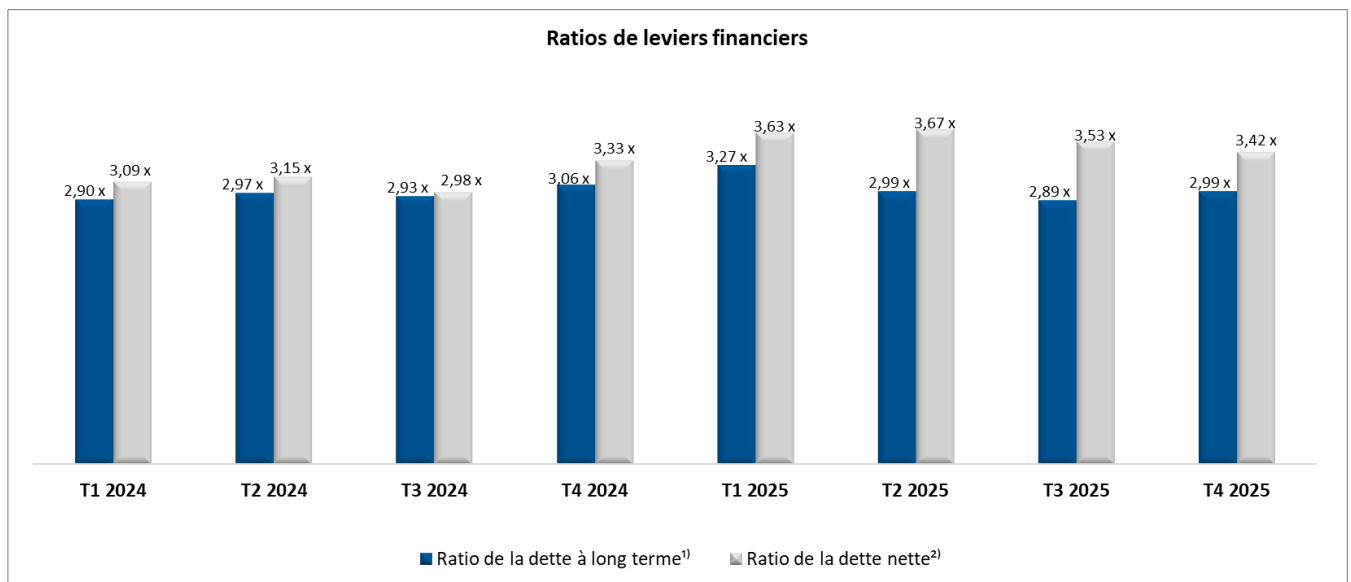
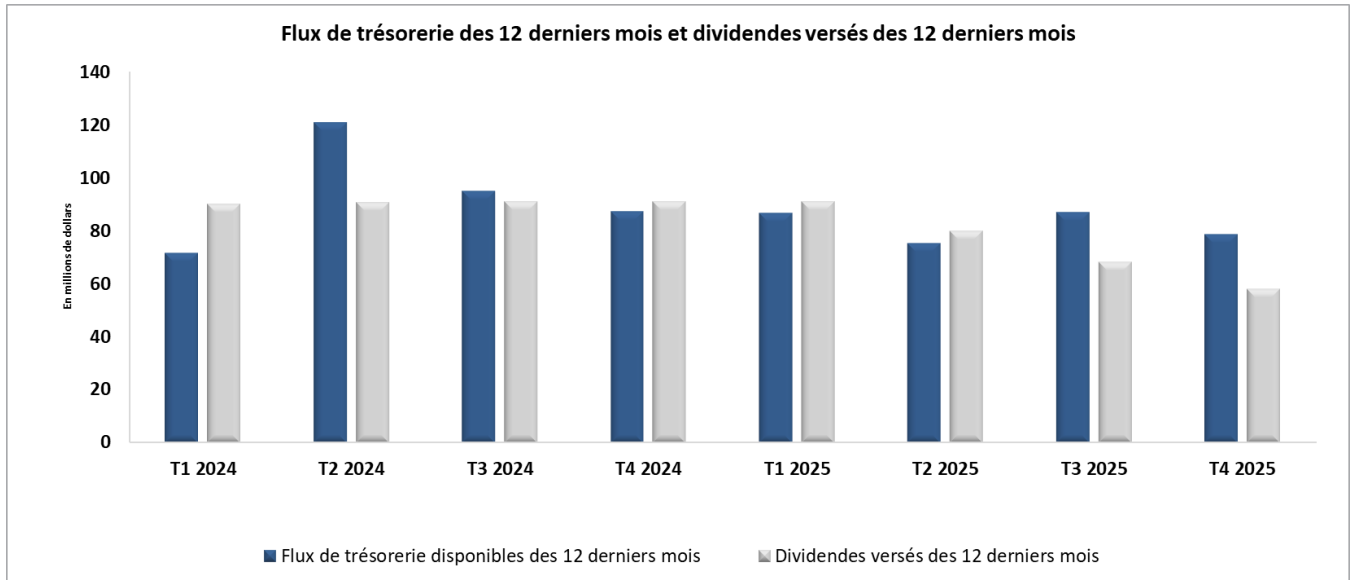
²⁾ Les totaux partiels peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Sommaire des résultats trimestriels



¹⁾ Les montants par action des 12 derniers mois du T4 2025 et du T4 2024 sont fondés sur le nombre moyen pondéré annuel d'actions en circulation.

Sommaire des résultats trimestriels



¹⁾ Représente le montant brut de la dette à long terme et des autres obligations, déduction faite de la trésorerie, divisé par le BAIIA des 12 derniers mois calculé conformément à l'entente de crédit.

²⁾ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » qui commence à la page 54 et aux tableaux de rapprochement connexes aux pages 71 à 74.

Principales données annuelles

PRINCIPALES DONNÉES ANNUELLES

Tableau 34 – Principales données annuelles (en milliers de dollars sauf les données par action)

| | AUX DATES INDIQUÉES ET POUR LES EXERCICES CLOS À CES DATES | | |
|---|--|------------------|------------------|
| | 31 décembre 2025 | 31 décembre 2024 | 31 décembre 2023 |
| Honoraires de gestion | 609 152 | 611 995 | 592 237 |
| Honoraires de performance | 23 189 | 24 778 | 50 311 |
| Commissions d'engagement et frais de transaction | 17 385 | 16 258 | 18 801 |
| Quote-part du résultat net des coentreprises et entreprises associées | 6 615 | 12 428 | 11 120 |
| Autres produits | 16 656 | 23 164 | 14 177 |
| Total des produits | 672 997 | 688 623 | 686 646 |
| Total des charges | 604 276 | 638 653 | 600 748 |
| Résultat avant l'impôt sur le résultat | 68 721 | 49 970 | 85 898 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 17 164 | 14 708 | 19 625 |
| Participation ne donnant pas le contrôle | 12 510 | 10 275 | 7 821 |
| Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société | 39 047 | 24 987 | 58 452 |
| Résultat net par action (de base) | 0,36 | 0,23 | 0,56 |
| Résultat net par action (dilué) | 0,34 | 0,23 | 0,50 |
| Dividendes déclarés par action | 0,54 | 0,86 | 0,86 |
| Total des actifs | 1 222 748 | 1 251 475 | 1 287 964 |
| Total des passifs non courants | 767 402 | 770 050 | 732 042 |

SITUATION FINANCIÈRE

Tableau 35 – Situation financière (en milliers de dollars)

| | Au 31 décembre 2025 | Au 31 décembre 2024 | Variation d'un exercice à l'autre |
|----------------------|------------------------|------------------------|--------------------------------------|
| Actifs | | | |
| Actifs courants | 226 737 | 237 281 | (10 544) |
| Actifs non courants | 996 011 | 1 014 194 | (18 183) |
| | 1 222 748 | 1 251 475 | (28 727) |
| Passifs | | | |
| Passifs courants | 189 077 | 187 705 | 1 372 |
| Passifs non courants | 767 402 | 770 050 | (2 648) |
| | 956 479 | 957 755 | (1 276) |
| Actifs nets | 266 269 | 293 720 | (27 451) |

Le total des actifs s'établissait à 1 222,7 millions de dollars au 31 décembre 2025, soit une diminution de 28,7 millions de dollars, ou 2,3 %, par rapport au total des actifs de 1 251,5 millions de dollars au 31 décembre 2024. La diminution s'explique par une baisse des actifs courants de 10,5 millions de dollars, essentiellement attribuable à une diminution de 12,9 millions de dollars de la tranche courante des actifs dérivés, découlant principalement du fait qu'un dérivé qui était un actif en 2024 est devenu un passif en 2025, ainsi qu'à une diminution de 5,1 millions de dollars des charges payées d'avance et autres actifs, en raison surtout de la baisse de l'impôt sur le résultat à recevoir, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation de 6,3 millions de dollars de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. En outre, les actifs non courants ont diminué de 18,2 millions de dollars en raison principalement d'une baisse de 27,6 millions de dollars des immobilisations incorporelles et d'une baisse de 3,8 millions de dollars des actifs au titre de droits d'utilisation, en grande partie attribuable à l'amortissement, contrebalancé par les ajouts. Ces diminutions des actifs non courants ont été partiellement contrebalancée par une hausse de 9,9 millions de dollars du goodwill attribuable à l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans une plateforme de placement immobilier, contrebalancée par la conversion des monnaies étrangères, et par une hausse de 4,8 millions de dollars des actifs d'impôt différé.

Le total des passifs s'établissait à 956,5 millions de dollars au 31 décembre 2025, soit une diminution de 1,3 million de dollars, ou 0,1 %, par rapport au total des passifs de 957,8 millions de dollars au 31 décembre 2024. Les passifs non courants ont diminué de 2,6 millions de dollars, principalement en raison du reclassement de la partie non courante de passifs dérivés en partie courante. La diminution des passifs non courants a été contrebalancée par une augmentation de 1,4 million de dollars des passifs courants, principalement attribuable à une augmentation de 6,4 millions de dollars de la partie courante des passifs dérivés découlant du fait que des swaps de devises croisées considérés comme des actifs en 2024 sont devenus des passifs en 2025, à une augmentation de 3,1 millions de dollars des provisions de restructuration en raison de changements au sein de la direction et de l'organisation, à une augmentation de 1,6 million de dollars de la partie courante des passifs fondés sur des actions réglés en trésorerie et à une augmentation de 0,8 million de dollars des dépôts-clients et produits différés. Ces augmentations des passifs courants ont été partiellement contrebalancées par une diminution de 6,1 millions de dollars des créditeurs et charges à payer, surtout attribuable à une baisse des honoraires de sous-conseiller à payer et à une baisse de 4,5 millions de dollars de la partie courante des obligations locatives en raison de l'échéance de certains contrats de location.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Le 21 juin 2024, la haute direction de la Société et certains membres de son conseil d'administration ont acquis la totalité des parts de Fiera Capital S.E.C. (« Fiera S.E.C. ») et la totalité des actions de Gestion Fiera inc. (« Gestion Fiera ») précédemment détenues par Desjardins Holding financier inc., filiale en propriété exclusive indirecte de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (l'« opération »). L'opération, qui ne comporte aucun acheteur externe, visait les parts de Fiera S.E.C. et les actions de Gestion Fiera (les « titres achetés »), soit 7 257 960 actions de catégorie B et actions de catégorie A de la Société, ce qui représente 6,8 % du nombre total d'actions en circulation à la date de l'opération.

Les titres achetés ont été acquis au prix de 7,25 \$ chacun, pour un prix d'achat total d'environ 53 millions de dollars. Une partie des titres achetés acquise par la haute direction de la Société a été financée au moyen d'un emprunt de 20 millions de dollars qu'une banque canadienne a mise à la disposition de 16121136 Canada Inc. (« ExecCo »), une société constituée par ces membres de la haute direction. Toutes les obligations aux termes de l'emprunt attribuées à ExecCo sont cautionnées par la Société (la « caution de la Société »).

Immédiatement après la conclusion de l'opération, Desjardins Holding financier inc. ne détenait plus aucune part de Fiera S.E.C. ni aucune action de Gestion Fiera, et ne détenait donc aucune participation dans Fiera Capital.

La caution de la Société a été comptabilisée conformément aux principes d'évaluation des contrats de garantie financière d'IFRS 9 *Instruments financiers*. L'exposition maximale de la Société au risque de perte de crédit correspond au capital en cours de la garantie financière et aux intérêts non versés, moins les sommes recouvrables auprès de l'emprunteur, le cas échéant. La probabilité des cas de défaillance aux termes du contrat de prêt a été prise en compte dans l'évaluation de la perte de crédit attendue. Au 31 décembre 2025, la provision en cours pour pertes de crédit liée au contrat de garantie financière se chiffrait à 0,5 million de dollars (31 décembre 2024 – 0,7 million de dollars). La réévaluation de la provision est incluse au poste Autres charges (produits) dans les états consolidés du résultat net, et la provision en cours est incluse au poste Crédoeurs et charges à payer dans les états consolidés de la situation financière.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Au 31 décembre 2025, les principaux instruments financiers de la Société s'établissaient comme suit.

Débetures

Les débetures hybrides sont présentées au coût amorti dans les états consolidés de la situation financière. La charge de désactualisation sur les débetures est calculée au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. La charge d'intérêts sur les débetures est comptabilisée dans les intérêts sur la dette à long terme et les débetures.

Dette à long terme

La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable compte tenu du fait qu'elle est assujettie à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, semblables à celles que la Société pourrait obtenir pour des instruments ayant des termes similaires. La dette à long terme est présentée au coût amorti dans les états consolidés de la situation financière. La charge d'intérêts sur la dette à long terme est comptabilisée dans les intérêts sur la dette à long terme et les débetures.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de swaps de devises croisées et de swaps de taux d'intérêt ainsi que de contrats de change à terme et de contrats de swap de devises, qui sont présentés à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière. Les intérêts sur les instruments dérivés sont comptabilisés dans les intérêts sur la dette à long terme et les débetures.

La juste valeur d'instruments dérivés qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation de données observables sur les marchés, telles que les courbes de taux d'intérêt, et les informations disponibles concernant des transactions réalisées sur les marchés et portant sur d'autres instruments quasi identiques, par une analyse des flux de trésorerie actualisés ou par d'autres techniques, le cas échéant. Autant que possible, les techniques d'évaluation intègrent tous les facteurs que les intervenants du marché prendraient en considération pour fixer un prix et elles sont conformes aux méthodes économiques reconnues pour l'évaluation du prix d'instruments financiers.

Les profits nets (pertes nettes) sur les instruments dérivés comptabilisés dans les états consolidés du résultat net pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024 se présentent comme suit.

Tableau 36 – Profits nets (pertes nettes) sur instruments dérivés (en milliers de dollars)

| | Pour les exercices clos les 31 décembre | |
|---|---|---------|
| | 2025 | 2024 |
| Contrats de change | | |
| a) Contrats de change à terme et swaps de devises – détenus à des fins de transaction | 22 | (1 440) |
| b) Swaps de devises – détenus à des fins de transaction | (12 855) | 32 823 |

a) Contrats de change à terme et swaps de devises — détenus à des fins de transaction

La Société conclut des contrats de change à terme et des swaps de devises comportant différentes périodes restantes jusqu'à l'échéance afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant les produits estimés futurs libellés en dollars américains pour une période allant jusqu'à 12 mois ainsi que des actifs et passifs financiers dont les flux de trésorerie sont libellés en monnaies étrangères.

Ces contrats sont comptabilisés à la juste valeur à la date où les contrats sont conclus et font ensuite l'objet d'une nouvelle évaluation à la juste valeur par le biais du résultat net à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans les autres produits ou les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières à l'état consolidé du résultat net selon la nature de l'élément couvert. Les contrats de change à terme et les contrats de swap de devises en vigueur viennent contractuellement à échéance dans moins de 12 mois.

b) Swaps de devises croisées – détenus à des fins de transaction

Selon les modalités de la facilité renouvelable de la Société, la Société peut emprunter, soit en dollars américains au taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou au taux basé sur le SOFR à terme ajusté majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %, soit en dollars canadiens au taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 % ou au taux composé quotidien ajusté ou au taux CORRA à terme majoré d'un écart se situant entre 1,0 % et 2,5 %. Afin de bénéficier des économies d'intérêts, la Société a effectivement créé un équivalent synthétique à un emprunt en dollars canadiens au taux CORRA majoré d'un écart sur un notionnel désigné en empruntant sur la facilité libellée en dollars américains au SOFR majoré d'un écart, et en l'échangeant contre un taux CORRA majoré d'un écart au moyen d'un swap de devises croisées.

L'objectif de cette stratégie est de permettre des économies de coûts sans risque de change puisque les modalités du financement au SOFR des États-Unis et du swap de devises croisées correspondent exactement (notionnel en dollars américains, SOFR, dates de transaction et d'échéance). Les pertes (profits) sur les swaps de devises croisées sont contrebalancés par des profits (pertes) équivalents à la conversion de la partie de la couverture économique, libellée en dollars américains, de la facilité en raison des modalités financières qui sont exactement les mêmes.

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net selon la nature de l'élément couvert économiquement, soit la facilité, et est donc présenté dans les intérêts sur les obligations locatives, la conversion des monnaies étrangères et les autres charges financières. Les contrats de swap de devises croisées en vigueur viennent contractuellement à échéance dans moins de 12 mois.

c) Contrats de swaps de taux d'intérêt – couvertures de flux de trésorerie

En février et en mars 2023, la Société a conclu des swaps de taux d'intérêt afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt de référence sur les emprunts à taux variable prélevés sur la facilité. Les emprunts sur la facilité portent intérêt à un taux variable majoré d'un écart, mais le risque couvert est désigné comme étant seulement la composante taux variable de l'exposition totale au risque de taux d'intérêt, excluant l'écart. Pour gérer ce risque, les swaps de taux d'intérêt consistent à échanger le taux composé quotidien ajusté CORRA contre un taux fixe, se situant entre 3,7 % et 4,2 %, appliqué au notionnel de chaque contrat. Les intérêts sont réglés chaque trimestre. Les contrats de swaps de taux d'intérêt viennent à échéance le 26 février 2026.

Les swaps de taux d'intérêt sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et répondent aux exigences de la comptabilité de couverture. Afin de démontrer l'existence d'une relation économique entre les emprunts à taux variable et les swaps de taux d'intérêt, une évaluation prospective de l'efficacité a été effectuée à la création, et une telle évaluation est aussi effectuée à chaque période de présentation de l'information financière trimestrielle. La Société a établi un ratio de couverture de 1:1, puisque le montant notionnel des emprunts à taux variable est équivalent au montant notionnel des swaps de taux d'intérêt. La couverture pourrait s'avérer inefficace en raison du risque de crédit d'une contrepartie, de différences entre l'échéancier des flux de trésorerie, des variations du taux variable, ainsi que de toute autre variation des taux de référence ayant une incidence sur les couvertures ou sur les expositions couvertes.

La partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, et le montant du cumul est porté dans une réserve de couverture. La Société a comptabilisé un profit de 1,6 million de dollars (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,4 million de dollars) dans les autres éléments du résultat global au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 (une perte de 2,1 millions de dollars, déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,7 million de dollars, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024). Il n'y a pas eu de partie inefficace liée à ces contrats au cours des trimestres et des exercices clos le 31 décembre 2025 et le 31 décembre 2024. Les contrats de swaps de taux d'intérêt en vigueur viennent contractuellement à échéance dans moins de 12 mois. Par conséquent, ils sont présentés dans les actifs courants ou les passifs courants dans l'état consolidé de la situation financière.

Instruments de niveau 3

a) Billet à ordre – Wilkinson Global Asset Management LLC (« WGAM »)

Le 31 décembre 2020, la Société a conclu la vente de la totalité de sa participation dans WGAM en contrepartie d'un billet à ordre émis par WGAM pour un notionnel de 35,7 millions de dollars (28,0 millions de dollars américains). Aux termes de l'entente, le billet à ordre porte intérêt au taux SOFR à trois mois majoré d'une prime de 3,1 % au 31 décembre 2025 et au 31 décembre 2024. Le capital et les intérêts relatifs au billet à ordre seront remboursables à la Société par le biais de versements trimestriels fondés sur un montant de produits déterminé pour chaque trimestre, avec un remboursement annuel minimal de 1,8 million de dollars américains. Le billet à ordre est garanti par les participations des membres et les actifs de WGAM.

Le billet à ordre est un actif financier comptabilisé à la juste valeur par le biais du résultat net et il a été classé comme un instrument évalué au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. La valeur actualisée du billet à ordre a été évaluée au moyen de la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie. Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer le billet à ordre sont tirées de données non observables, à savoir les prévisions des actifs sous gestion, les prévisions des produits et le taux d'actualisation ajusté en fonction de la qualité du crédit, qui reflètent l'échéance estimative du billet à ordre. La Société utilise un taux d'actualisation variant entre 7,0 % et 9,0 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2025 et l'exercice clos le 31 décembre 2024. La juste valeur de l'instrument s'établissait à 15,8 millions de dollars (11,5 millions de dollars américains) au 31 décembre 2025, et à 21,7 millions de dollars (15,1 millions de dollars américains) au 31 décembre 2024.

La Société a varié les principales données d'entrée non observables comme le taux d'actualisation ajusté en fonction de la qualité du crédit, les actifs sous gestion et les prévisions des produits et a établi une fourchette des justes valeurs raisonnables variant entre 15,3 millions de dollars (11,2 millions de dollars américains) et 15,9 millions de dollars (11,6 millions de dollars américains) au 31 décembre 2025 (entre 21,0 millions de dollars [14,6 millions de dollars américains] et 21,9 millions de dollars [15,2 millions de dollars américains] au 31 décembre 2024).

b) Placements

La valeur des placements classés dans le niveau 3 était de 29,4 millions de dollars au 31 décembre 2025 et de 25,8 millions de dollars au 31 décembre 2024. Les placements de niveau 3 sont des placements dans des fonds alternatifs privés. Les placements sont évalués à la valeur de marché à chaque date de clôture en fonction de la valeur liquidative des fonds sous-jacents. Une diminution ou une augmentation de 10 % de la juste valeur des placements de niveau 3 de la Société se traduirait par des valeurs de 26,5 millions de dollars et de 32,4 millions de dollars au 31 décembre 2025, respectivement (23,2 millions de dollars et 28,4 millions de dollars au 31 décembre 2024).

c) Obligations au titre des acquisitions – Plateforme de placement immobilier acquise

Obligation au titre du prix d'achat

Les conditions de la transaction comprennent une contrepartie éventuelle fondée sur les actifs sous gestion générés au-delà de seuils établis jusqu'en 2032. La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour évaluer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés aux vendeurs à titre de contrepartie éventuelle. Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer l'obligation au titre du prix d'achat sont dérivées de données d'entrée non observables fondées sur les actifs sous gestion (au sens donné à ce terme dans la convention d'achat d'actions) prévus et du taux d'actualisation ajusté en fonction du risque.

La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat s'établissait à 1,0 million de dollars au 31 décembre 2025. La Société a varié les données d'entrée non observables importantes au moyen d'un taux d'actualisation variant entre 9,0 % et 11,0 % et elle a établi une fourchette des justes valeurs raisonnables variant entre 1,04 million de dollars et 0,97 million de dollars pour son obligation au titre du prix d'achat au 31 décembre 2025.

Obligation au titre des honoraires de performance

Dans le cadre de l'acquisition d'actions additionnelles d'une plateforme de placement immobilier, la Société a conclu une entente en vertu de laquelle elle percevra des honoraires de performance futurs et en versera une tranche aux actionnaires membres de la direction selon une répartition convenue. Le droit de percevoir des honoraires de performance est un actif sur contrat, et l'obligation de verser des honoraires de performance est un passif financier de niveau 3 évalué à la juste valeur par le biais du résultat net.

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour évaluer la valeur actualisée des honoraires de performance futurs attendus devant être versés aux actionnaires membres de la direction. Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer l'obligation au titre des honoraires de performance sont dérivées de données d'entrée non observables, y compris les bénéfices estimatifs futurs générés par les placements sous-jacents et le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque.

La juste valeur de l'obligation au titre des honoraires de performance s'établissait à 1,5 million de dollars au 31 décembre 2025. La Société a varié les données d'entrée non observables importantes au moyen d'un taux d'actualisation variant entre 14,0 % et 16,0 % et elle a établi une fourchette des justes valeurs raisonnables entre 1,55 million de dollars et 1,48 million de dollars pour son obligation au titre des honoraires de performance au 31 décembre 2025.

Risques liés aux instruments financiers

En raison de ses actifs et passifs financiers, la Société est exposée, à l'égard des instruments financiers, aux risques suivants : risque de marché, risque de crédit, risque de taux d'intérêt, risque de change et risque de liquidité. L'analyse qui suit présente les risques auxquels elle était exposée aux 31 décembre 2025 et 2024.

La Société a pour activité la gestion d'actifs de placement. Le niveau des actifs sous gestion, qui est directement lié au rendement des placements et à la capacité de la Société d'attirer et de conserver les clients, constitue le principal inducteur de performance de ses résultats continus.

Les états consolidés de la situation financière présentent le portefeuille de placements de la Société, dont la valeur est exposée à plusieurs facteurs de risque.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte découlant de l'évolution défavorable des taux et prix du marché, dont les taux d'intérêt, les fluctuations des cours boursiers et d'autres variations pertinentes des taux ou prix du marché. Le risque de marché est directement lié à la volatilité et à la liquidité des marchés sur lesquels les actifs sous-jacents connexes se négocient.

L'appréciation ou la dépréciation de la juste valeur des placements ont une incidence sur le montant et le moment de la comptabilisation des profits et pertes liés aux titres de capitaux propres et aux placements dans des fonds de placement du portefeuille de la Société, et entraînent des variations des profits et pertes réalisés et non réalisés. La conjoncture économique en général, le contexte politique et plusieurs autres facteurs peuvent également avoir une incidence négative sur les marchés des placements et, en conséquence, sur la juste valeur des actifs financiers détenus.

Les gestionnaires du portefeuille de la Société surveillent les risques liés au portefeuille dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Aux 31 décembre 2025 et 2024, le portefeuille de placements de la Société comprenait des placements dans des fonds de placement et d'autres titres. Les fonds de placement comprennent essentiellement un portefeuille de placements très diversifié en titres privés alternatifs, en titres de capitaux propres ou en obligations.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux actifs financiers de la Société exposés au risque de crédit sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à des restrictions, les placements, les créances clients et autres débiteurs et autres actifs courants et non courants. La valeur comptable des actifs financiers présentés dans les états consolidés de la situation financière, autres que les instruments financiers dérivés, représente le risque de crédit maximal auquel s'expose la Société à la date de clôture.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et à la trésorerie et les équivalents de trésorerie soumis à des restrictions est limité parce que les contreparties en cause sont des banques commerciales ou des institutions financières auxquelles les agences de notation indépendantes ont accordé des cotes élevées.

Le risque de crédit de la Société provient essentiellement de ses créances clients et autres débiteurs et de ses autres actifs courants et non courants. Les montants sont présentés dans les états consolidés de la situation financière après déduction des pertes de crédit attendues, lesquelles ont fait l'objet d'une estimation par la direction de la Société en fonction des résultats passés et de son évaluation de la conjoncture économique actuelle et de la situation financière des contreparties. Afin de réduire ce risque, la direction a adopté des politiques de crédit qui comprennent une révision régulière des soldes des clients. Aucun client ne représentait plus de 10 % des débiteurs aux 31 décembre 2025 et 2024.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt de la Société est attribuable à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie et à sa dette à long terme. Les taux d'intérêt sur sa dette à long terme sont variables et exposent ses flux de trésorerie au risque de taux d'intérêt.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie au moyen de swaps de taux d'intérêt variable-fixe. Ces swaps de taux d'intérêt ont pour effet économique de convertir la dette à taux variable en dette à taux fixe. La Société a contracté sa dette à long terme à un taux variable et, au moyen de swaps, elle en a converti une partie en dette assortie de taux fixes inférieurs à ceux qu'elle aurait obtenus si elle avait contracté directement un emprunt à taux fixe. Aux termes de contrats de swap de taux d'intérêt, la Société convient avec l'autre partie d'échanger, à intervalles donnés, des montants correspondant à la différence entre le taux contractuel fixe et le taux variable, calculée en fonction de notionnels convenus.

Risque de change

Le risque de change s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours de change. Pour la Société, ce risque découle de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, de sa trésorerie soumise à restrictions, de ses débiteurs, de ses placements, de ses instruments financiers dérivés, de ses autres actifs courants et non courants, de ses créditeurs et charges à payer, de ses obligations au titre du prix d'achat et de sa dette à long terme. La Société gère une partie de son exposition aux monnaies étrangères en appariant ses positions d'actifs et de passifs et en ayant recours à des swaps de devises croisées. Plus précisément, elle procède à un appariement de sa dette à long terme libellée dans une monnaie étrangère donnée avec des actifs à long terme libellés dans la même monnaie. L'exposition aux monnaies étrangères est aussi gérée au moyen de contrats de change à terme et de swaps de devises.

Risque de liquidité

La Société est également exposée au risque de liquidité. Voir la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » pour obtenir de plus amples renseignements.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Déclaration de dividendes

Le 25 février 2026, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,108 \$ par action de catégorie A et par action de catégorie B, payable le 9 avril 2026 aux actionnaires inscrits aux registres à la fermeture des bureaux le 11 mars 2026. Le dividende est un dividende admissible aux fins de l'impôt sur le revenu.

ESTIMATIONS COMPTABLES D'IMPORTANCE CRITIQUE

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2025 et 2024. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

Les estimations comptables d'importance critique de la Société, et leurs méthodes comptables respectives, vont comme suit.

Paiements fondés sur des actions

La Société comptabilise la charge de rémunération relative aux transactions avec des employés qui sont réglées en trésorerie et en capitaux propres en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués et aux transactions qui sont réglées en trésorerie à chaque date de clôture subséquente. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que la Société choisisse le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, la Société doit aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, évaluer s'il est probable que certaines conditions de performance applicables seront remplies et estimer le nombre d'unités à l'égard desquelles il est prévu que les droits seront acquis.

Dépréciation des actifs non financiers, secteur opérationnel et unités génératrices de trésorerie (« UGT »)

La direction doit faire preuve de jugement pour identifier les groupes d'UGT et déterminer le niveau auquel les actifs non financiers sont soumis à des tests de dépréciation.

Le principal décideur opérationnel apprécie régulièrement la performance et répartit les ressources sur une base globale consolidée. En conséquence, la Société a un seul secteur opérationnel, à savoir celui des services de gestion d'actifs. Aux fins du test de dépréciation du goodwill, le goodwill a été attribué au groupe d'UGT représentant le secteur opérationnel puisqu'il s'agit du niveau le plus bas au sein de la Société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation une fois par année. La valeur recouvrable du secteur opérationnel est déterminée en fonction du montant le plus élevé entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de sortie. Ce calcul nécessite la formulation d'hypothèses et l'utilisation d'estimations, dont les taux de croissance des flux de trésorerie futurs, le nombre d'années utilisées dans le modèle des flux de trésorerie, le taux d'actualisation et d'autres estimations.

La direction détermine s'il existe des indices de dépréciation pour ce qui est des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée à chaque période de clôture. Lorsqu'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur comptable de l'immobilisation incorporelle à sa valeur recouvrable. Les valeurs recouvrables des immobilisations incorporelles sont basées sur la plus élevée entre la valeur d'utilité ou la juste valeur diminuée des coûts de la vente, dont le calcul nécessite la formulation d'estimations concernant les flux de trésorerie futurs, ce qui tient compte des taux projetés d'attrition et de croissance qui se répercutent sur les actifs sous gestion, les taux d'actualisation et le pourcentage de la marge brute.

Contrats de location

La Société a fait preuve de jugement pour déterminer la durée de certains contrats de location pour lesquels elle est un preneur lorsqu'ils comportent des options d'achat, de renouvellement ou de résiliation. L'évaluation à savoir si la Société a la certitude raisonnable d'exercer ces options a une incidence sur la durée du contrat. La Société a également exercé son jugement pour déterminer le taux d'actualisation utilisé pour actualiser les paiements de loyers futurs. La durée des contrats de location et le taux d'actualisation peuvent avoir une incidence importante sur la valeur comptable des obligations locatives et des actifs au titre de droits d'utilisation comptabilisés.

Regroupements d'entreprises et autres transactions

Le processus de répartition du prix d'achat résultant d'un regroupement d'entreprises ou d'une transaction comptabilisée à titre d'acquisition d'actifs et de reprise de passifs exige de la direction qu'elle estime la juste valeur des actifs identifiables acquis, dont les immobilisations incorporelles, et les passifs repris, incluant toute obligation éventuellement payable au titre du prix d'achat exigible ou autre obligation. La Société se sert de techniques d'évaluation qui reposent généralement sur les flux de trésorerie nets futurs prévus actualisés. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses utilisées par la direction quant au rendement futur des actifs concernés et aux taux d'actualisation qui sont appliqués.

Impôt sur le résultat

Le calcul de la charge d'impôt sur le résultat exige beaucoup de jugement dans l'interprétation des lois et règlements fiscaux de divers territoires, qui font l'objet de changements. La détermination de la charge d'impôt définitive de certaines transactions et de certains calculs est incertaine. Lorsque l'issue finale, sur le plan fiscal, de ces questions ne correspond pas aux montants qui ont été initialement comptabilisés, les différences ont une incidence sur les actifs et passifs d'impôt exigible et différé de la période dans laquelle une telle détermination a été faite.

L'établissement des montants des actifs et passifs d'impôt différé à constater fait appel au jugement. Des jugements importants doivent être posés afin d'établir le calendrier de résorption des différences temporaires auxquelles les taux d'impôt futurs sont appliqués. La comptabilisation des actifs d'impôt différé, qui se limite au montant dont la réalisation est probable, est estimée en tenant compte du calendrier, des sources et du niveau de résultat imposable futur.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Normes IFRS de comptabilité modifiées, interprétations et modifications

Des normes révisées sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025. Leur adoption n'a eu d'incidence significative ni sur les montants présentés ni sur les informations fournies dans les présents états financiers.

Nouvelles normes n'ayant pas encore été adoptées

IFRS 18 États financiers : Présentation et informations à fournir

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 *États financiers : Présentation et informations à fournir* (« IFRS 18 »), qui remplace IAS 1 *Présentation des états financiers* et qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. IFRS 18 introduit de nouvelles exigences en matière de classement des produits et des charges dans des catégories précises et de présentation des sous-totaux définis dans l'état du résultat net, de nouveaux principes de regroupement et de ventilation au sein des états financiers et des notes annexes, ainsi que des exigences en matière d'informations à fournir sur les mesures de la performance définies par la direction. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme.

Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers – IFRS 9 et IFRS 7

En mai 2024, l'IASB a publié les *Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers*, lesquelles s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026. Les modifications clarifient le calendrier de décomptabilisation des passifs financiers et introduisent un choix de méthode comptable pour décomptabiliser les passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique avant la date de règlement. Les modifications clarifient également le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques liées aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, des prêts garantis uniquement par sûreté réelle et des instruments liés par contrat, en plus d'introduire des obligations d'information relativement aux instruments financiers assortis de clauses conditionnelles et aux instruments de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. La Société évalue l'incidence éventuelle de ces modifications et ne s'attend pas à ce qu'elle soit significative.

Autres

À la date d'approbation des présents états financiers consolidés, l'IASB avait publié d'autres nouvelles normes et des modifications de normes existantes, ainsi que de nouvelles interprétations, qui n'étaient pas encore entrées en vigueur. La Société n'a adopté par anticipation aucune de ces normes ou modifications de normes existantes.

La direction prévoit adopter toutes les prises de position pertinentes pour la première période ouverte à compter de leur date d'entrée en vigueur. Les nouvelles normes, modifications et interprétations non adoptées pour la période considérée sont en cours d'évaluation par la direction et elles n'ont pas été présentées, car elles ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers de la Société.

CONTRÔLE INTERNE ET PROCÉDURES

Le président mondial et chef de la direction ainsi que le directeur exécutif, chef de la direction financière mondiale et chef de la stratégie corporative, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière adéquats, selon la définition que donne à ces termes le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information significative est enregistrée et présentée à la direction en temps opportun de sorte que l'information devant être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis par la Société en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation sur les valeurs mobilières.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS. Le cadre de contrôle interne de la Société repose sur les critères publiés dans le rapport intitulé Internal Control-Integrated Framework (le « cadre COSO de 2013 ») publié par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (le « COSO »).

Le chef de la direction et le directeur exécutif et chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué ou fait évaluer sous leur supervision, la conception (trimestriellement) et l'efficacité du fonctionnement (annuellement) des contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2025 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces.

Tous les systèmes de contrôle interne, peu importe l'efficacité de leur conception, comportent des limites inhérentes. Par conséquent, même les systèmes réputés efficaces peuvent fournir seulement une assurance raisonnable en ce qui a trait à la préparation et à la présentation des états financiers.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2025, aucun changement n'a été apporté au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

RENSEIGNEMENTS IMPORTANTS

Corporation Fiera Capital est une société de gestion de placement mondiale qui compte des filiales dans différents territoires (collectivement, dans la présente rubrique, « Fiera Capital »). Les renseignements et opinions exprimés dans le présent document sont fournis à titre indicatif seulement. Ils peuvent être modifiés et ils ne doivent pas servir de fondement à une décision de placement ou de vente. Même s'ils ne sont pas exhaustifs, les présents renseignements importants au sujet de Fiera Capital et de ses services doivent être lus et compris conjointement avec tout le contenu accessible sur les sites Web de Fiera Capital.

Le rendement passé n'est pas garant du rendement futur. Tous les placements présentent un risque de perte, et rien ne garantit que les avantages exposés ici seront réalisés. Sauf indication contraire, les évaluations et les rendements sont calculés et libellés en dollars canadiens.

Les renseignements qui se trouvent dans le présent document ne constituent pas des conseils en placement, et l'investisseur ne doit pas s'y fier pour prendre des décisions de placement. Ils ne doivent pas non plus être considérés comme une sollicitation d'achat ou une offre de vente de titres ou d'autres instruments financiers. Le présent document ne tient pas compte des objectifs et stratégies de placement d'un investisseur en particulier, de sa situation fiscale ni de son horizon de placement. Aucune déclaration n'est faite et aucune garantie n'est donnée à l'égard de l'exactitude de ces renseignements, et aucune responsabilité n'est assumée quant aux décisions fondées sur ceux-ci. Toutes les opinions exprimées dans les présentes sont le fruit de jugements portés à la date de leur publication et peuvent changer. Bien que les faits et données contenus dans le présent document proviennent de sources que Fiera Capital estime fiables, nous n'en garantissons pas l'exactitude, et ces renseignements peuvent être incomplets ou résumés. Nous nous dégageons de toute responsabilité, quelle qu'en soit la nature, à l'égard de toute perte et de tout dommage directs, indirects ou consécutifs qui pourraient résulter de l'utilisation de l'information contenue dans ce document. Les tableaux, les graphiques et les descriptions de l'historique ou du rendement d'un placement ou d'un marché contenus dans le présent document ne constituent aucunement une déclaration indiquant que cet historique ou ce rendement se poursuivra ou que le scénario ou le rendement d'un placement sera similaire à celui qui figure dans les tableaux, graphiques ou descriptions.

Les tableaux et graphiques contenus dans le présent document sont fournis à titre illustratif seulement et ils n'ont pas pour but d'aider le lecteur à déterminer quels titres acheter ou vendre ou à quel moment acheter ou vendre des titres. Tout placement décrit dans le présent document y figure à titre d'exemple seulement et il ne constitue pas une déclaration que le même scénario de placement ou un scénario de placement similaire se reproduira dans un avenir rapproché ou qu'un placement futur sera aussi rentable que l'exemple ou qu'il n'entraînera pas de perte. Tous les rendements sont purement historiques, ils ne constituent pas une indication des performances futures et ils sont sujets à ajustement.

Chaque entité membre du groupe de sociétés Fiera Capital ne fournit des services de conseils en placement ou n'offre des fonds de placement que dans les territoires où cette entité est inscrite et où elle est autorisée à fournir ces services ou le produit pertinent en vertu d'une dispense d'inscription. Par conséquent, certains produits, services et renseignements connexes décrits dans le présent document pourraient ne pas être offerts aux résidents de certains territoires. Veuillez consulter les renseignements sur les produits ou les services en question pour en savoir plus sur les exigences légales (y compris les restrictions de placement) applicables à votre territoire. Pour des précisions sur l'inscription de tout membre du groupe de Fiera Capital ou sur la dispense d'inscription à laquelle il se fie, veuillez consulter le <https://www.fieracapital.com/fr/inscriptions-et-autorites>.

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur Corporation Fiera Capital ainsi que ses états financiers annuels audités et sa notice annuelle les plus récents sur le site de SEDAR+ à www.sedarplus.ca.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

